

Rapport Régional sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RRSAN)

2023



50  **ANS**
1973-2023

Equipe du Rapport Régional sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2023

Coordinateur : Dr Issoufou Baoua, Coordonnateur Programme Régional d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRA/SAN)

Contributeurs : Dr Sy Martial A. Traoré, Expert Marché; Williams Massaoud, Expert en nutrition ; Adamou Ousmane, Assistant Cadre Harmonisé ; Dr Issa Garba, Expert en pastoralisme; Dr Idrissa Halidou Maiga, Entomologiste ; Dr Seydou Tinni Halidou, Expert prévisionniste; Dr Issaka Lona, Expert Climatologue ; Dr Agali Alhassane, Expert Agronome; Dr Issoufou Maigary, Hydrologue; Hamatan Mohamed, Hydrologue; Moussa Gueye, Expert SAN/PREGEC ; Mawuli Amewuame, Expert Assistant PREGEC ; Alio Agoumou, Cartographe; Boubacar Mainassara Abdoul Aziz, Webmaster-Communicateur.

TABLE DES MATIERES

Sigles et abréviations	4
Sigles et abréviations	5
Liste des figures	6
Liste des cartes.....	7
Liste des tableaux	9
AVANT-PROPOS	10
INTRODUCTION.....	11
APPROCHE ET MÉTHODE	12
CHAPITRE I : ANALYSE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2022/2023	13
1.1. Situation pluviométrique.....	13
1.1.1. Analyse des cumuls pluviométrique.....	13
1.1.2. Analyse des séquences sèches.....	14
1.2. Situation hydrologique	16
1.2.1. Pertes de superficies estimées dans les zones en insécurité civiles.....	18
1.3. Situation des cultures	19
1.3.1. Installation de la saison	19
1.3.2. Anomalies de rendements estimées pour les principales céréales pluviales	19
1.4. Situation phytosanitaire et acridienne	23
1.5. Situation pastorale	25
1.5.1. Analyse de la Production de la biomasse	25
1.5.2. Capacité d'accueil	27
1.5.3. Situation des points d'eau d'abreuvement	27
1.5.4. Situation des feux de brousse.....	27
1.6. Productions agricoles	28
1.6.1. Production céréalière.....	28
1.6.2. Bilan céréalier régional.....	29
1.6.3. Production des racines et tubercules.....	30
1.6.4. Production des racines et tubercules par spéculation	31
1.6.5. Productions des cultures de rente	31
1.7. Situation des marchés agricoles	32
1.7.1. Niveau de l'inflation	32
1.7.2. Variation des taux d'échanges des principales devises.....	33
1.7.3. Fonctionnement des marchés et les flux.....	33
1.7.4. Situation des marchés céréaliers	35
1.7.5. Situation des marchés de tubercules	36
1.7.6. Situation des produits de rentes.....	37
1.7.7. Situation des marchés à bétail.....	38
1.7.8. Les termes de l'échange.....	38
1.8. Analyse de la situation nutritionnelle de la région	39
CHAPITRE II : RESULTATS DES ANALYSES DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE A TRAVERS LE CADRE HARMONISE DANS LA REGION ..	41
2.1. Rappel de quelques dangers et des facteurs de vulnérabilité.....	41

2.2. Niveaux des indicateurs de résultats	41
2.3. Tendances des impacts des facteurs contributifs	42
2.3.1. Disponibilité alimentaire	42
2.3.2. Accessibilité	43
2.3.3. Utilisation des aliments y compris l'eau	44
2.3.4. Stabilité	44
2.4. Classification des zones	44
2.4.1. Situation courante de novembre 2022 (post-récolte).....	44
2.4.2. Situation de courante de mars 2023	45
2.4.3. Situation projetée	45
2.5. Estimation des populations	46
2.5.1. Estimation de la population de l'analyse courante de novembre 2022	46
2.5.2. Estimation de la population de l'analyse courante de mars 2023	47
2.5.3. Estimation de la population de l'analyse projetée en juin - juillet - août 2023	48
CHAPITRE III : BILAN DES ACTIONS REALISEES A TRAVERS LES PLANS NATIONAUX DE REPOSE AUX CRISES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES DANS LA REGION DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (PNR 2022).....	50
CHAPITRE IV : PERSPECTIVES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES 2022/2023	69
2.3. 4.1. Perspectives climatiques saisonnières de la région	69
2.3.1. Cumuls pluviométriques pour la grande saison des pluies des Pays du Golfe de Guinée	69
2.3.2. Cumuls pluviométriques pour les zones sahélienne et soudanienne	69
2.4. Perspectives agro-climatiques de la région	71
2.4.1. Prévision Saisonnière des caractéristiques Agro-Climatiques pour la grande saison des pluies des Pays du Golfe de Guinée	71
2.4.2. Dates de début de saison	71
2.4.3. Durées des séquences sèches en début et vers la fin de la saison.....	72
2.4.4. Dates de fin de saison	72
2.4.5. Prévision saisonnière des caractéristiques agro-climatiques pour les zones sahéliennes et soudaniennes	73
2.4.6. Dates de démarrage de la saison de pluies	73
2.4.7. Séquences sèches en début et vers la fin de la saison	74
2.4.8. Dates de fin de saison	75
2.5. Perspective phytosanitaire	75
2.6. Perspective Hydrologique.....	76
2.6.1. Perspective pour les bassins fluviaux des pays du Golfe de Guinée	76
2.6.2. Perspective pour les bassins fluviaux des zones sahélienne et soudanienne.....	77
CONCLUSION.....	79

Sigles et abréviations

ACF : Action Contre la Faim

ACMAD : Centre Africain pour les applications de la météorologie au développement

CEDEAO : Communauté Économique Des États de l’Afrique de l’Ouest

CILSS : Comité permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sècheresse dans le Sahel

CLA : Chenille Legionnaire d’Automne

FAO: Food and Agriculture Organization of the United Nations

FEWS NET: Famine Early Warning Systems Network

HH : Hypothèse haute

IPC-AMN : Integrated Protocol Classification-Acute Malnutrition

OIG : Organisation Inter-Gouvernementale

OXFAM: Oxford Committee for Relief Famine

PAM: Programme Alimentaire Mondial

PDI : Personne Déplacée Interne

PNR : Plans Nationaux de Réponse

POT : Produit d’Observation de la Terre

PREDIP : Programme Régional de Dialogue et d’Investissement pour le Pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l’Afrique de l’Ouest

PREGEC : Dispositif de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

PRESASS : Prévisions Saisonnières des caractéristiques Agro-hydro-climatiques de la grande saison des pluies pour les zones Soudanienne et Sahélienne

RPCA : Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l’Ouest

RR : Rapport Régional

RRSA : Rapport Régional de Sécurité Alimentaire

RRSA : Réserve régionale de sécurité alimentaire

SI : Superficie Infestée

ST : Superficie Traitée

TDE : Terme De l’Échange

UBT : Unité Bétail Tropical

UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest Africain

UNICEF: United Nations International Children’s Emergency Fund

USAID: United State Agency for International Development

Liste des figures

Figure 1 : Cumuls saisonniers des précipitations estimées au 31 octobre 2022	13
Figure 2 : Anomalies des cumuls saisonniers des précipitations estimées au 31 octobre 2022	13
Figure 3 : Cartes de l'évolution mensuelle des anomalies des cumuls pluviométriques dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest d'avril à octobre 2022.	14
Figure 4 : Longueur des séquences sèches par mois du d'avril à octobre dans la région	15
Figure 5: Hydrogrammes comparés du fleuve Niger à la station de Niamey (novembre 2022)	16
Figure 6 : Synthèse des écoulements moyens et niveaux des plans d'eau par rapport à la normale 1991-2020.	17
Figure 7: Taux de remplissage des barrages suivis au Burkina Faso à la date du 31 octobre 2022	17
Figure 8 : Changement dans les superficies emblavées dans les zones affectées par d'insécurité civiles en 2022 comparé aux années de référence : Années de références (2010 pour le Nord-est du Nigeria ; 2017 pour le Nord-ouest du Nigeria ; 2016 et 2017 pour le Mali ; 2017 pour le Burkina et 2016 pour le Niger (WFP pour le PREGEC du novembre 2022)	18
Figure 9: Changement dans les superficies emblavées dans les zones affectées par d'insécurité civiles en 2022 comparé à l'année dernière (2021), (WFP pour le PREGEC du novembre 2022).	18
Figure 10 : Dates de semis estimées par le modèle SARRA-O (octobre 2022)	19
Figure 11 : Anomalies des rendements estimées pour un mil de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.	20
Figure 12: Anomalies des rendements estimées pour un sorgho de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.	21
Figure 13: Anomalies des rendements estimées pour un mil photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.	21
Figure 14 : Anomalies des rendements estimées pour un sorgho photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.	22
Figure 15 : Anomalies des rendements estimées pour un maïs de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.	22
Figure 16 : Prévalence de la Chenille Légionnaire d'Automne (CLA) dans la région	23
Figure 17: Niveau d'infestation de la CLA par pays (SI : superficies infestées ; ST : superficies traitées)	23
Figure 18 : les chenilles, insectes floricoles et oiseaux granivores	23
Figure 19 : Cicadelles sur cotonnier	24
Figure 20 : Productions céréalières régionales définitives au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC, Mars 2023)	28
Figure 21 : Évolution de la production céréalière de la région de 2015 à 2022 (en tonnes). ...	29

Figure 22 : Productions de racines et tubercules régionales définitives au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC, Mars 2023)	31
Figure 23 : Évolution des niveaux des inflations dans la zone	33
Figure 24: Niveau de l'inflation par pays	33
Figure 25 : variation des taux de change des différentes devises régionales par rapport au dollar américain (USD)	33
Figure 26 : Évolution du prix des céréales dans la région	36
<i>Figure 27 : Niveau de variation des moyens des prix des racines et tubercules comparativement à la moyenne des 5 dernières années dans quelques pays en mars 2023.....</i>	<i>37</i>
<i>Figure 28 : Niveau de variation des moyens des prix de quelques produits de rente dans quelques pays en mars 2023 comparativement à la moyenne des 5 dernières années (G/Nur : Arachide ; C/pea : Niébé).....</i>	<i>37</i>
<i>Figure 29 : Niveaux de variations des moyens des prix du bétail sur pieds dans quelques pays en mars 2023 comparativement à la moyenne des 5 dernières années. (BF : Burkina Faso, GN : Guinée ; ML : Mali, MR : Mauritanie, TD : Tchad ; NG : Nigeria, NE : Niger ; SN Sénégal)</i>	<i>38</i>
<i>Figure 30 : Niveaux variations des termes de l'échange bouc/céréales sur certains marchés du Mali (ML), du Burkina Faso (BF), du Niger (NE) et du Tchad (CD).....</i>	<i>38</i>
<i>Figure 31 : Niveaux variations des termes de l'échange produits de rente/céréales sur certains marchés du Mali (ML), du Burkina Faso (BF), du Niger (NE) , du Bénin (BJ), Nigeria (NG), de la Sierra Léone (SL)et du Tchad (CD).....</i>	<i>39</i>
Figure 32 : Réalisations financières par pays	50
Figure 33 : Évolution des besoins en lien avec les taux d'exécution	50

Liste des cartes

Carte 1 : Conditions éco-météorologiques dans la zone de reproduction du Criquet Pèlerin ..	24
Carte 2: capacité d'accueil en nombre de jours par Unité Bétail Tropical (UBT) à la fin de la campagne agropastorale.....	25
Carte 3: comparaison de la production de biomasse par rapport à l'année dernière à la même période	26
Carte 4: comparaison de la production de biomasse par rapport à la médiane des cinq dernières années à la même période	26
Carte 5 : Capacité d'accueil en nombre de jour par Unité Bétail Tropical (UBT) à la fin de la saison des pluies 2022	27
Carte 6 :Situation des points d'eau d'breuvement	27
Carte 7 : Actives fires detected in October (source NOAA-20)	27
Carte 8 : Impacts de l'insécurité civile sur le fonctionnement des marchés	34
Carte 9 : Niveau des prix des principales céréales par pays en mars 2023	36
Carte 10 : <i>Perspectives d'évolution de la situation : Période de Juin - Septembre 2023</i>	<i>40</i>

Carte 11 : Impacts de la disponibilité sur la consommation alimentaire des ménages (en Situation courante)	43
Carte 12: Impacts de la disponibilité sur la consommation alimentaire des ménages (en Situation projetée)	43
Carte 13 : Impacts de la disponibilité sur l'évolution des avoirs relatifs aux moyens d'existence (en Situation courante).....	43
Carte 14 : Impacts de la disponibilité sur l'évolution des avoirs relatifs aux moyens d'existence (en Situation projetée)	43
Carte 15 : Carte l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest pour la période Octobre-novembre-décembre 2022, analyse courante de novembre 2022	44
Carte 16 : Carte l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest pour la période mars-avril-mai 2023, Analyse courante de mars 2023.....	45
Carte 17 : Carte l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest projetée pour la période juin-juillet-août 2023, Analyse courante de mars 2023	46
Carte 18: Prévision des cumuls de précipitations pour la période de Mars-Avril-Mai 2023 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée.	69
Carte 19 : Prévision des cumuls de précipitations pour la période d'Avril-Mai-juin 2023 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée	69
Carte 20: Prévision des cumuls pluviométriques pour la période de Juin-Juillet-Août 2020 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'espace.....	70
Carte 21.: Prévision des cumuls pluviométriques pour la période de Juillet-Août-Septembre 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes	70
Carte 22: Prévision des cumuls pluviométriques pour la période de Juillet-Août-Septembre 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes	71
Carte 23: Prévision des dates de début de la grande saison des pluies 2023 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée. Comparaison faite aux dates moyennes de début de saison sur la période 1991-2020.....	71
Carte 24: Prévision de la durée des séquences sèches maximales en début de la grande saison des pluies 2023 dans les pays du Golfe de Guinée.....	72
Carte 25: Prévision de la longueur des séquences sèches vers la fin de la grande saison des pluies 2023 dans les pays du Golfe de Guinée.....	72
Carte 26: Prévision des dates de fin de la grande saison des pluies de 2023 dans les pays du Golfe de Guinée	73
Carte 27: Prévision des dates de début saison agricole 2023 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'espace CILSS/CEDEAO.....	74
Carte 28: Prévision de la durée des séquences sèches en début de saison des pluies 2023 dans les zones sahéliennes et soudaniennes.....	74
Carte 29: Prévision de la durée des séquences sèches vers la fin de la saison des pluies 2023 dans les pays des zones sahéliennes et soudaniennes.....	74
Carte 30: Prévision des dates de fin de la saison des pluies 2023 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'espace CILSS/CEDEAO	75

Carte 31: Prévisions saisonnières des anomalies des précipitations dans les aires de reproduction estivale du Criquet pèlerin (Source : World Climate Service & DLIS/FAO).....	75
Carte 32: Prévision des écoulements dans les bassins côtiers des pays du Golfe de Guinée, pour la grande saison des pluies de 2023.....	76
Carte 33: Prévision des écoulements de 2023 dans les bassins dans les zones Soudaniennes et Sahéliennes de l’Afrique de l’Ouest et du Sahel.....	78

Liste des tableaux

Tableau 1 : Production en tonnes de céréales par spéculation pour la campagne 2022/2023 dans la zone du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest en comparaison par rapport à l’année et à la moyenne des 5 dernières campagnes.....	29
Tableau 2 : Le tableau suivant présente les éléments du bilan céréalier prévisionnel pour la campagne 2022/2023.....	30
Tableau 3 : Production en tonnes des racines et tubercules par spéculation pour la campagne 2022/2023 dans la zone du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest en comparaison par rapport à l’année et à la moyenne des 5 dernières campagnes.....	31
Tableau 4: Production en tonnes de céréales par spéculation pour la campagne 2022/2023 dans la zone du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest en comparaison par rapport à l’année et à la moyenne des 5 dernières campagnes.....	32
Tableau 5 : Populations estimées par phase d’insécurité alimentaire et nutritionnelle en novembre 2023.....	47
Tableau 6 : Populations estimées par phase d’insécurité alimentaire et nutritionnelle en mars 2023.....	48
Tableau 7: Populations projetées par phase d’insécurité alimentaire et nutritionnelle en juin juillet août 2023.....	49

AVANT-PROPOS

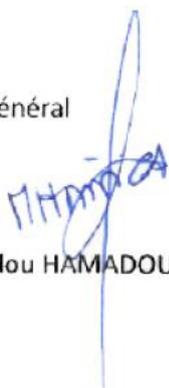
Le Rapport Régional (RR) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est élaboré pour contribuer à nourrir le système de gouvernance de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable et la résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest. C'est un document de synthèse régionale qui regroupe les principales informations produites dans le cadre de l'animation du dispositif de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (PREGEC) ainsi que du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). Ces informations concernent les différentes conditions agro-écologiques explicatives de l'environnement de la production agropastorale 2022/2023 déterminant l'essentiel de la situation alimentaire de la région.

Ce document est par conséquent une valorisation de toutes les données provenant des pays, des partenaires régionaux et internationaux membres du réseau. Il est le fruit d'une analyse complémentaire et de synthèse régionale accomplie par les experts du CILSS. Ce produit se veut comme un support de valorisation annuelle des produits du dispositif PREGEC et RPCA capitalisant les expériences sur les données générées par les systèmes nationaux et régionaux d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Il met en relief les résultats sur le suivi agro climatique, hydrologique, phytosanitaire, pastoral, les flux et les marchés. Il intègre également les interventions en réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles.

Ce rapport a pour objectif de mettre en exergue le potentiel et les avantages d'une chaîne régionale de production de données et d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le centre d'intérêt réside dans le partage des informations sur les conditions agricoles et de sécurité alimentaire ainsi que les facteurs de vulnérabilité qui déterminent le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de chaque pays. L'analyse holistique des différentes sources de données, suivant l'approche du cadre harmonisé, permet d'une part de valoriser toutes les données disponibles et d'autre part de mettre en relief les différentes zones ainsi que leurs populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le choix du rapport est, en effet, en cohérence avec les besoins des décideurs et leurs partenaires de disposer des informations pertinentes sur la tendance alimentaire ainsi que les éléments factuels explicatifs sur la base desquels il sera désormais possible de relancer la formulation des programmes intégrant l'urgence au développement durable.

Le Directeur Général



Dr Mahalmoudou HAMADOUN

INTRODUCTION

La région du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest fait face, de manière récurrente, à des crises alimentaires et nutritionnelles affectant de plus en plus des millions de personnes. En 2022, la région reste toujours affectée par une crise sans précédent touchant plus de 38,3 millions de personnes dans l’ensemble des 17 pays du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest. Cette crise est consécutive à la conjugaison de plusieurs facteurs de risques notamment la forte inflation dans la région (18%) caractérisée par la hausse importante des prix des denrées de base ; l’insécurité civile et son corollaire de personnes déplacées internes (PDI) et de réfugiées atteignant 7,5 millions de personnes en début 2023.

La tension alimentaire intervient dans un contexte régional caractérisé par l’exacerbation de la crise sécuritaire dans la zone de Liptako Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, le bassin du Lac Tchad, le nord-ouest et le centre du Nigéria, le Mali et de plus en plus le nord du Bénin et de la Côte d’Ivoire. La situation est marquée par des déplacements massifs des populations fuyant les zones en conflit en laissant derrière elles, tous leurs capitaux productifs. Ainsi, les moyens d’existence des populations sont en érosion continue, ce qui explique les capacités limitées des populations à accéder aux facteurs de productions (terres, intrants agricoles, ressources et espaces pastoraux) ainsi que les autres infrastructures sociales en destruction (écoles, centres de santé, marchés et centres de communication, etc.).

La zone du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest fait donc face à des chocs et risques complexes et multiformes ayant des impacts directs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, parmi lesquels les chocs climatiques, l’insécurité civile, les conflits, l’impact socio-économique de la pandémie de la COVID-19 et le nouveau facteur aggravant qu’est la guerre Russie-Ukraine. L’insécurité alimentaire aiguë a presque été multipliée par quatre entre 2019 et 2022, passant de dix millions à près de quarante millions de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère.

C’est dans ce contexte, et en conformité avec son mandat et sa mission, que le dispositif et le réseau de prévention des crises alimentaires (PREGEC et RPCA) maintient la veille sur les systèmes de productions agricole, pastorale et halieutique de manière à générer des informations fiables et consensuelles d’aide à la prise de décision. Ainsi, les pays restent les pierres angulaires de ce dispositif de veille régionale par la production permanente des données et informations entrant dans le cadre de l’animation du PREGEC et du RPCA.

Le présent rapport offre l’avantage de rassembler les données collectées, traitées par les pays et consolidées au niveau du CILSS en synergie avec les partenaires régionaux du dispositif PREGEC. Le rapport fait état des conditions climatiques, agro climatiques et hydrologiques caractéristiques de la campagne 2022/2023, les situations pastorale et phytosanitaire, les estimations de productions agricoles, les principaux facteurs de risques de vulnérabilité courante, les caractéristiques du niveau de consommation alimentaire et des moyens d’existence des ménages, le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, les zones et les populations à risques d’insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le point sur la mise en œuvre des réponses pour atténuer les effets des crises. Il est également exposé les résultats des prévisions climatiques 2023 ainsi que leurs conséquences sur le déroulement de la campagne agricole et alimentaire 2023/2024.

APPROCHE ET MÉTHODE

Le CILSS a développé plusieurs outils et méthodes depuis des décennies qui ont fait l'objet de transfert aux pays à travers des formations diplômantes et des formations continues. Ces outils et méthodes sont actuellement utilisés par les pays dans le cadre du suivi de la désertification, du déroulement de la campagne agropastorale et hydrologique, du suivi écologique, du suivi des marchés et des flux transfrontaliers, de l'économie de ménages. L'avènement du Cadre Harmonisé comme outil essentiel d'analyse intégrée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, a conduit à une revue et une harmonisation des supports et méthodes d'enquêtes sur la vulnérabilité, d'enquêtes nutritionnelles, de l'économie des ménages et sur les marchés. Désormais, les systèmes d'enquêtes standardisés nourrissent le processus de collecte et permettent ainsi de maintenir la pertinence de la comparabilité des résultats dans l'espace et dans le temps.

Le recours aux produits d'observations de la terre (POT), grâce à l'accès facilité des imageries satellitaires, reste une source fondamentale qui alimente les analyses spéciales et les modèles de prévisions climatiques, d'estimation de la biomasse et des rendements agricoles. Le Centre régional AGRHYMET a développé beaucoup d'expertises dans les divers domaines permettant aux pays et la région de maintenir et de renforcer les dispositifs de collecte de données qui nourrissent les concertations régionales du PREGEC. Le recours aux POT est une démarche supplémentaire adaptée permettant de suivre la situation dans les zones d'accès difficile du fait de l'insécurité civile qui prend une allure inquiétante dans la région.

CHAPITRE I : ANALYSE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2022/2023

1.1. Situation pluviométrique

1.1.1. Analyse des cumuls pluviométrique

La pluviométrie de la campagne agricole 2022-2023 est globalement normale à excédentaire comparée à la normale 1991-2020, sur les pays de l’Afrique de l’Ouest et du Sahel (Figure 1 et 2).

Le cumul saisonnier de Mars à octobre 2022 a varié entre (i) 10 et 1000 mm dans les pays sahéliens et (ii) entre 300 à plus de 2500mm dans les pays du Golfe de Guinée (figure1).

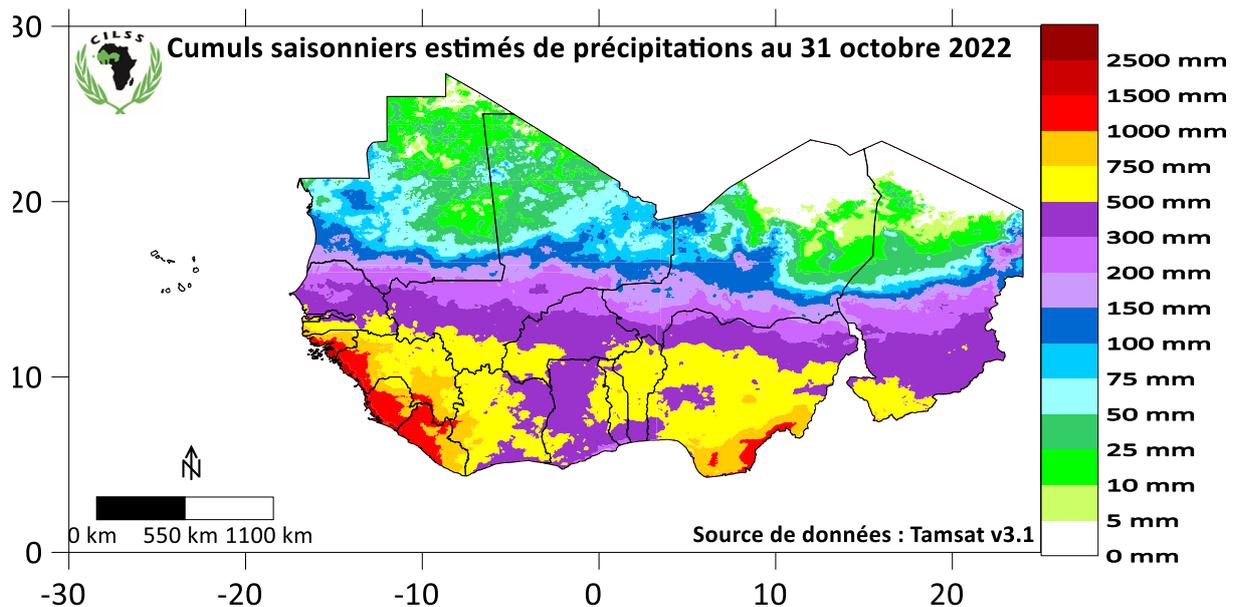


Figure 1 : Cumuls saisonniers des précipitations estimées au 31 octobre 2022

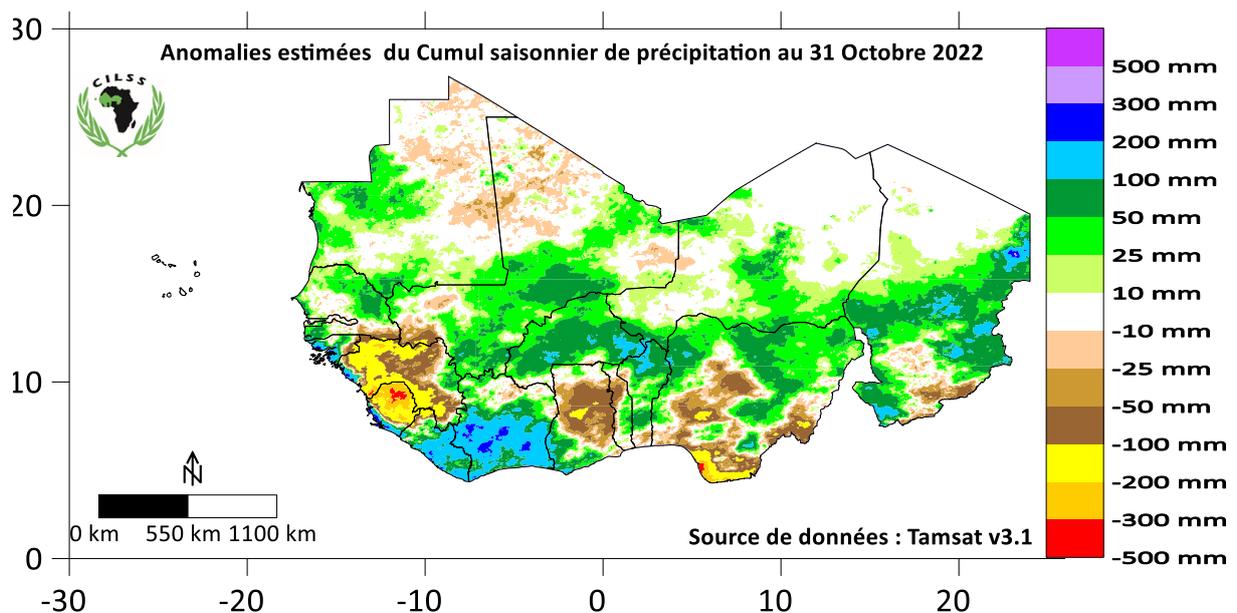


Figure 2 : Anomalies des cumuls saisonniers des précipitations estimées au 31 octobre 2022

Cependant, il est important de noter qu’entre les mois de juillet et septembre, des anomalies saisonnières et mensuelles de pluies ont montré que dans la zone monomodale des pays du

Sahel et du Golfe de Guinée, des déficits pluviométriques ont été observés à l'ouest du Niger, au Centre Ouest et au sud du Nigeria, au Sud-est du Sénégal et sur la majeure partie de la Guinée et de la Sierra Leone. Dans la zone bimodale, la fin de la grande saison de pluie a été marquée par des déficits pluviométriques surtout sur la zone littorale des pays du Golfe de Guinée (figure 2 et 3).

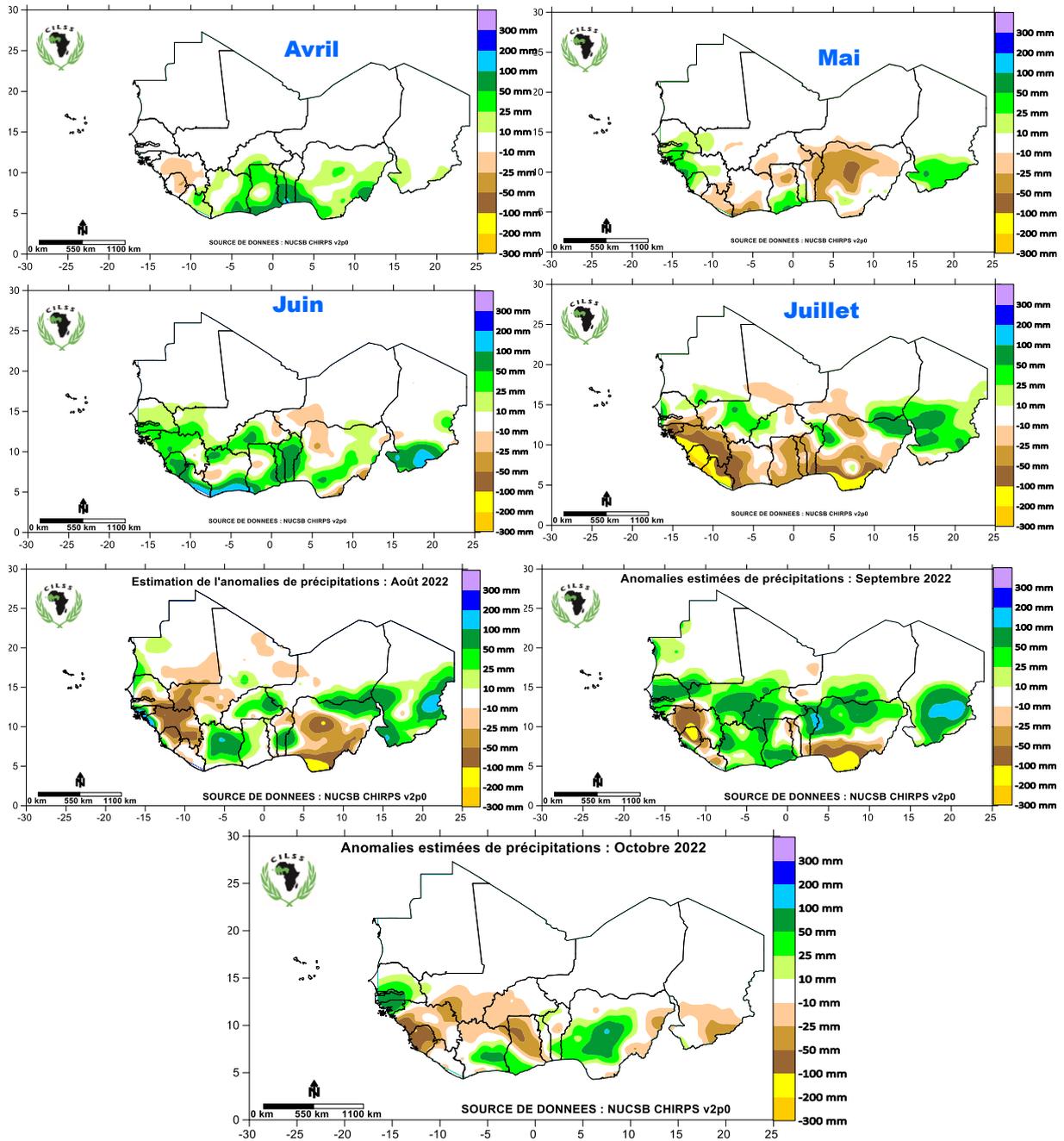


Figure 3 : Cartes de l'évolution mensuelle des anomalies des cumuls pluviométriques dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest d'avril à octobre 2022.

1.1.2. Analyse des séquences sèches

Pour la période allant d'avril à mai qui concerne les pays du Golfe de Guinée, de longues séquences sèches ont été observées dans l'ouest de la Guinée et la majeure partie de la Guinée-Bissau avec des séquences sèches supérieures à 20 jours (figure 4). Des séquences sèches de 15 à 17 jours ont été observées dans l'extrême nord des deux Guinée (Figure 5) et

dans la zone sahélienne (Figure 6) au mois de juin, localisées dans les zones frontalières entre le Sénégal - Mauritanie, Mauritanie - Mali et Mali - Niger. Au mois de juillet (Figure 7), des séquences sèches de plus de 15 à 17 jours ont été observées dans la zone sahélienne dans le nord-ouest de la Mauritanie et dans le Sud des pays du Golfe de Guinée notamment, le centre ouest du Libéria et dans la zone bimodale (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Benin et Sud-Ouest Nigeria). Dans la zone bimodale, la situation a persisté durant les mois d'août et septembre (Figure e et f) du Sud-Est Libéria et au Sud Ghana. Le mois d'octobre (Figure g) marque la fin de la saison de pluies dans la zone sahélienne.

Globalement, la saison 2022-2023 a été caractérisée par une bonne répartition spatio-temporelle des pluies malgré l'existence de quelques poches de sécheresses observées en début ou à la fin de la saison.

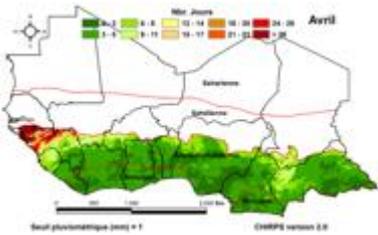


Figure a: Longueur de séquences sèches, avril 2022

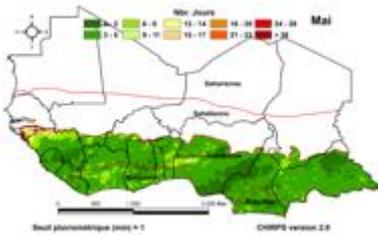


Figure b : Longueur de séquences sèches, mai 2022

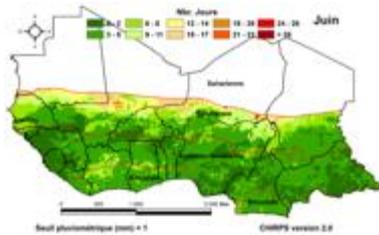


Figure c: Longueur de séquences sèches, juin 2022

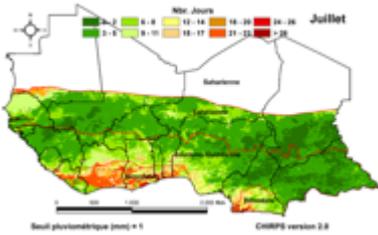


Figure d : Longueur de séquences sèches, juillet 2022

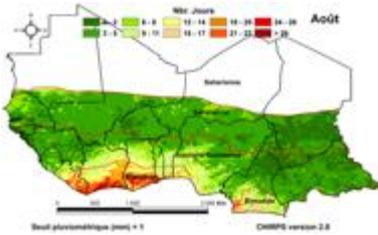


Figure e: Longueur de séquences sèches, août 2022

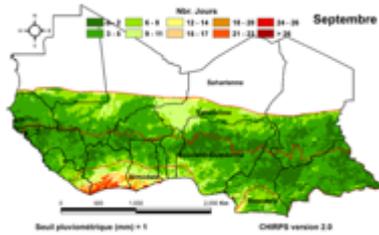


Figure f: Longueur de séquences sèches, septembre 2022

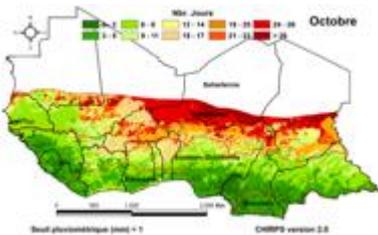
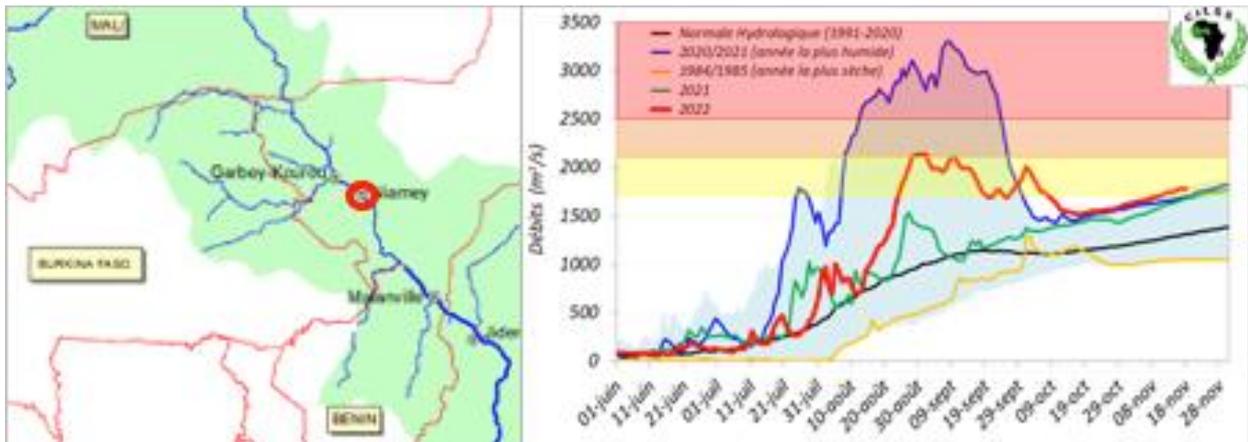


Figure g: Longueur de séquences sèches, Octobre 2022

Figure 4 : Longueur des séquences sèches par mois du d'avril à octobre dans la région

1.2. Situation hydrologique

La situation hydrologique a été caractérisée par des écoulements globalement supérieurs à ceux de 2021 et à la moyenne de la période 1991-2020 dans les principaux bassins fluviaux de la région. Des dépassements des seuils d’alerte critiques ont été observés dans plusieurs pays, entraînant des inondations ayant causé d’importantes pertes en vies humaines (plus particulièrement au Tchad, au Nigeria et Sénégal), de cultures et la destruction des moyens d’existence. Ces inondations ont particulièrement impacté le Delta intérieur du fleuve Niger au Mali, le Sénégal, le bassin inférieur du fleuve Niger au Nigeria et surtout le bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria et Tchad) qui a connu une année hydrologique exceptionnelle.



Le niveau d’eau maximum enregistré au cours de la saison 2022 dans le Niger moyen à la station de Niamey était de 581 cm (correspondant à 2136 m³/s), soit un niveau équivalent au seuil d’alerte orange qui est 580 cm.

Cependant, dans l’histoire de la station de Niamey, le niveau d’eau du fleuve n’a jamais atteint la cote 525 cm au mois d’octobre, si ce n’est cette année où il a atteint 567 cm (soit 2010 m³/s).

Figure 5: Hydrogrammes comparés du fleuve Niger à la station de Niamey (novembre 2022)

L’évaluation de la situation hydrologique de la saison 2022 dans les grands bassins fluviaux de la région, indique des écoulements moyens globalement excédentaires par rapport à la normale hydrologique (moyenne sur la période de référence 1991-2020). Ces écoulements étaient pour la plupart des bassins fluviaux, supérieurs ou équivalents à ceux de l’année hydrologique 2021/2022 en dehors du bassin moyen du fleuve Niger comme illustré par la figure suivante.

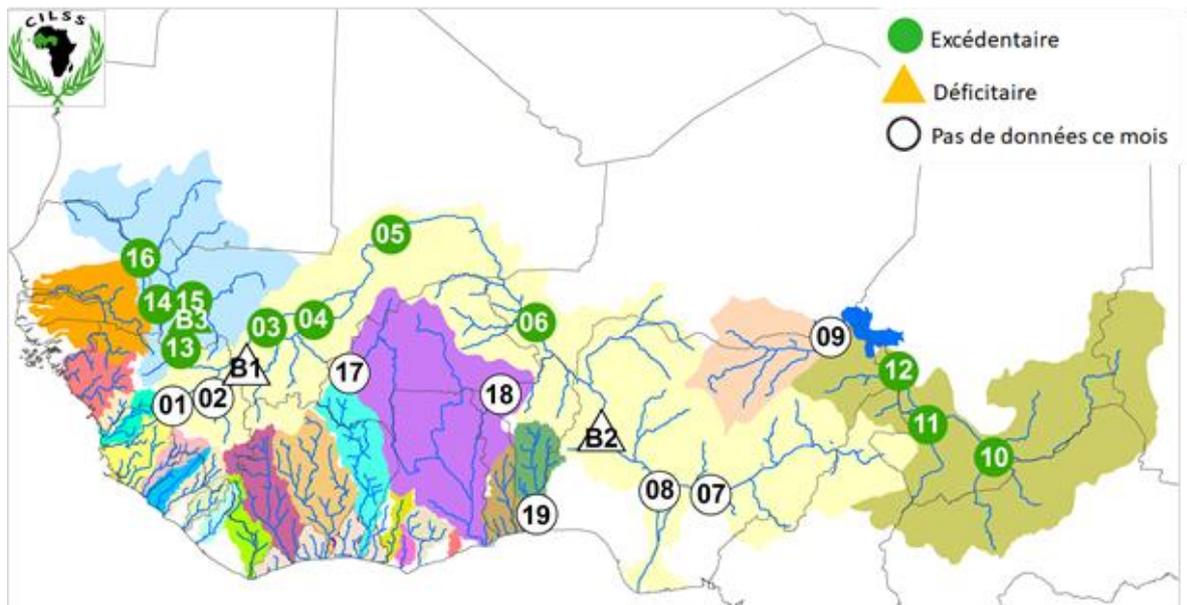


Figure 6 : Synthèse des écoulements moyens et niveaux des plans d'eau par rapport à la normale 1991-2020.

Légende : Stations hydrométriques de 1) Faranah, 2) Kankan, 3) Koulikoro, 4) Douna, 5) Diré, 6) Niamey, 7) Makurdi, 8) Lokoja, 9) Bagara, 10) Sarh, 11) Bongor, 12) N'Djamena TP, 13) Daka Saidou, 14) Gourbassi, 15) Oualia, 16) Bakel, 17) Samendeni, 18) Porga, 19) Bonou ; Barrages de B1) Sélingué, B2) Kainji, B3) Manantali.

Le niveau de remplissage des principales retenues dont les données nous sont parvenues était satisfaisant. Les niveaux des plans d'eau de Sélingué sur le Sankarani (bassin du Niger au Mali) et de Manantali sur le Sénégal étaient supérieurs à ceux de l'année passée. Pour Bakel, le niveau était proche de celui enregistré en 1999 (année la plus humide). Pour ce qui est des 24 barrages suivis au Burkina Faso, sur les dix-neuf dont les données sont parvenues, six (6) étaient remplis et déversaient l'excédent d'eau en fin de saison, contre trois (3) l'an dernier à la même date. Tous ces barrages en dehors de Guitti et Seytenga, étaient remplis au moins à la moitié de leurs capacités de stockage.

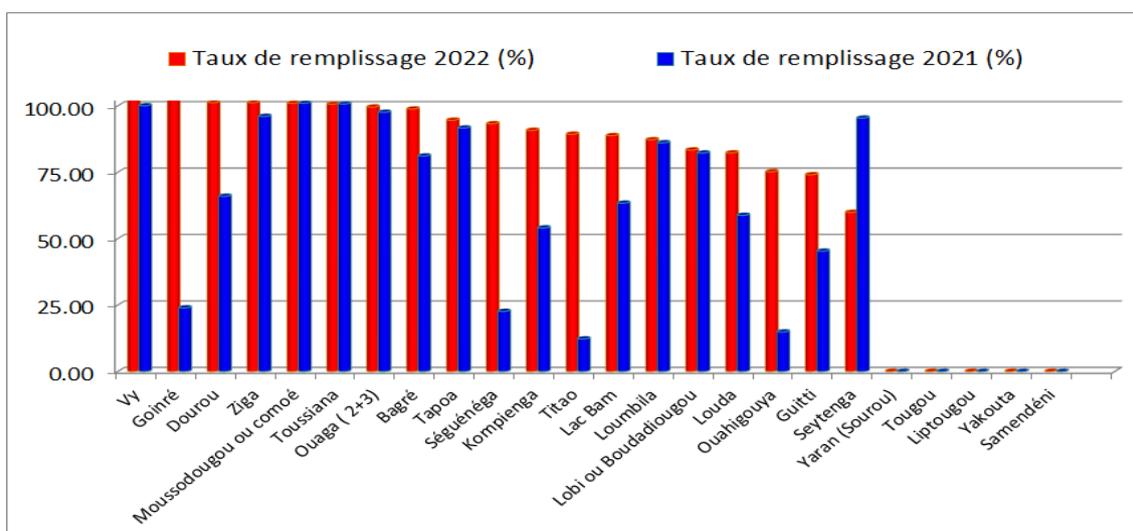


Figure 7: Taux de remplissage des barrages suivis au Burkina Faso à la date du 31 octobre 2022

1.2.1. Pertes de superficies estimées dans les zones en insécurité civiles

Les figures suivantes illustrent l'évolution des superficies cultivées dans les zones d'accès limités de la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

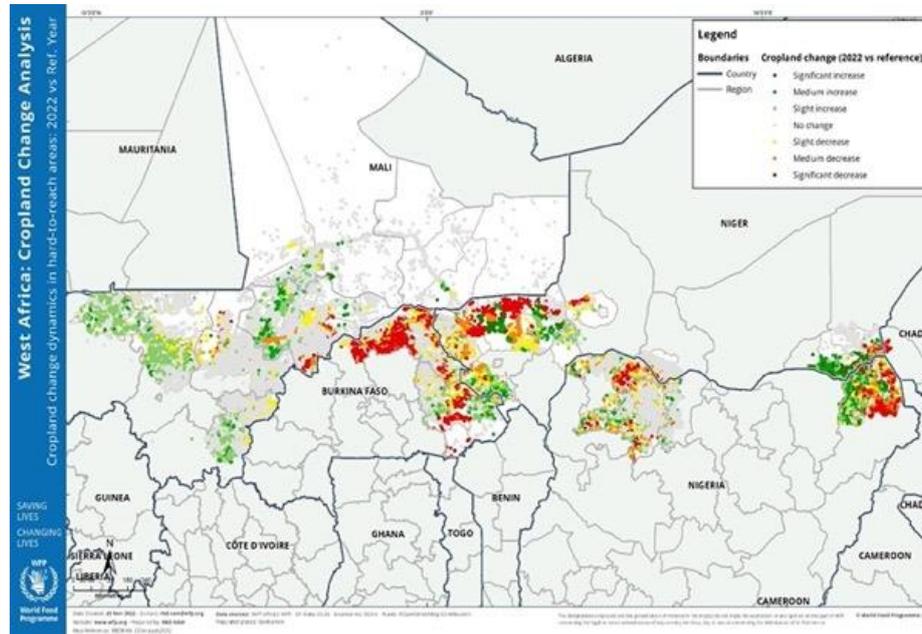


Figure 8 : Changement dans les superficies emblavées dans les zones affectées par d'insécurité civiles en 2022 comparé aux années de référence : Années de références (2010 pour le Nord-est du Nigeria ; 2017 pour le Nord-ouest du Nigeria ; 2016 et 2017 pour le Mali ; 2017 pour le Burkina et 2016 pour le Niger (WFP pour le PREGEC du novembre 2022)

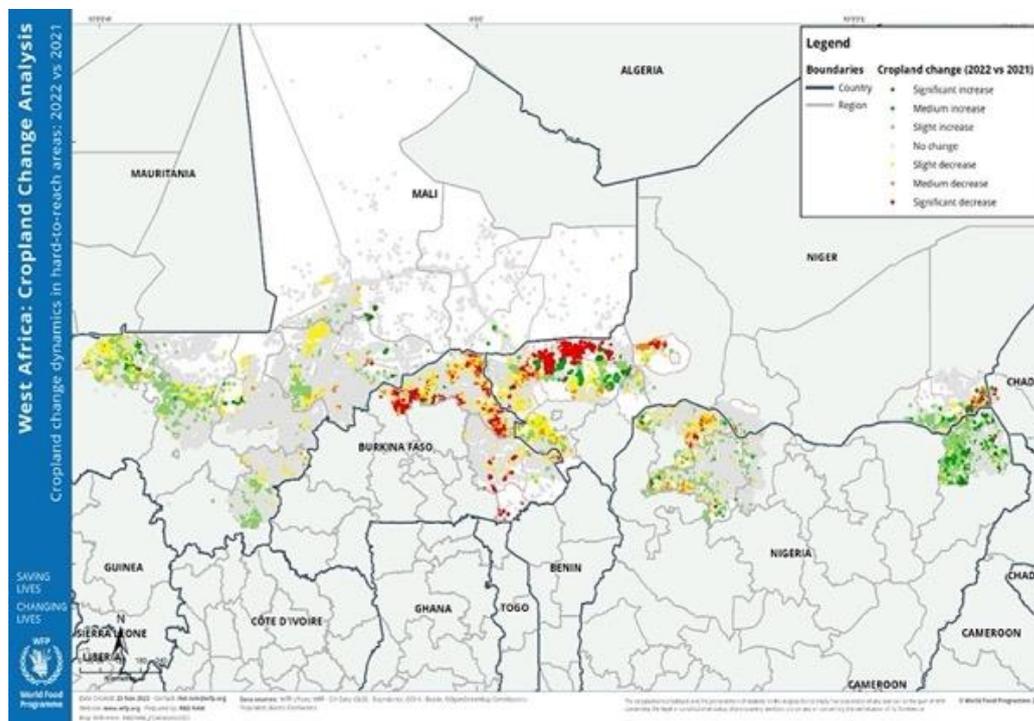


Figure 9: Changement dans les superficies emblavées dans les zones affectées par d'insécurité civiles en 2022 comparé à l'année dernière (2021), (WFP pour le PREGEC du novembre 2022).

1.3. Situation des cultures

1.3.1. Installation de la saison

La campagne 2022 a connu une installation globalement précoce dans les pays du Golfe de Guinée, la bande soudanienne et dans certaines localités du Sahel Centre et Ouest. Elle a été globalement moyenne dans le Sahel Est (Centre du Tchad et au Niger). En dépit des poches de déficit pluviométriques observées en mai-juin-juillet dans certaines localités, le niveau de satisfaction des besoins en eau des céréales pluviales est globalement satisfaisant dans tous les pays de la région (figure 3.1).

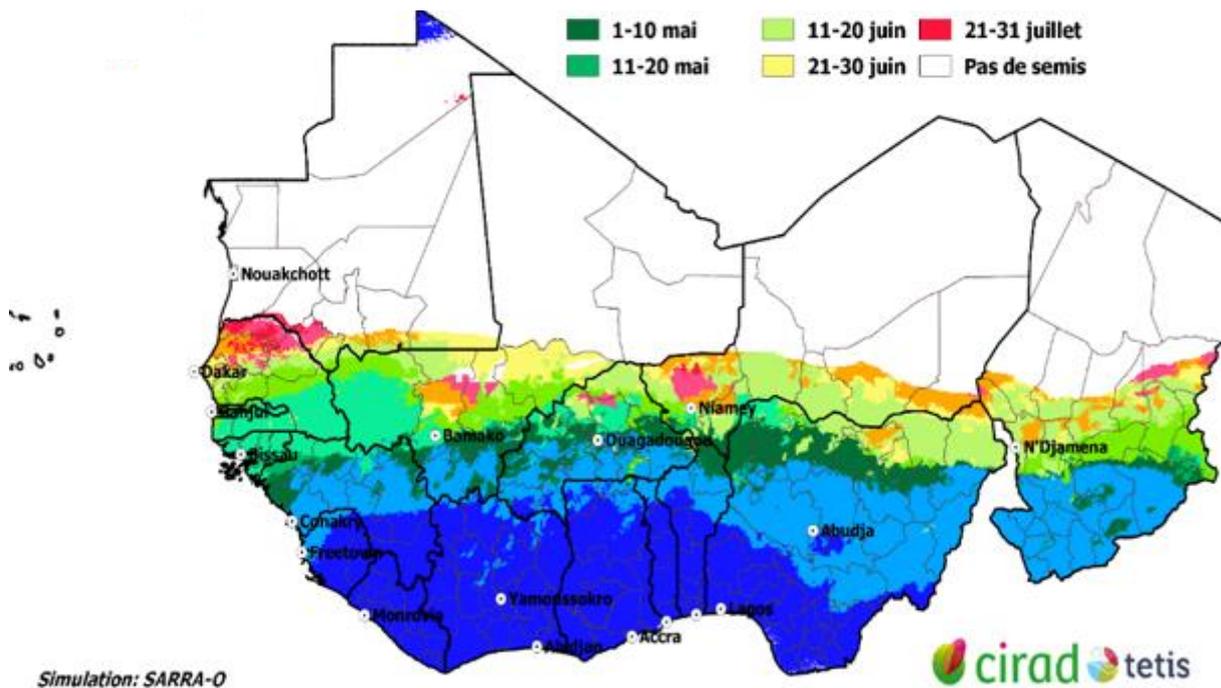


Figure 10 : Dates de semis estimées par le modèle SARRA-O (octobre 2022)

1.3.2. Anomalies de rendements estimées pour les principales céréales pluviales

En 2022, les prévisions d'anomalies de rendements pour le mil, le sorgho et le maïs ont montré des situations d'excédents (de +10 à +20 %) par rapport aux moyennes des cinq (5) dernières années (2017-2021), dans la majorité des zones agricoles du Niger (parties Sud de Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa et dans quelques petites localités de Dosso et de Tillabéry), du Tchad (au Centre), au Mali (la majeure partie de la zone agricole), du Burkina Faso (notamment au Centre et au Nord), du Sénégal (au Sud et au Nord), de la Guinée-Bissau, de la Guinée (notamment au Sud et au Nord), de la Gambie, du Nigéria (notamment au Nord), du Bénin (quelques localités du Nord et du Centre), du Togo (au Sud et au Centre), du Ghana (au Sud), en Côte d'Ivoire, du Libéria et de la Sierra Leone (figures 3.2 et 3.3). Ces figures montrent que pour les variétés de 90 jours de ces céréales, les rendements estimés seraient déficitaires de -10 à -20%, dans presque toutes les autres zones de culture, notamment dans les parties Ouest du Niger, Sud du Tchad, Centre du Sénégal, Sud du Burkina Faso, Nord de la Guinée, Centre du Ghana, Togo, Bénin et Centre du Nigéria.

En ce qui concerne les variétés photopériodiques de sorgho et de mil, elles ont donné des anomalies de rendements équivalentes à majoritairement meilleures à celles moyennes des cinq (5) dernières années dans la majeure partie du Centre et Ouest de la région et dans quelques zones de la partie Est, notamment dans le Centre Tchad, le Nord et Sud Nigéria et le Sud-est Niger (figures 11 et 12). Pour ces variétés photopériodiques, les rendements étaient estimés déficitaires surtout dans le Centre du Nigéria, le Sud Tchad, l'Ouest Niger et les parties Nord du Bénin, du Togo et du Ghana. Toutefois, les zones de déficit situées dans la zone sahélienne ne devaient pas être considérées pour ces variétés photopériodiques à cycle long dont seules celles traditionnelles y sont quelques fois conservées par les paysans.

Pour le maïs de 90 jours, la figure 15 montre que ses rendements ont été estimés supérieurs (de +10 à +20 %) aux moyennes des cinq (5) dernières années, presque dans les mêmes zones que le mil et le sorgho de 90 jours. Il en a été de même pour les zones où des rendements déficitaires de -10 à -20% ont été estimés. Toutefois, le maïs est très peu cultivé dans certains pays de la bande sahélienne, comme le Niger et la Mauritanie.

NB : Ces anomalies de rendements ont été estimées sans tenir compte des pertes de rendements liés aux attaques phytosanitaires, aux inondations et d'autres sources de dégâts.

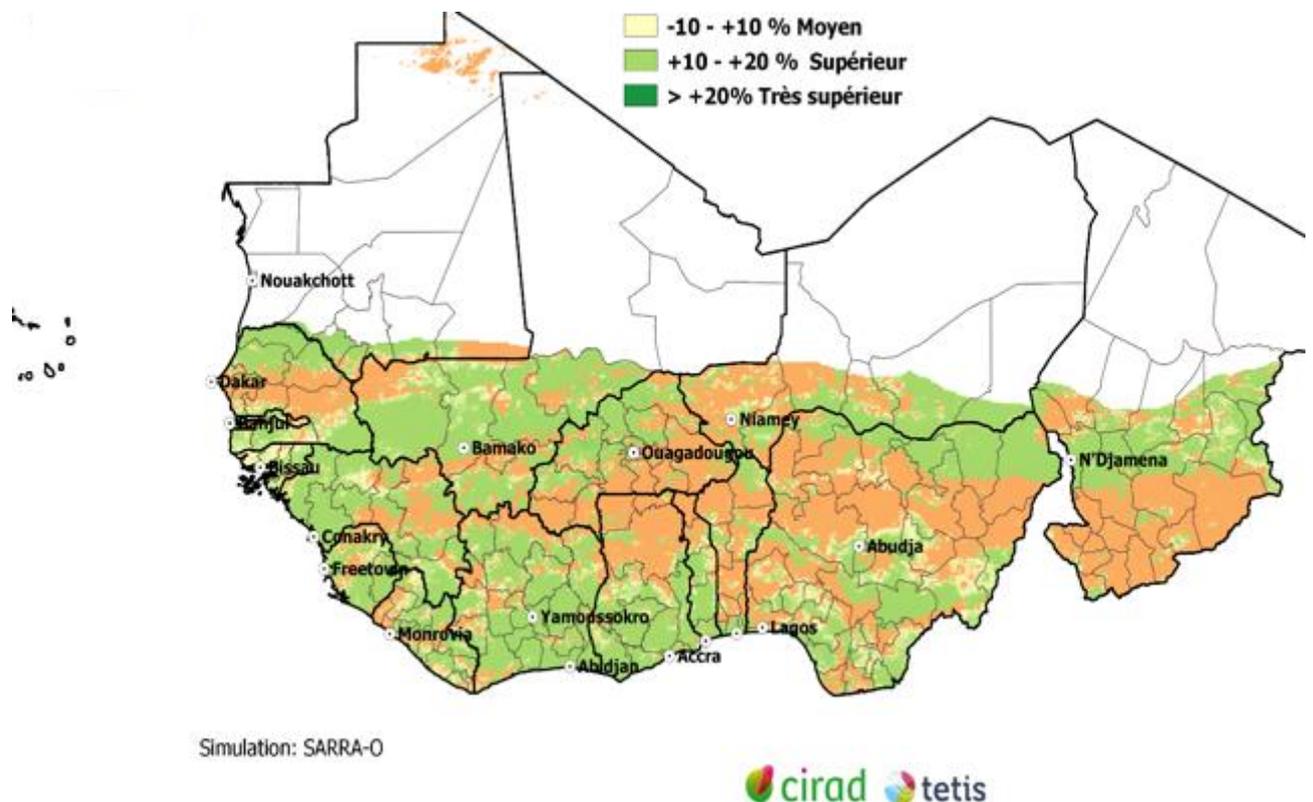
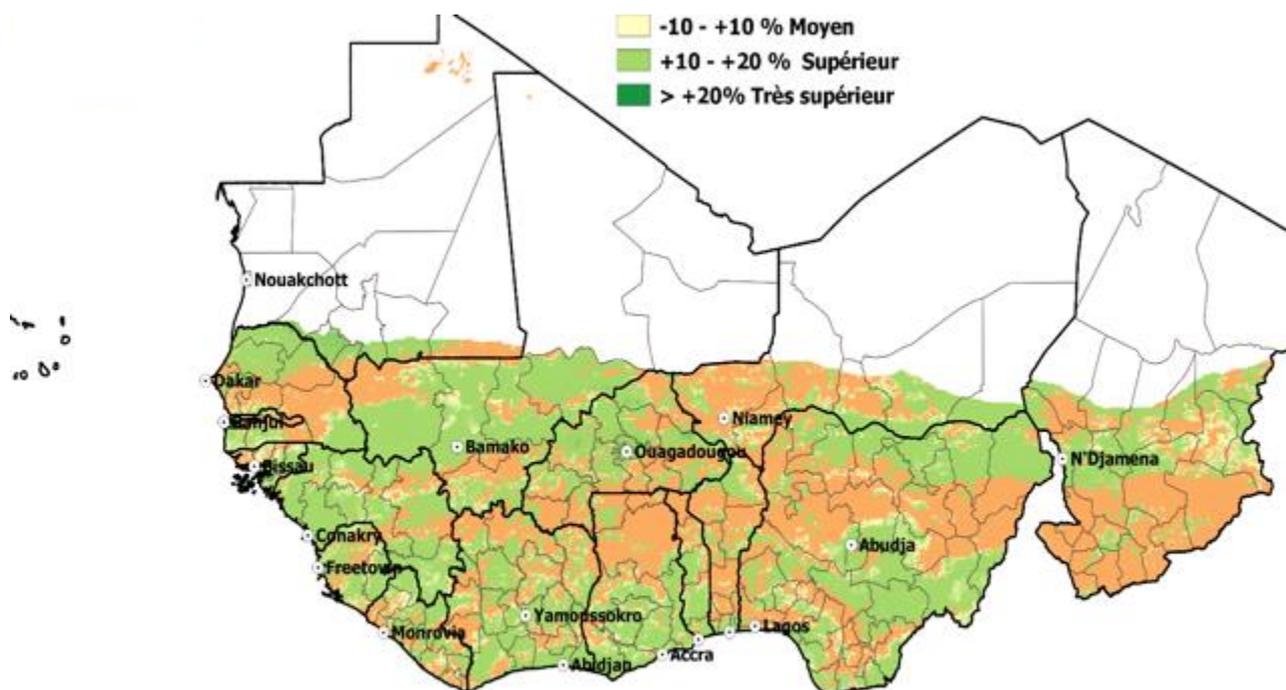


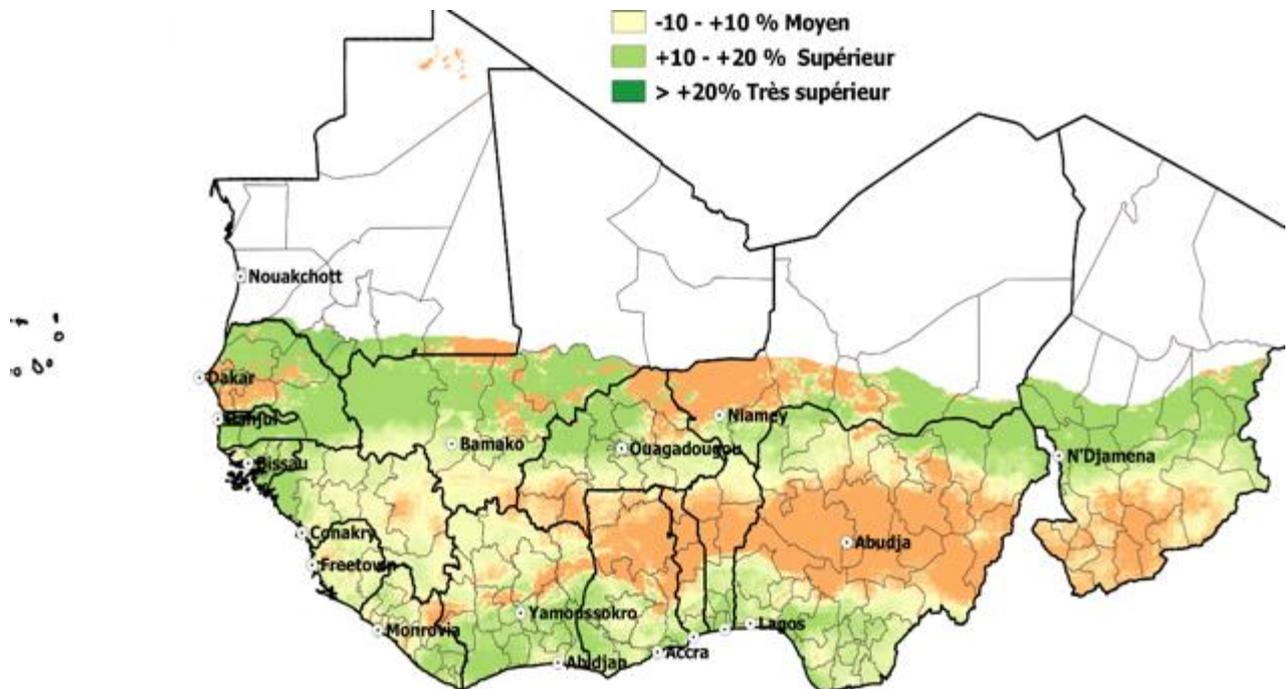
Figure 11 : Anomalies des rendements estimées pour un mil de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.



Simulation: SARRA-0



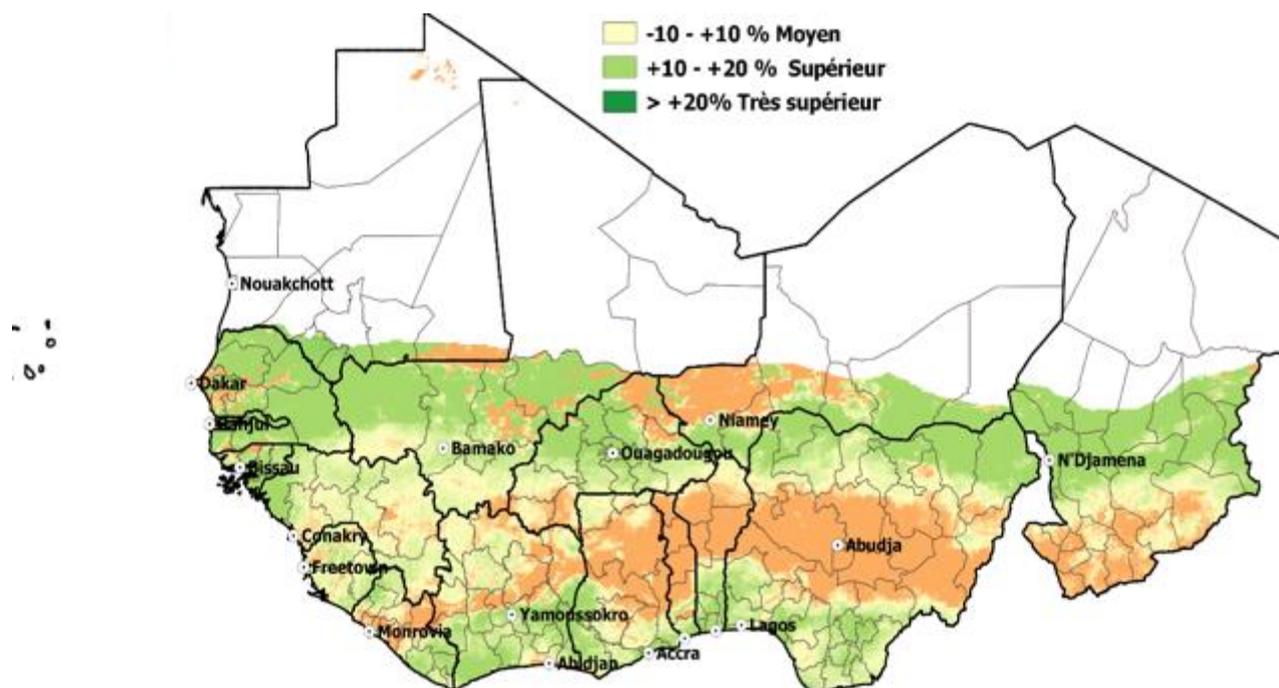
Figure 12: Anomalies des rendements estimées pour un sorgho de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.



Simulation: SARRA-0



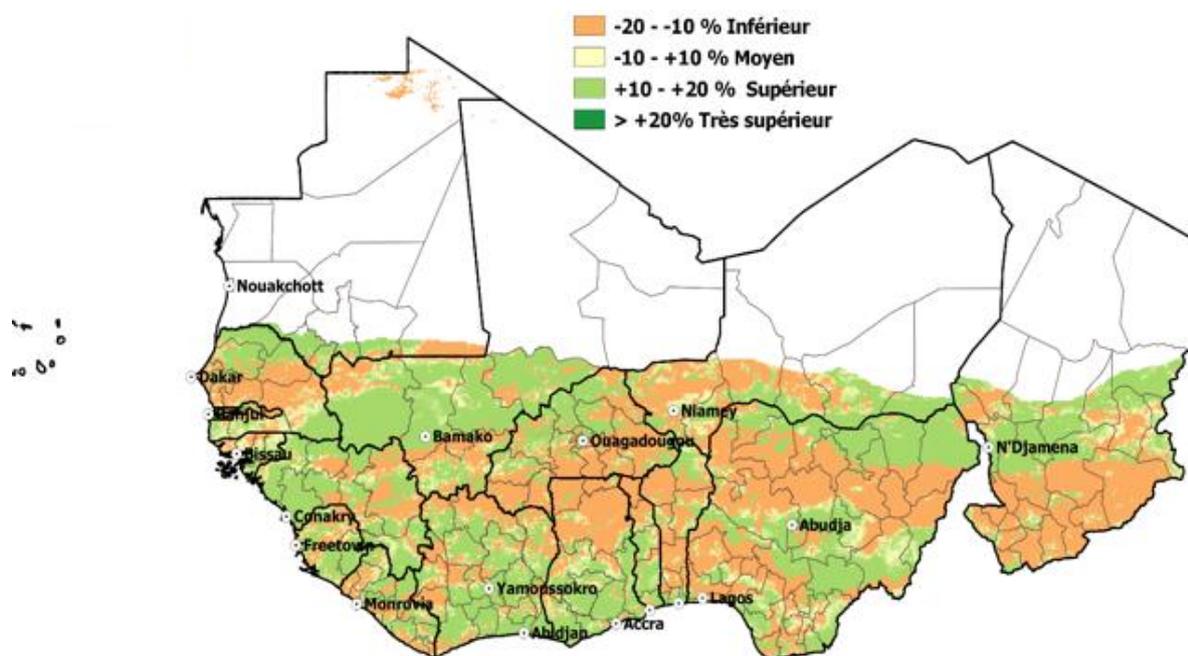
Figure 13: Anomalies des rendements estimées pour un mil photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.



Simulation: SARRA-0



Figure 14 : Anomalies des rendements estimées pour un sorgho photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.



Simulation: SARRA-0



Figure 15 : Anomalies des rendements estimées pour un maïs de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 30 septembre 2022.

En synthèse, en 2022, hormis les incidences enregistrées dans certaines zones en lien avec les séquences sèches observées en début et vers la fin de la saison, les inondations et les attaques phytosanitaires, les conditions pluviométriques ont été globalement bonnes pour la production des céréales pluviales dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO, sauf dans quelques localités (notamment dans le Sud Tchad, l'Ouest Niger, le Centre Nigéria, le Centre Sénégal) où des rendements inférieurs aux moyennes des cinq (5) dernières années ont été estimés.

1.4. Situation phytosanitaire et acridienne

La situation phytosanitaire est marquée par la persistance des attaques de la chenille légionnaire d'automne dans la plupart des pays de la région, de sauteriaux au Niger, au Burkina Faso, au Cabo Verde, au Mali et au Sénégal.



Figure 16 : Prévalence de la Chenille Légionnaire d'Automne (CLA) dans la région

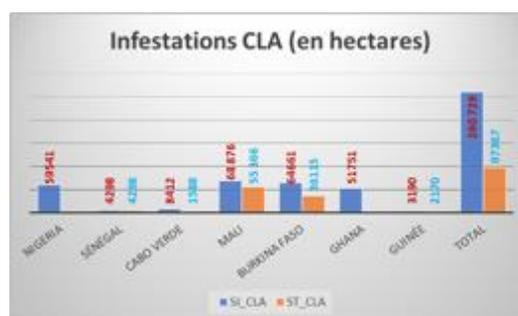


Figure 17: Niveau d'infestation de la CLA par pays (SI : superficies infestées ; ST : superficies traitées)

Des attaques de chenilles (mineuses, foreuses et défoliatrices), d'insectes floricoles, d'oiseaux granivores, de mouches des fruits et de cicadelles ont aussi été enregistrées dans certains pays, notamment au Niger, au Nigeria, au Mali, au Sénégal, au Tchad et au Burkina Faso.



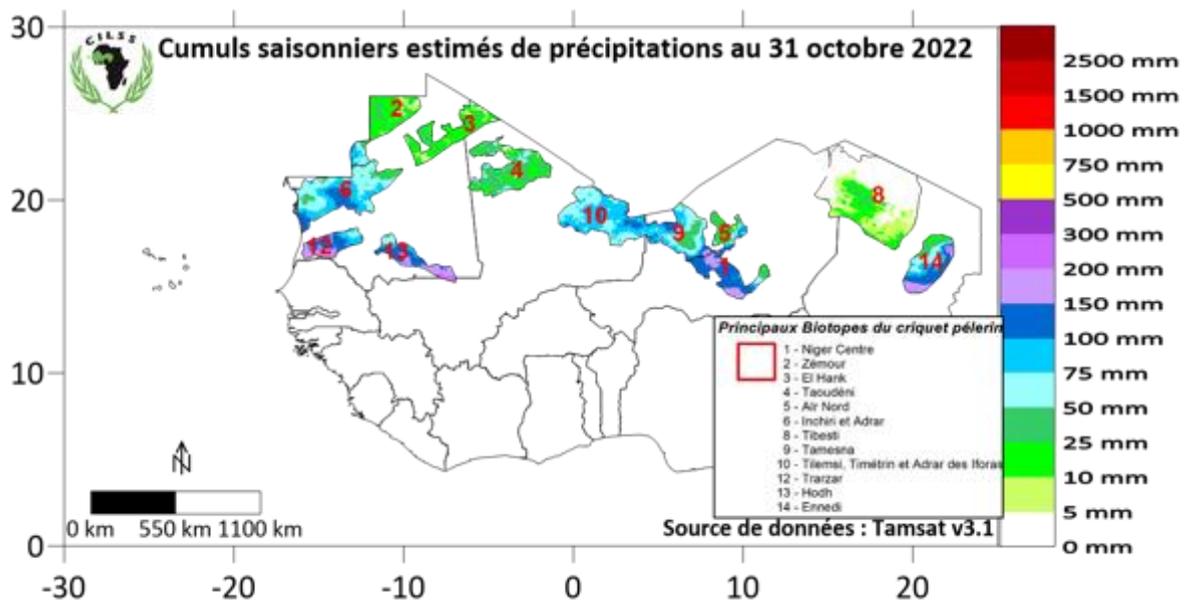
Figure 18 : les chenilles, insectes floricoles et oiseaux granivores

Par ailleurs, de fortes infestations de Jassides ont été observées cette année sur le coton dans les zones cotonnières du Burkina Faso (25 à 75% d'incidence), de la Côte d'ivoire, du Mali, et du Sénégal (15 000 ha pour plus de 136 000 personnes affectés). Ces attaques pourraient impacter négativement les moyens de subsistance des ménages des cotonculteurs dans les zones affectées.



Figure 19 : Cicadelles sur cotonnier

La situation du criquet pèlerin demeure calme dans la région, malgré les conditions écologiques favorables dans les aires grégaires. La figure ci-dessous illustre la situation pluviométrique de l'année 2022 dans les zones de reproduction estivale et hiverno-printanière dans les pays de la ligne de front du Sahel.



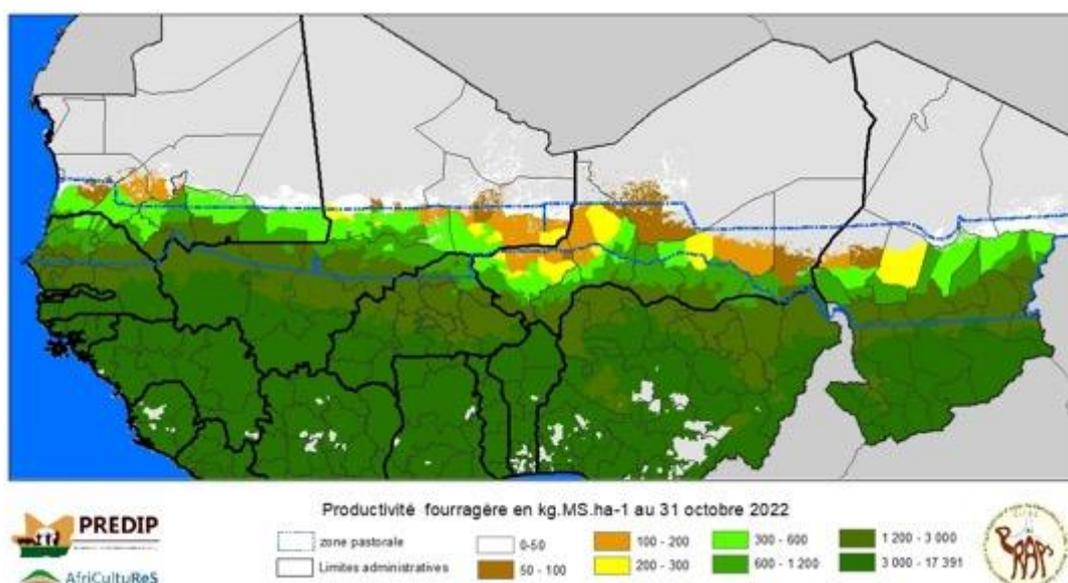
Carte 1 : Conditions éco-météorologiques dans la zone de reproduction du Criquet Pèlerin

De bonnes conditions écologiques ont prévalu dans toutes les aires de reproduction, mais les effectifs acridiens observés en début de saison sont faibles. La situation acridienne dans le nord-ouest de la Mauritanie mérite toutefois une attention particulière, du fait de la présence de populations transiens dans certaines zones ayant nécessité des traitements sur près de 1800 hectares. Cette situation nécessite un suivi rapproché, en particulier dans les aires de reproduction du Nord-Ouest de la Mauritanie. A la suite d'une recommandation de la réunion conjointe de la 10^{ème} Session de la CLCPRO et la 15^{ème} réunion de son Comité exécutif, tenue à Oran, Algérie, du 27 Novembre au 1^{er} décembre 2022, une mission d'experts de la région a été programmée en Mauritanie en vue de faire une évaluation exhaustive de la situation acridienne et recommander les dispositions à prendre à court et moyen termes.

1.5. Situation pastorale

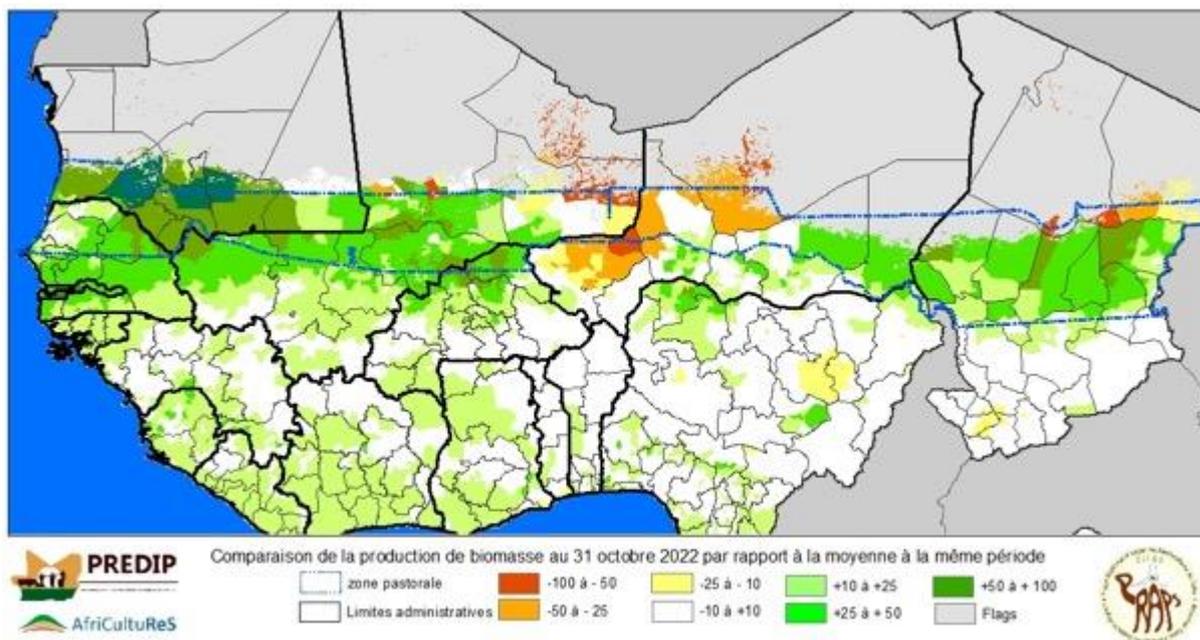
1.5.1. Analyse de la Production de la biomasse

La situation pastorale est marquée par une bonne disponibilité fourragère, des conditions satisfaisantes pour l'abreuvement du bétail, une situation zoo sanitaire globalement bonne et un bon état d'embonpoint des animaux. La production fourragère est globalement supérieure à celle de l'année 2021 et à la moyenne des cinq dernières années en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, et au Tchad. Toutefois, elle est inférieure à celle de l'année 2021 et à la moyenne des cinq dernières années dans les zones pastorales au Niger et au Mali. L'insécurité civile persistante continue de limiter fortement l'accès aux ressources pastorales (eau, pâturages, infrastructures et services vétérinaires) dans la zone de Liptako Gourma et dans certaines zones du Nord-est du Nigéria. Par ailleurs, des foyers de feux actifs, décimant la biomasse disponible, ont été détectés dans plusieurs localités au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Mauritanie et au Tchad.

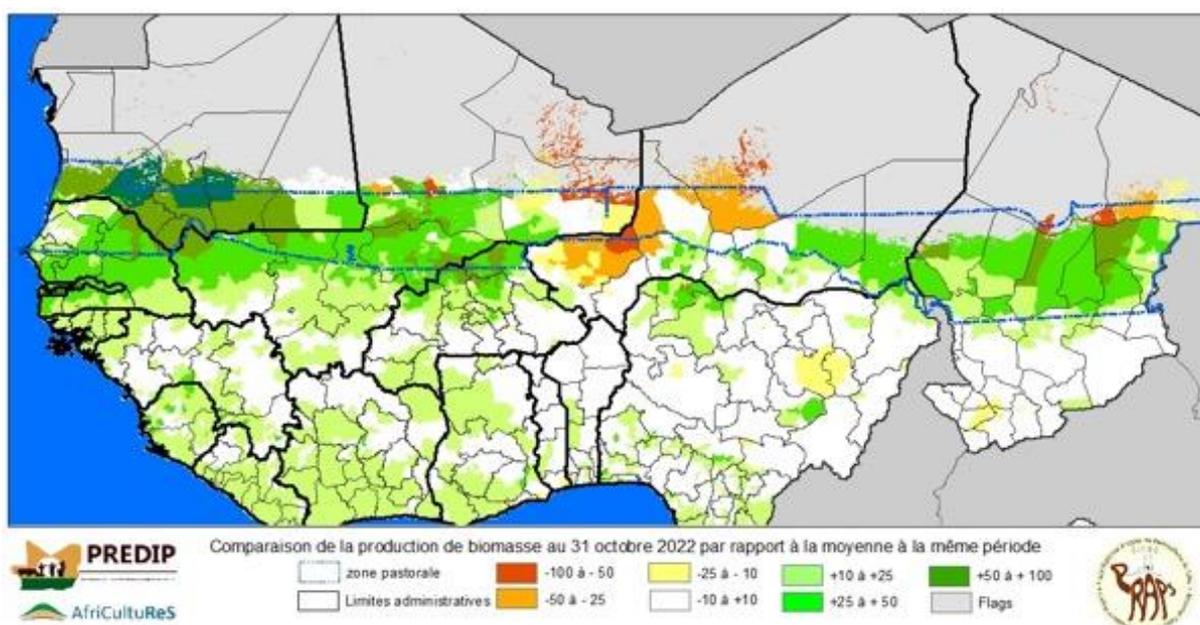


Carte 2: capacité d'accueil en nombre de jours par Unité Bétail Tropical (UBT) à la fin de la campagne agropastorale

Les comparaisons à l'année dernière (carte 3) et à la médiane des 5 dernières années (Carte 4) à la même période montrent des déficits fourragers importants en Mauritanie, au Sénégal et par endroits au Niger notamment dans les zones pastorales et agropastorales des régions d'Agadez, Diffa et Zinder ; au Mali dans les régions pastorales du Centre Gao Tombouctou et ; au Tchad dans les régions du Lac, Fitri, Nokou, Barl El Gazal, Kanem, Batha Est et Ouest, Ennedi. Par ailleurs, on a enregistré une production de masses végétales équivalentes, voire supérieures.

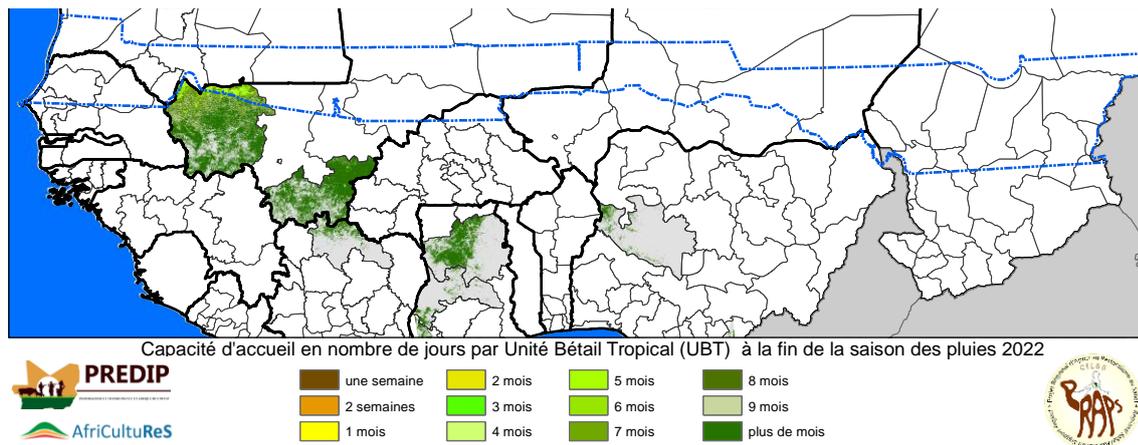


Carte 3: comparaison de la production de biomasse par rapport à l'année dernière à la même période



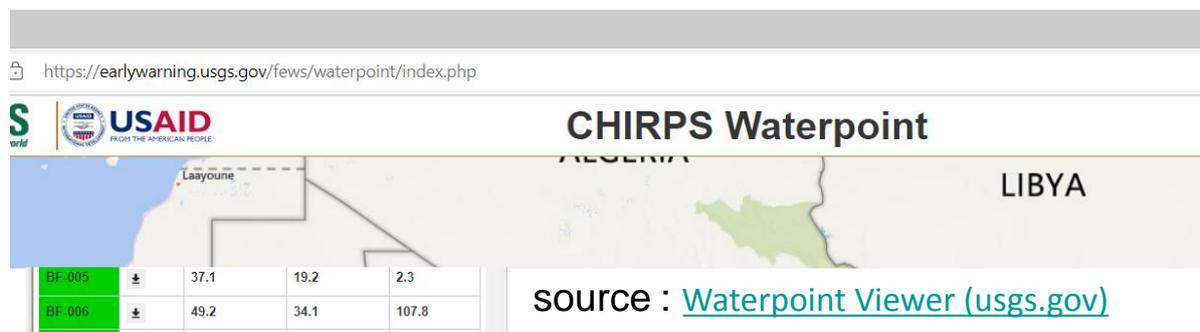
Carte 4: comparaison de la production de biomasse par rapport à la médiane des cinq dernières années à la même période

1.5.2. Capacité d'accueil



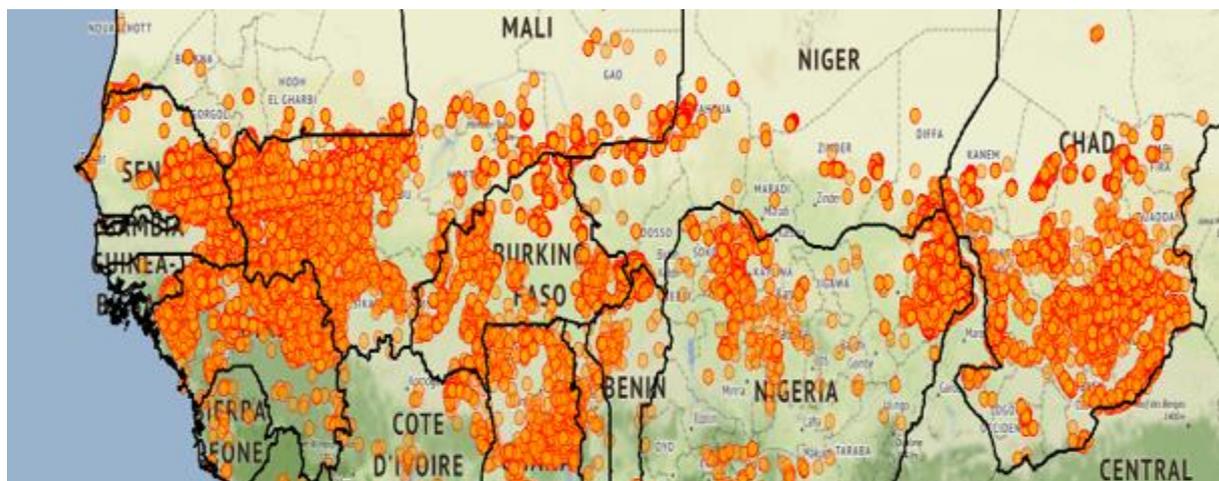
Carte 5 : Capacité d'accueil en nombre de jour par Unité Bétail Tropical (UBT) à la fin de la saison des pluies 2022

1.5.3. Situation des points d'eau d'abreuvement



Carte 6 : Situation des points d'eau d'abreuvement

1.5.4. Situation des feux de brousse



Carte 7 : Actives fires detected in October (source NOAA-20)

1.6. Productions agricoles

1.6.1. Production céréalière

La production céréalière prévisionnelle pour la campagne agricole 2022-2023 s'établit à 77,2 millions de tonnes soit en hausse respectivement de 6% et 8% comparativement à la campagne précédente et à la moyenne des 5 dernières années. Ces hausses s'expliquent par des bonnes pluviométries enregistrées à la fin de la saison notamment dans les mois de septembre et d'octobre, les productions prévisionnelles régionales se sont plus rapprochées des hypothèses hautes (HH) formulées en septembre 2022 (PREGEC Septembre).



Figure 20 : Productions céréalières régionales définitives au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC, Mars 2023)

Après trois années de stagnation et de fortes baisses de productions particulièrement au cours de la campagne écoulée (2021-2022), la production céréalière régionale a repris une croissance globalement satisfaisante. La figure suivante présente l'évolution de la production céréalière de la région de 2015 à 2023. La production céréalière de la campagne 2022/2023 si elle se confirme, sera une année de production céréalière record. Toutefois, le niveau de production pour les pays n'a pas atteint les niveaux déjà atteint pour les campagnes 2018/2019 et 2020/2021.

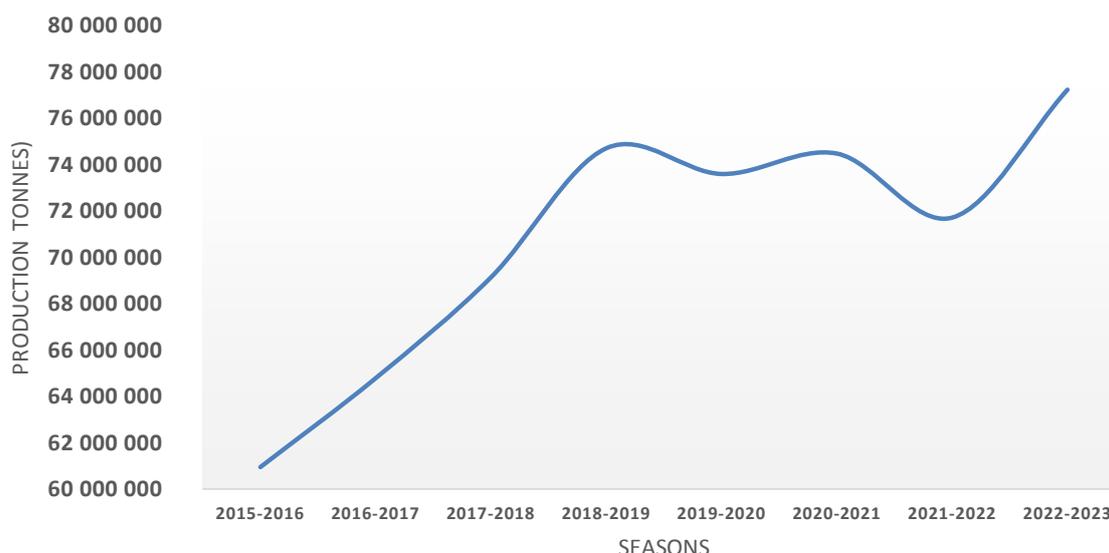


Figure 21 : Évolution de la production céréalière de la région de 2015 à 2022 (en tonnes).

Tableau 1 : Production en tonnes de céréales par spéculation pour la campagne 2022/2023 dans la zone du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en comparaison par rapport à l'année et à la moyenne des 5 dernières campagnes

Cultures/Crops	2022/2023	Var21/22	VarMoy5A
Mais	27 772 839	1,8%	5,6%
Riz	22 299 800	4,2%	6,3%
Sorgho	15 482 942	13,1%	6,3%
Mil	10 861 025	26,9%	7,2%
Fonio	668 908	0,7%	1,4%
Blé	144 729	22,4%	37,7%
Total	77 231 244	7,7%	6,2%

Sources : CILSS, résultats définitifs de la campagne

1.6.2. Bilan céréalier régional

La population régionale est estimée à environ 448,5 millions habitants au 30 avril 2023. Avec une production régionale estimée à 77,2 millions de tonnes et des stocks de reports estimés 7,3 millions de tonnes composés de 3,2 millions de tonnes de riz et 870 milles tonnes de blé. Ce qui donne une disponibilité nationale céréalière d'environ 66,9 millions après extraction des pertes, semence et autres usages.

Avec un besoin par habitant de 173 kg par an et un niveau des stocks de report estimé à 8 millions de tonnes, le besoin céréaliers total pour la région est d'environ 77,5 millions de tonnes de céréale.

Ce qui dégage un déficit brut de 10,6 millions de tonnes de céréales. Ce déficit est accentué par le riz (-8,2 millions de tonnes) et le blé (-8,8 millions de tonnes).

Les besoins d'importation pour la région sont estimés à 22,1 millions de tonnes de céréales dont 10,7 millions de tonnes du riz blanchi et 10,2 millions de tonnes du blé.

Cette situation dégage un excédent net après import/export d'environ 10,6 millions et une disponibilité apparente par habitant de 196 kg/an de céréale.

Tableau 2 : Le tableau suivant présente les éléments du bilan céréalier prévisionnel pour la campagne 2022/2023

Postes	Riz/Rice	Blé/Wheat	(Mil, sorgho, maïs, fonio), other scereals	Total
				448 469 321
Population au 30/04/2023				
1. Disponibilités/Availability	17 164 732	995 202	48 792 639	66 952 573
Production brute 2022/2023	22 299 800	144 729	54 786 715	77 231 244
Production disponible	14 219 366	125 168	45 805 885	60 150 419
Stocks initiaux (au 01/11/2022)	3 434 281	870 033	2 986 754	7 291 068
-Socks paysans	105 814	77	537 806	643 697
-Autres stocks	3 177 033	869 956	2 136 783	6 183 772
				-
2. Beoins -Needs	25 399 722	9 839 971	42 283 058	77 522 751
Normes de consommation (kg/hbt/an)	57	22	94	173
Consommation humaine	21 974 718	9 031 934	39 136 508	70 143 160
Stocks finaux (au 31/10/2023)	3 425 004	808 037	3 146 550	7 379 591
-Socks paysans	2 938 398	770 685	3 028 202	6 737 285
-Autres stocks	586 606	42 352	119 348	748 306
3. Excédent(+)/Déficit(-) brut	- 8 234 990	- 8 844 769	6 509 581	- 10 570 178
4. Solde import/export	10 406 684	9 857 955	876 331	21 140 970
Importations commerciales (2022/2023)	10 549 640	10 267 455	1 284 961	22 102 056
+ Commerçants privés	9 195 863	10 091 410	874 647	20 161 920
+ Autres importations	1 347 777	176 045	410 314	1 934 136
Aides alimentaires	6 000	-	-	6 000
Exportations prévues	142 956	409 500	408 630	961 086
5. Excédent(+)/Déficit(-) net	2 171 694	1 013 185	7 385 912	10 570 791
6. Disponibilité apparente/HBT(kg)	61	24	111	196

Source CILSS, 2023

1.6.3. Production des racines et tubercules

Les productions de racines et tubercules sont estimées à 211,7 millions de tonnes, soit des hausses de 3% comparées à la campagne précédente et de 10% par rapport à la moyenne quinquennale. Les productions sont plus proches des hypothèses hautes formulées aux mois de septembre par les pays comme illustré par la figure suivante.

3% vs 2021

10% vs M5ANS

Productions définitives régionales, Mars 2023

211 717 063 tonnes

Les hypothèses du PREGEC de Septembre

197 285 200

Hypothèses basses

207 391 292

Hypothèses Hautes

Figure 22 : Productions de racines et tubercules régionales définitives au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC, Mars 2023)

1.6.4. Production des racines et tubercules par spéculation

Toutes les spéculations de tubercules ont connu une augmentation aussi bien par rapport à l'année passée qu'à la moyenne des 5 dernières années exceptée la production du manioc qui est restée stable par rapport à la campagne précédente à cause de la forte production enregistrée en Sierra Léone. Le Tableau suivant présente la production des racines et tubercules par spéculation.

Tableau 3 : Production en tonnes des racines et tubercules par spéculation pour la campagne 2022/2023 dans la zone du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en comparaison par rapport à l'année et à la moyenne des 5 dernières campagnes

Spéculations	Production	Var2021/2022	VarMoy5A
Manioc	104 779 603	-0,6%	5,3%
Igname	87 105 351	7,0%	15,0%
Patate douce	6 826 152	4,6%	14,7%
Pomme de terre	2 724 821	11,8%	21,6%
Taro/	10 281 137	2,1%	5,8%
Total	211 717 063	2,8%	9,6%

Sources : CILSS, résultats définitifs de la campagne

1.6.5. Productions des cultures de rente

Les productions des cultures de rente sont également en nette augmentation pour cette campagne 2022/2023 aussi bien comparativement à l'année passée qu'à la moyenne des 5 dernières années sauf la production de coton et de la banane plantain qui ont connu un repli annuel au cours de cette année.

A cause de la forte infestation aux Jassidés qu'a connu la production du coton au Burkina Faso, au Mali et en Côte d'Ivoire. Le tableau suivant donne les productions par spéculation et les variations comparativement à l'année passée et à la moyenne des 5 dernières années.

Tableau 4: Production en tonnes de céréales par spéculation pour la campagne 2022/2023 dans la zone du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en comparaison par rapport à l'année et à la moyenne des 5 dernières campagnes.

Crops	Production	Var2021/2022	VarMoy5A
Arachide	10 620 137	3,10%	5,10%
Coton	2 864 520	-12,10%	-1%
Niebe	9 279 871	21,40%	15,70%
Sesame	1 208 213	6,30%	3,60%
Soja	2 161 197	8,30%	31,90%
Wandzou	220 136	18,80%	9,50%
Cacao	3 453 761	2,30%	0,10%
Cafe	341 235	9,90%	15,30%
Hevea	1 595 852	16,10%	48,70%
Cajou	1 861 048	16,10%	48,70%
Palmier à huile	7 727 986	11,10%	3,30%
Plantain	14 387 724	-1,10%	17,20%

Sources : CILSS, résultats définitifs de la campagne

1.7. Situation des marchés agricoles

1.7.1. Niveau de l'inflation

On note une augmentation de l'inflation au mois de septembre 2022 de 18% contre 16,4% pour le mois d'août. Les plus fortes inflations ont été observées au Ghana (40%), au Nigeria (21%) et en Sierra Léone (29%).

Pour la zone du CILSS, l'inflation globale est de 8,6% contre 10% en novembre 2022 à cause des fortes inflations enregistrées au Burkina Faso (6%), au Sénégal (11%) et au Mali (6%).

L'inflation au niveau des produits alimentaires est plus importante. Elle est de 22% contre une inflation générale de 18%. Des inflations des produits alimentaires dépassant 30% ont été enregistrées au Tchad (34%), en Sierra Léone (48%) et au Ghana (59%).

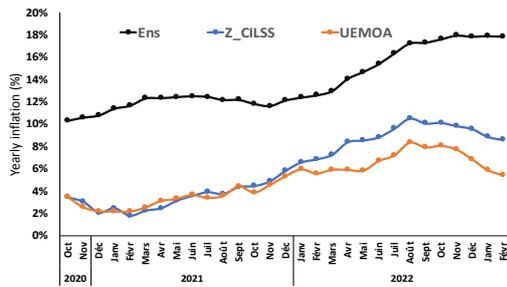


Figure 23 : Évolution des niveaux des inflations dans la zone

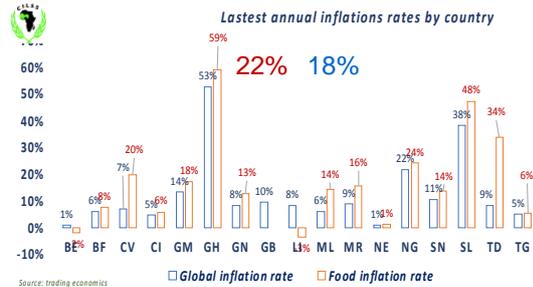


Figure 24: Niveau de l'inflation par pays

1.7.2. Variation des taux d'échanges des principales devises

Comparé aux niveaux moyens de l'année précédente, plusieurs devises continuent de se déprécier, les plus notoires étant le Naira nigérian (NGN) au niveau des opérateurs de Bureau de Change (-15%), le Leone sierra-léonais (SLL) (-12%), le Cedi ghanéen (GHS) (-11%), les francs CFA de la BEAC et de la BCEAO (XAF et XOF) et l'Escudo capverdien (CVE) (-7%). Ces dépréciations sont exacerbées par l'instabilité sur le marché financier suite à la crise ukrainienne. Par contre, au cours de la même période, le Dollar libérien (LRD) et le Franc guinéen (GNF) se sont appréciés.

Comparé à la moyenne des cinq années antérieures, hormis le GNF en légère appréciation et l'Ouguiya mauritanien (MRU) en stabilité, toutes les autres devises sont en dessous de leur valeur moyenne.

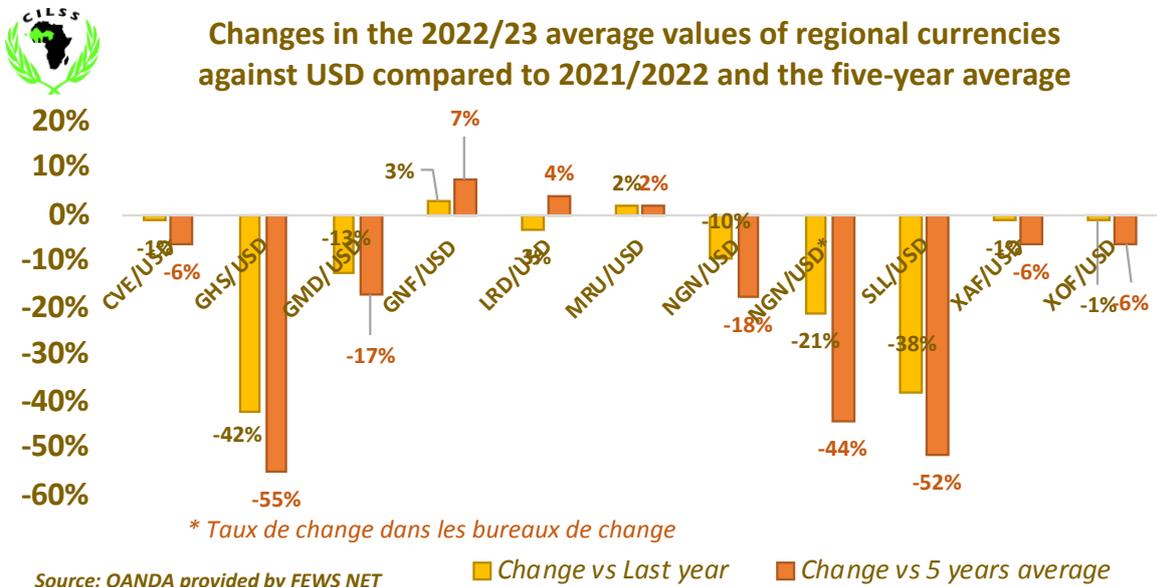
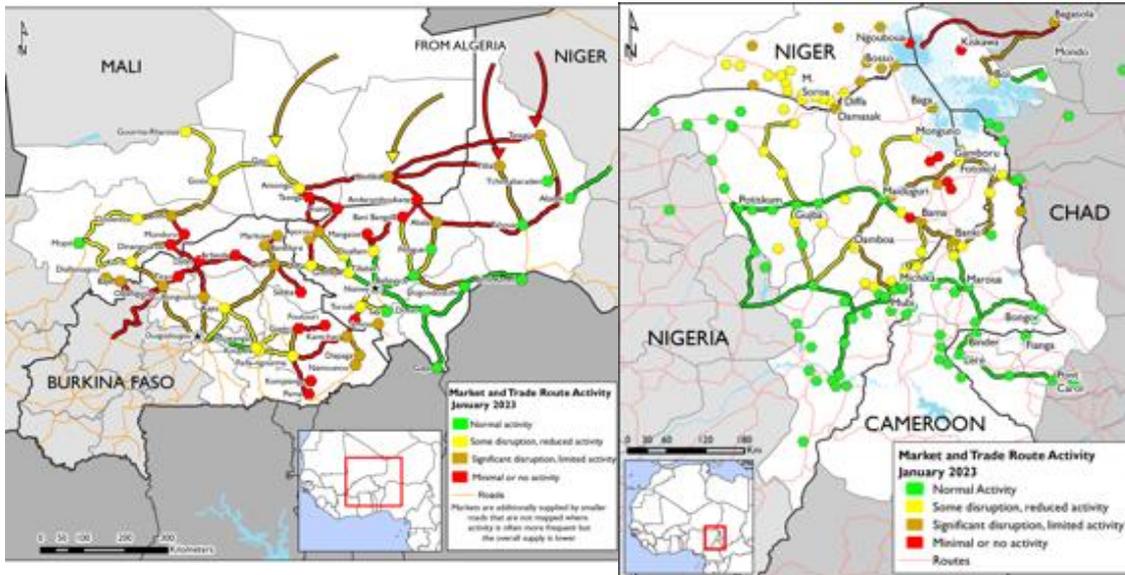


Figure 25 : variation des taux de change des différentes devises régionales par rapport au dollar américain (USD)

1.7.3. Fonctionnement des marchés et les flux

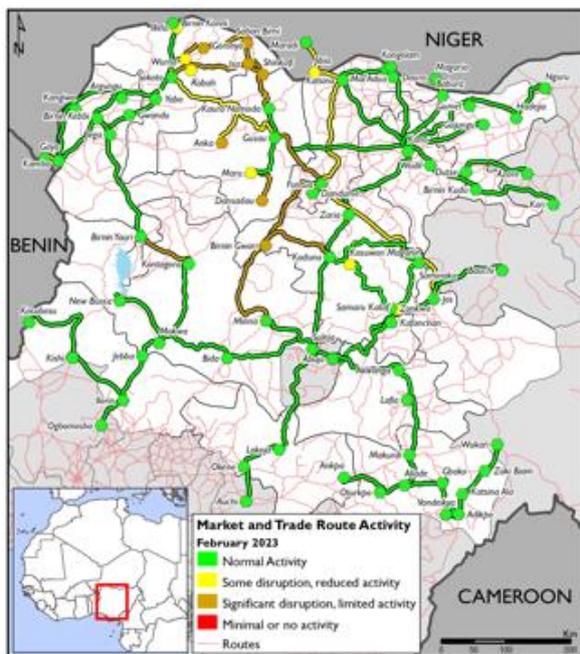
L'insécurité civile affecte considérablement le fonctionnement des marchés dans la région. Quatre principales zones sont considérées comme des zones inaccessibles ou des zones à accessibilité limitée dans la région : la zone du Liptako-Gourma, le Bassin du Lac Tchad, le

Centre-nord et le nord-ouest du Nigéria et les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun comme illustré par les cartes suivantes.



(a) Liptako-Gourma (Mali, Burkina Faso et Niger)

(b) Bassin du Lac Tchad (Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun)



(c) North Central and North Western Nigeria

(d) North West and South West Cameroon

Sources : Fews Net

Carte 8 : Impacts de l'insécurité civile sur le fonctionnement des marchés

Dans la zone du Liptako-Gourma (Mali, Burkina Faso et Niger), la détérioration de la situation sécuritaire dans la zone des trois frontières était très poussée en janvier 2023. Dans ces zones, les affrontements entre militaires et groupes armés tout comme les braquages et engins explosifs sur les routes persistent. Les approvisionnements demeurent ainsi fortement affectés avec plusieurs marchés non fonctionnels et des corridors inaccessibles, notamment

au nord-est du Mali, au nord et à l'est du Burkina Faso et à l'ouest du Niger. Des localités sont sous blocus à cause de l'irrégularité des escortes militaires qui y sont impératives.

Dans le Bassin du Lac Tchad (Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun), des marchés de l'Etat de Borno, au Nigéria, restent fermés et inaccessibles à cause des attaques et mesures sécuritaires. Également, dans la région du Lac au Tchad, la forte insécurité et les craintes d'attaques maintiennent des marchés non-fonctionnels. Ailleurs, la situation reste inchangée. Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, l'insécurité et le mauvais état des routes font baisser significativement la fréquentation des marchés. Et dans la région de Diffa au Niger, l'approvisionnement des marchés et la présence des acteurs restent toujours réduits par rapport à la normale à cause de l'insécurité.

Dans le Centre-nord et le nord-ouest du Nigéria, des améliorations notoires ont été constatées dans le fonctionnement des marchés des zones du centre-nord et du nord-ouest du Nigeria et aucune localité n'a été reportée en rouge. Toutefois, dans plusieurs localités des Etats de Sokoto, de Zamfara et de Kaduna, les activités commerciales demeurent réduites à cause des attaques et kidnappings fréquents. Des routes (en orange) ne sont fréquentables que pendant la journée.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, le fonctionnement des marchés demeure perturbé dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest (anglophones) du Cameroun à cause des attaques fréquentes, des opérations militaires et des différentes restrictions (ex : journées villes mortes, confinement, etc.). Les flux sont davantage restreints pas les check-points et le mauvais état des routes.

1.7.4. Situation des marchés céréaliers

Les marchés agricoles demeurent globalement bien approvisionnés et sont renforcés par les récoltes en cours. Toutefois, le fonctionnement des marchés reste perturbé par l'insécurité civile persistante associée aux conflits intercommunautaires et aux banditismes dans le bassin du Lac Tchad, la région du Liptako-Gourma et dans le centre-nord et le nord-ouest du Nigeria. Aussi, l'offre sur les marchés demeure réduite par rapport à la moyenne à cause principalement des faibles stocks de report. Les prix des denrées locales de base restent nettement supérieurs à leur niveau de l'année dernière et de la moyenne quinquennale, limitant l'accès des ménages pauvres aux nourritures. Ces niveaux de prix sont davantage tirés par la conjoncture économique marquée par une inflation quasi généralisée, une chute des taux de change, la hausse des cours mondiaux de denrées et du carburant exacerbée par le conflit russo-ukrainien. Au regard des bonnes perspectives de récoltes, les prix connaîtront des baisses sensibles mais resteront supérieurs à la moyenne.

La figure suivante illustre l'évolution des prix des céréales dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

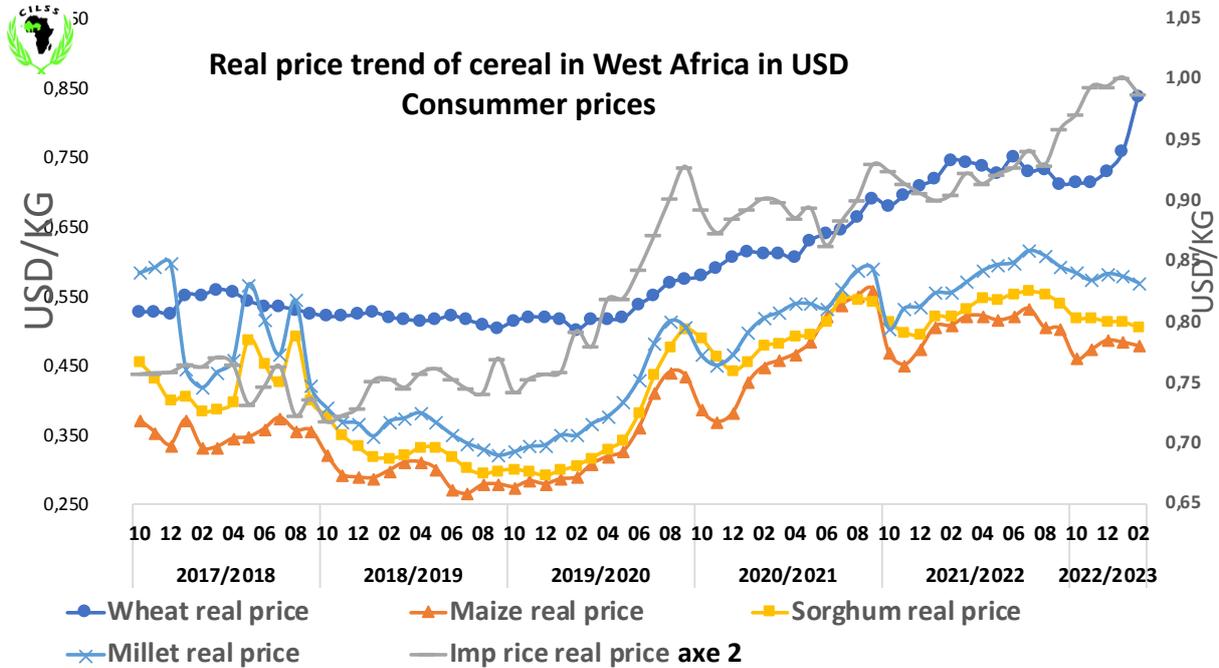
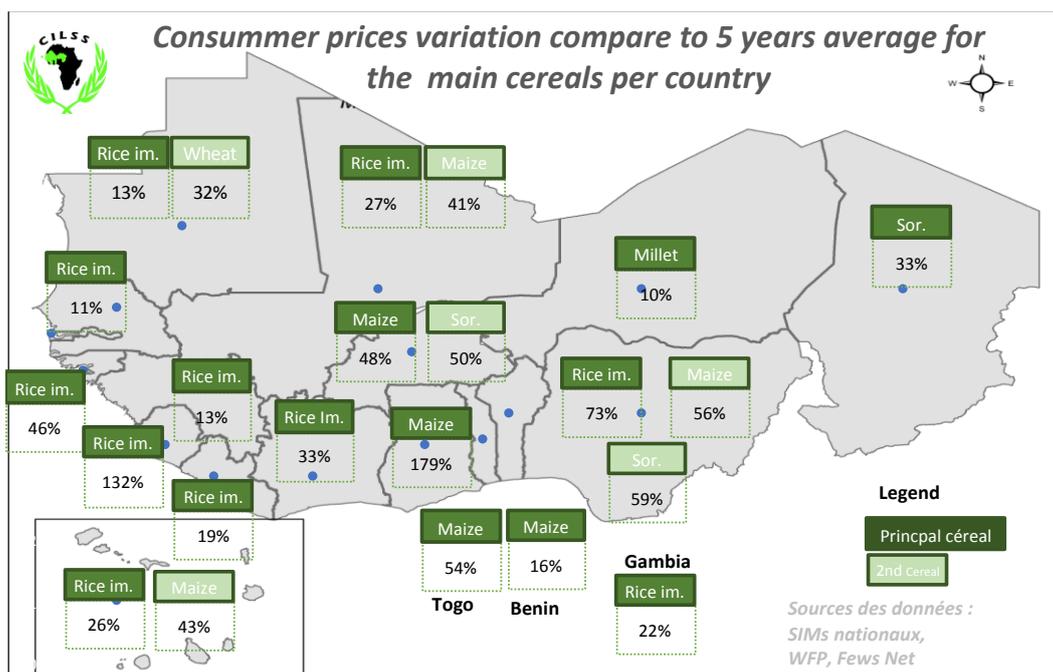


Figure 26 : Évolution du prix des céréales dans la région



Carte 9 : Niveau des prix des principales céréales par pays en mars 2023

1.7.5. Situation des marchés de tubercules

Avec l'inflation générale qui concerne les facteurs de production et de transporteurs dans les principaux pays producteurs de tubercules, notamment : le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Bénin, les prix sont restés élevés principalement pour l'igname qui est demandé par les pays du Sahel ; le manioc qui est principalement transformé en gari et en attiéké et qui est

aussi très demandé par les pays du Sahel. Les niveaux de prix des tubercules les plus élevés sont enregistrés au Ghana et en Sierra Léone.

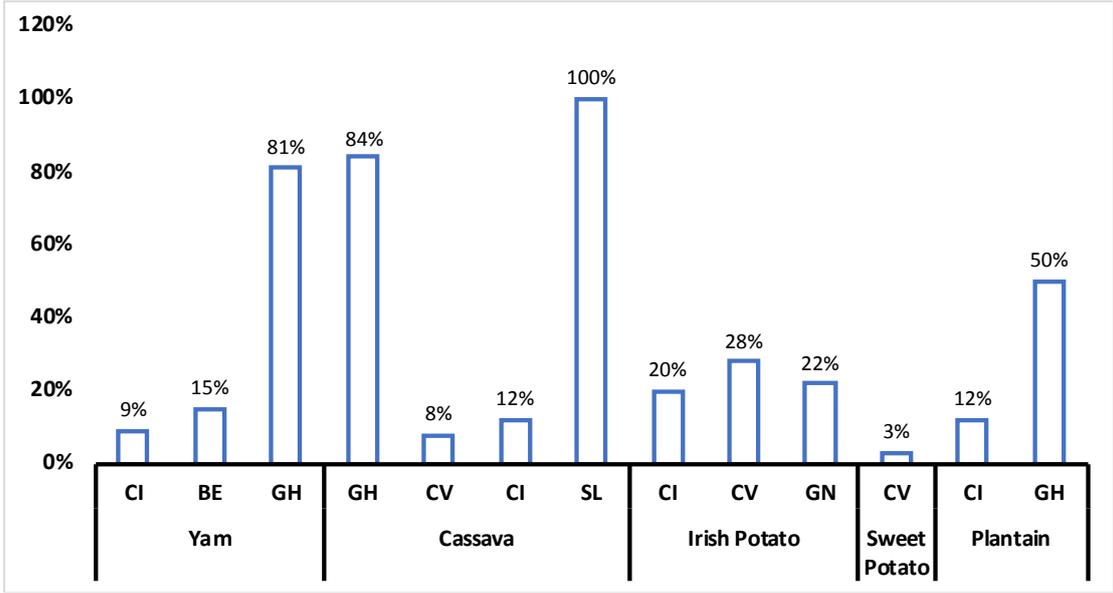


Figure 27 : Niveau de variation des moyens des prix des racines et tubercules comparativement à la moyenne des 5 dernières années dans quelques pays en mars 2023

1.7.6. Situation des produits de rentes

Les niveaux des prix de l'ensemble des productions de rente sont également à la hausse pour l'ensemble des spéculations dans les pays. On note toutefois de légère baisse de prix du gari au Bénin. Les prix sont particulièrement très élevés au Ghana et en Sierra Léone à cause des problèmes d'inflation et de la perte importante du pouvoir d'achat de leurs devises locales (GHS, SL).

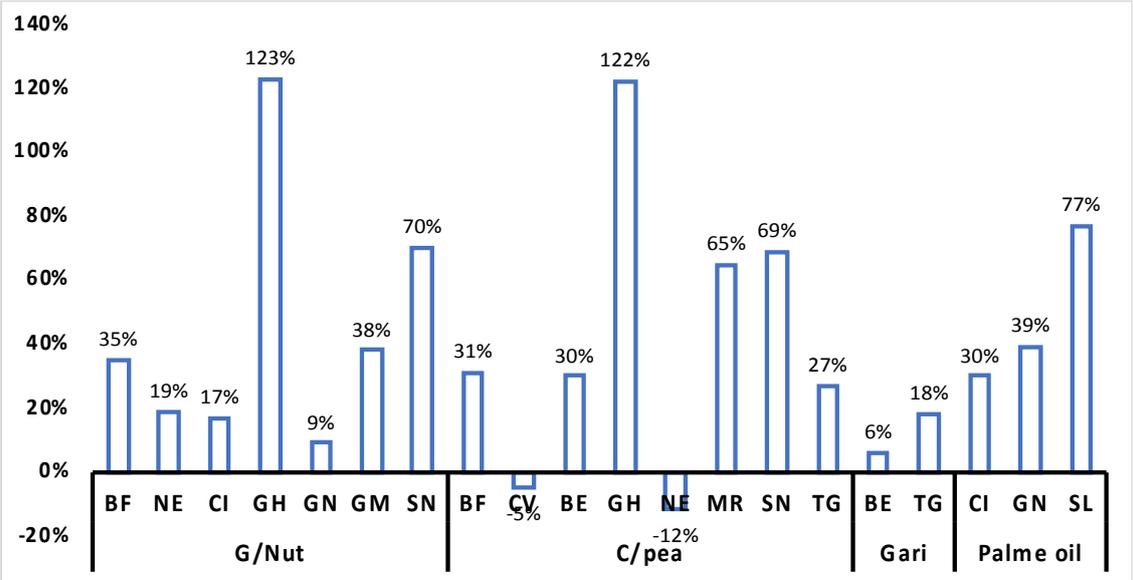


Figure 28 : Niveau de variation des moyens des prix de quelques produits de rente dans quelques pays en mars 2023 comparativement à la moyenne des 5 dernières années (G/Nur : Arachide ; C/pea : Niébé)

1.7.7. Situation des marchés à bétail

Les prix du bétail sont majoritairement supérieurs à la moyenne à travers la région. Toutefois, le commerce du bétail est négativement impacté par l'insécurité persistante dans les zones pastorales du Sahel et la dépréciation de devises comme le Cedi ghanéen (GHS) et le Naira nigérian (GHS) (Figure 29).

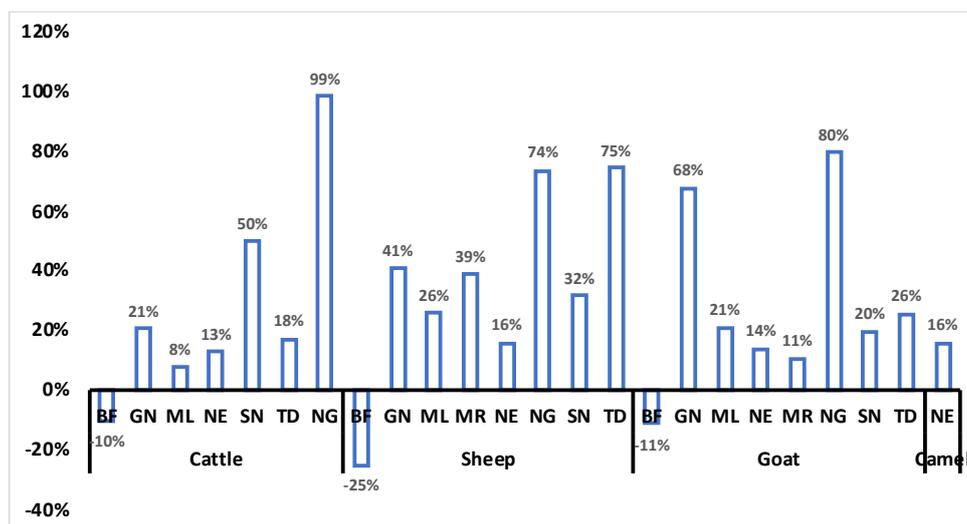


Figure 29 : Niveaux de variations des moyens des prix du bétail sur pieds dans quelques pays en mars 2023 comparativement à la moyenne des 5 dernières années. (BF : Burkina Faso, GN : Guinée ; ML : Mali, MR : Mauritanie, TD : Tchad ; NG : Nigeria, NE : Niger ; SN Sénégal)

1.7.8. Les termes de l'échange

1.7.8.1. Les termes de l'échange bétail/céréales

Avec les prix élevés des produits alimentaires de base, notamment les céréales, les TDE petits ruminants/céréales en moyenne restent considérablement inférieurs à la moyenne, surtout à Mopti et à Dori affectés par l'insécurité. Toutefois, avec la baisse substantielle des prix lors de la dernière campagne, les TDE se sont rapprochés de leurs niveaux de l'an passé. Par ailleurs au Niger, les TDE sont nettement meilleurs avec une baisse plus prononcée des prix des céréales (Figure 30).

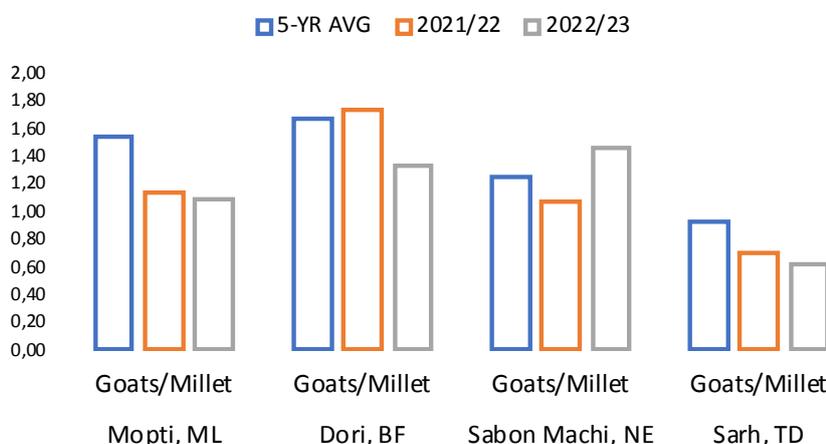


Figure 30 : Niveaux variations des termes de l'échange bouc/céréales sur certains marchés du Mali (ML), du Burkina Faso (BF), du Niger (NE) et du Tchad (CD)

1.7.8.2. Les termes de l'échange (TDE) produits rentes/céréales

Les TDE cultures de rente/céréales sont en chute par rapport à l'an passé et à la moyenne de 5 dernières années dans la plupart des pays sahéliens avec la baisse des prix des produits de rente comme le niébé. Seuls les prix de sésame, notamment au Tchad, sont restés attractifs et ont permis de rehausser les TDE en dessus de l'an passé et de la moyenne de 5 dernières années.

Dans la majorité des pays Côtiers, les TDE huiles de palme/aliments de base sont en hausse par rapport à l'an passé, favorisés par la demande en huile locale en substitution à l'huile importée toujours coutant cher et moins disponible.

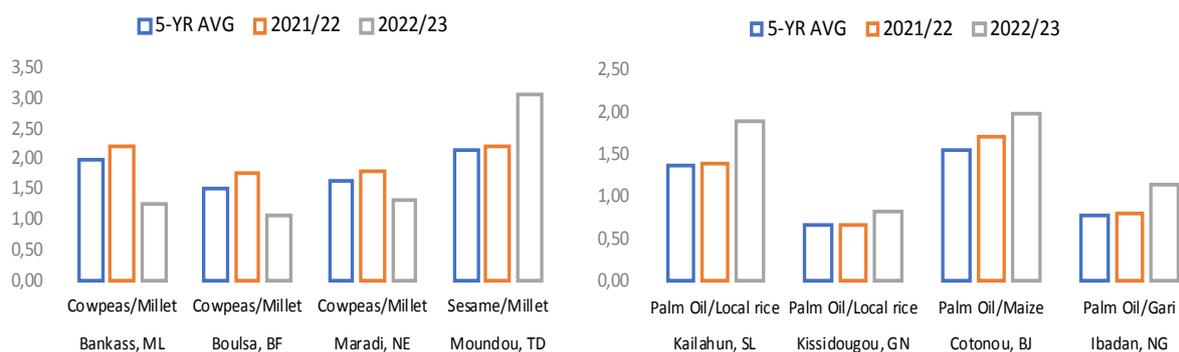
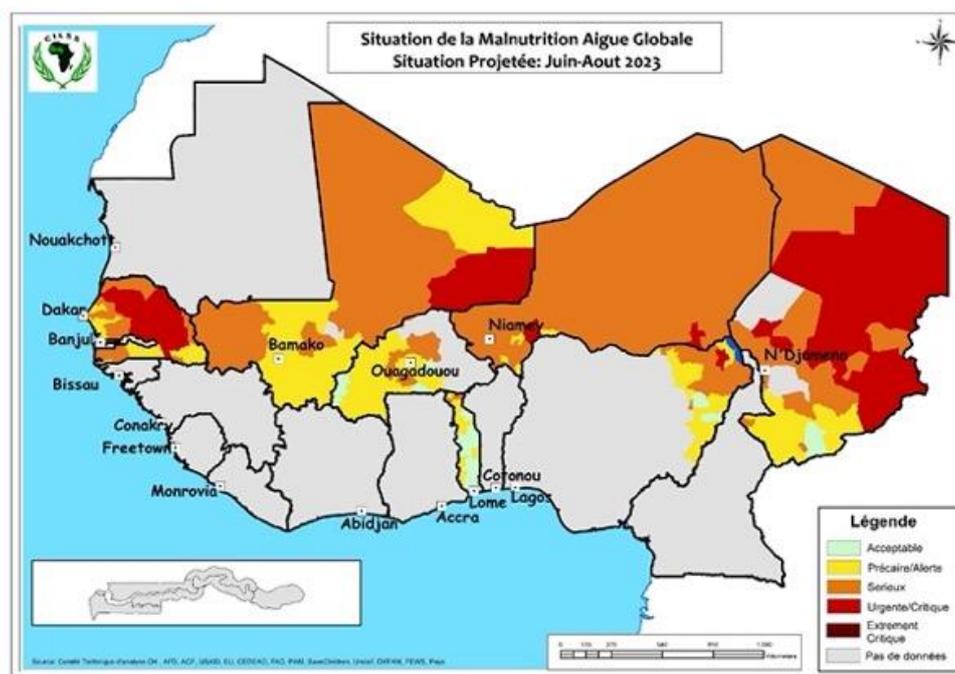


Figure 31 : Niveaux variations des termes de l'échange produits de rente/céréales sur certains marchés du Mali (ML), du Burkina Faso (BF), du Niger (NE), du Bénin (BJ), Nigeria (NG), de la Sierra Léone (SL) et du Tchad (CD)

1.8. Analyse de la situation nutritionnelle de la région

La situation nutritionnelle reste particulièrement préoccupante dans les pays du Sahel et au Nigéria, malgré les efforts déployés par les États et leurs partenaires. On observe une tendance à l'augmentation de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, avec des taux au-delà du seuil d'urgence (15%), notamment, dans certaines zones au Sénégal (28% à Louga, 23% à Matam), en Mauritanie (19,1% à Gorgol, 19,7% à Guidimaka), au Nord-Est du Nigéria (18,1% à Yobe et 17,2% au nord Borno), au Niger (16,1% à Dogon Doutchi). Aussi, plusieurs zones présentent des prévalences supérieures au seuil d'alerte de 10% notamment dans les zones des trois frontières (Burkina Faso, Mali et Niger) et aussi dans le bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria et Tchad). Les difficultés d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau-hygiène-assainissement...) fortement aggravées par les violences sécuritaires continuent de peser sur la situation nutritionnelle des enfants et des femmes vulnérables.

Dans les pays côtiers, la situation de la malnutrition aiguë est restée en général en deca de 10% voir au-dessous du seuil de 5%. Toutefois, dans certaines zones au Togo et en Sierra Léone, la prévalence dépasse le seuil d'alerte de 10%.



Carte 10 : Perspectives d'évolution de la situation : Période de Juin - Septembre 2023

Quelques recommandations clés ont été formulées à l'endroit de la région, des pays et des partenaires :

- Renforcer le soutien financier aux enquêtes de Nutrition (Nationale vs localisée ; Urbain vs Rural) afin d'assurer la collecte régulière de données et leur utilisation dans les cadres d'analyse et de planification existante, tel que l'IPC-AMN, le PREGEC, le HNO/HRP, etc.
- Soutenir les systèmes d'information nutritionnelle nationaux afin d'assurer la production et l'agrégation des données nutritionnelles de routine et de proposer des analyses de qualité faisant consensus.
- Améliorer la dissémination et la communication autour des analyses de situation nutritionnelle afin d'informer au mieux les prises de décisions stratégiques et opérationnelles à travers des messages clairs et partagés par les partenaires clés du Secteur.
- Renforcer les financements stratégiques de long-court terme sur les secteurs sensibles à la nutrition (Sécurité alimentaire, Santé, WASH & Protection) afin de permettre des interventions multidimensionnelles qui adressent les causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition aiguë.
- Augmenter les investissements en faveur des communautés afin de dynamiser leur rôle dans la prévention, détection et prise en charge de la malnutrition aiguë, et de renforcer leur résilience sur le moyen et le long terme.
- Privilégier les solutions locales dans les réponses préventives afin d'améliorer sur le long terme, l'accès à une alimentation nutritive pour les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes, y compris la transformation des aliments disponibles localement.

CHAPITRE II : RESULTATS DES ANALYSES DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE A TRAVERS LE CADRE HARMONISE DANS LA REGION



Aperçu des experts régionaux lors de la revue de la qualité des analyses nationales du CH durant la consolidation du 20 au 28 mars 2023 à Bamako, Mali

2.1. Rappel de quelques dangers et des facteurs de vulnérabilité

Les principaux facteurs de risque peuvent être résumés comme suit :

- Limitation du commerce, de l'accès à la terre, de la main-d'œuvre, aux engrais et aux semences dans certaines régions, spécifiquement les régions inaccessibles dues aux conflits ;
- L'insécurité, les troubles et les enlèvements restent les principaux facteurs d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le bassin du lac Tchad (Nigeria, Tchad et Niger) et dans la zone du Liptako Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger).

2.2. Niveaux des indicateurs de résultats



Consommation alimentaire

La Consommation alimentaire est acceptable actuellement pour 45% des unités administratives analysées lors du Cadre Harmonisé. Le niveau de consommation alimentaire reste très dégradé (phase 3 à 4 de la classification du CH) dans certaines zones, notamment les régions de l'Atacora (Benin) ; du Nord, du Centre Nord, de l'Est et du Sahel (Burkina), du Nord Ghana, de Gao (Mali), de Tillabéry et de Diffa (Niger), du Nord et de l'ouest de la Sierra Leone, de l'Est du Tchad, Nord et Sud-Ouest du Cameroun et les États du nord-est du Nigeria.

Des niveaux de consommation alimentaire de la phase 5 du CH ont été projetés pour la période de soudure (2023) dans certaines zones de la région du Sahel au Burkina Faso.

Évolution des moyens d'existence

Les moyens d'existence dans la majorité des unités administratives analysées sont sous pression (Phase 2 du CH). Les unités administratives où les ménages ont actuellement engagé des stratégies d'urgence et dont la situation risquerait de se dégrader d'ici la soudure sont situées dans les régions du Sahel et de l'Est (Burkina Faso), de Diffa et Tillabéry (Niger), de Gao (Mali), du Littoral, Nord-Ouest et Sud-Ouest (Cameroun), de Barh El Gazel (Tchad), des États de Kebbi, de Borno et d'Adamawa (Nigeria). Seulement 40% des unités administratives analysées sont en phase minimale du Cadre Harmonisé, c'est-à-dire dans ces zones moins de 20% des ménages font recours à des stratégies d'adaptation pour assurer leur sécurité alimentaire.

Nutrition :

La situation nutritionnelle est particulièrement préoccupante dans les zones analysées. En effet, seulement 17% de ces dernières ont des prévalences de la malnutrition aiguë globale inférieures à 5% c'est-à-dire en phase 1 du Cadre Harmonisé (minimale). Dans les autres zones analysées, plus d'un enfant sur dix souffre de la malnutrition aiguë. Dans 35% des zones où la malnutrition a été analysée, le résultat Etat nutritionnel est classé en phase crise du CH avec des prévalences de la malnutrition aiguë globale dépassant le seuil d'alerte de 10%. Cette situation se dégrade actuellement, est atteint les seuils d'urgence, dans les régions du Sahel (Burkina), de Gao (Mali), d'Assaba et Guidimaka (Mauritanie), du Borkou, des Ennedi, de l'Ouaddaï, de Salamat et du Wadi-Fira (Tchad).

Dans les pays du Golfe de Guinée (Sierra Leone et Bénin) et au Cabo Verde, la situation nutritionnelle semble se détériorer dans certaines zones avec des prévalences de la malnutrition aiguë qui ont doublé par rapport aux dernières enquêtes même si les taux restent en deçà du seuil de 10%.

En période projetée, une dégradation de la consommation alimentaire est attendue combinée à une augmentation des cas de maladies hydriques qui pourraient aggraver davantage la situation nutritionnelle, déjà sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN) à Critique (Phase 4 de l'IPC AMN) en particulier dans certaines zones du Sahel, du bassin du Lac Tchad et du Nord-Est Nigeria.

Mortalité :

Le risque de mortalité, étant considéré comme le résultat sur la mortalité dans les analyses du Cadre Harmonisé, a été collecté dans seulement 3 pays (le Bénin, la Guinée et le Tchad). Ce résultat reste dans l'ensemble en phase Minimale 1. Toutefois, des taux de mortalité assez élevés sont observés dans les régions de Boké et Kankou (Guinée), de Coufo (Bénin), de Batha, d'Ennedi, de Guera, de Logone Oriental, d'Ouaddai, de Salamat, de Sila et de Wadi-Fira (Tchad).

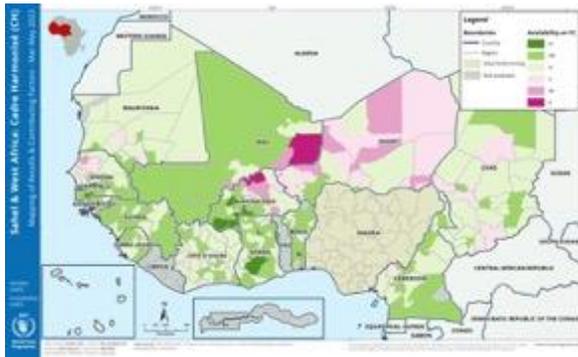
2.3. Tendances des impacts des facteurs contributifs

2.3.1. Disponibilité alimentaire

Globalement, la disponibilité a un impact positif moyen au cours de la période courante (mars à mai) sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence des populations. Cette situation demeure relativement détériorée dans la zone des trois frontières (Burkina Faso,

Mali et Niger) à cause de la récurrence des conflits, et dans certaines zones du Tchad, de la Mauritanie et du Sénégal.

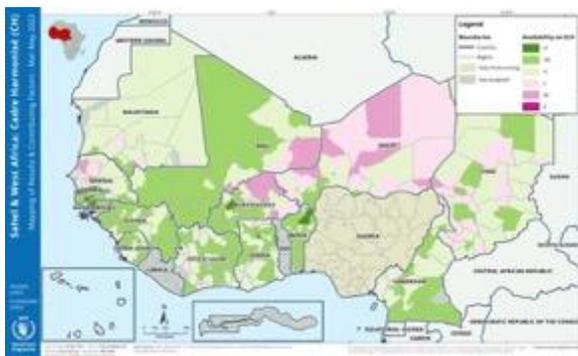
Sur la période de projection (juin à août 2023), la disponibilité alimentaire va se détériorer avec l'épuisement des stocks de la majorité des ménages, et qui va impacter négativement la consommation alimentaire et les moyens d'existence des ménages. Les impacts seront relativement plus forts dans certaines zones de la Mauritanie, du Mali et du Niger. Par contre, dans les pays côtiers notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Bénin et au Ghana, mais aussi dans certains pays sahéliers notamment au Sénégal et au Mali, la disponibilité constitue un facteur pouvant améliorer la consommation alimentaire et protéger les moyens d'existence.



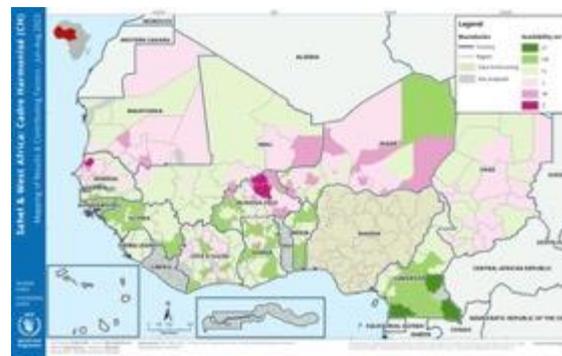
Carte 11: Impacts de la disponibilité sur la consommation alimentaire des ménages (en Situation courante)



Carte 12: Impacts de la disponibilité sur la consommation alimentaire des ménages (en Situation projetée)



Carte 13: Impacts de la disponibilité sur l'évolution des avoirs relatifs aux moyens d'existence (en Situation courante)



Carte 14: Impacts de la disponibilité sur l'évolution des avoirs relatifs aux moyens d'existence (en Situation projetée)

2.3.2. Accessibilité

La dimension accès qui est constituée de l'accès physique et économique a un impact négatif léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans la période actuelle y compris dans la période projetée dans la majeure partie de la bande sahélienne. Pour la période projetée, des impacts négatifs moyens à fort seront observés sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans la plupart des pays du Sahel. Toutefois, l'accès aux denrées alimentaires restera globalement satisfaisant avec des impacts positifs dans les pays côtiers, notamment en Guinée, au Ghana et au Bénin, qui profitent d'une pluviométrie bimodale.

2.3.3. Utilisation des aliments y compris l'eau

La diversité alimentaire reste très faible dans la majorité des zones des pays analysés. Ainsi, seulement un tiers des ménages ont une diversité alimentaire acceptable. Et l'accès à l'eau potable reste également un défi dans la plupart des zones notamment au Niger, au Burkina Faso et au Mali.

2.3.4. Stabilité

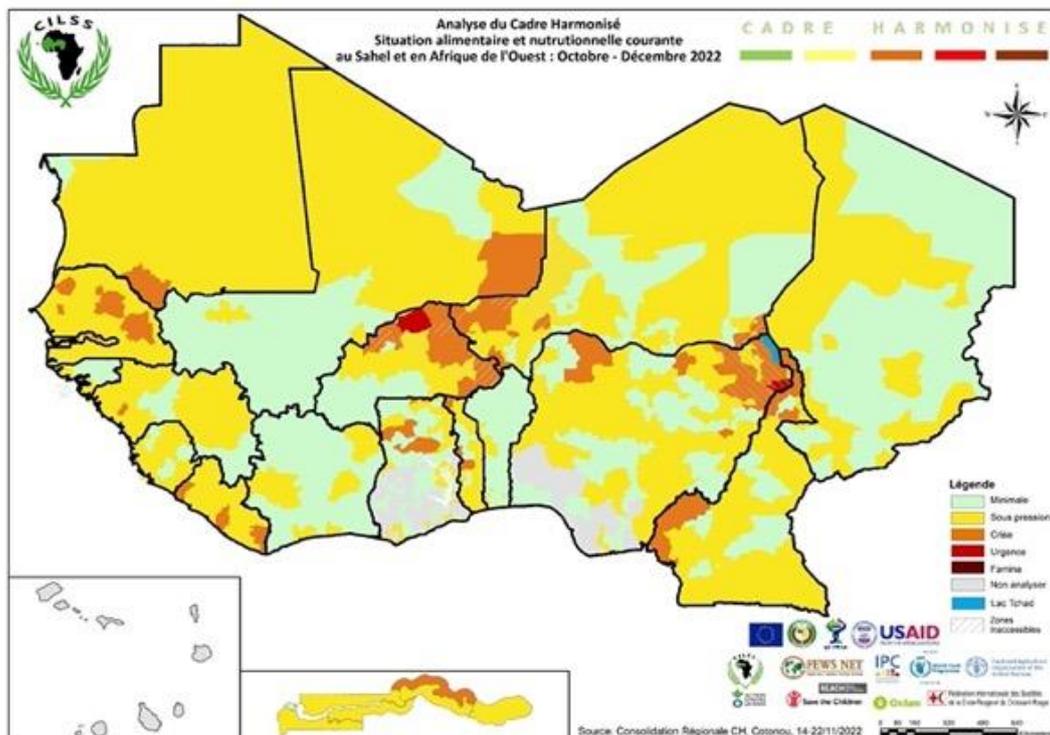
Les tendances des productions agricoles et de productions fourragères laissent présager une relative stabilité avec un impact positif léger sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans la plupart des pays côtiers et au Cameroun, sauf dans les zones où l'insécurité prévaut. Au niveau du Sahel, l'impact de la stabilité apparaît sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence. Les impacts négatifs sont forts au nord du Burkina Faso où l'insécurité civile est plus accentuée.

2.4. Classification des zones

2.4.1. Situation courante de novembre 2022 (post-récolte)

Au total 1 248 zones ou groupes de populations (notamment les PDI) ont été analysés dans 17 pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Il faut noter que, par manque de données répondant aux normes du CH, l'analyse n'a pas été conduite au Cabo Verde.

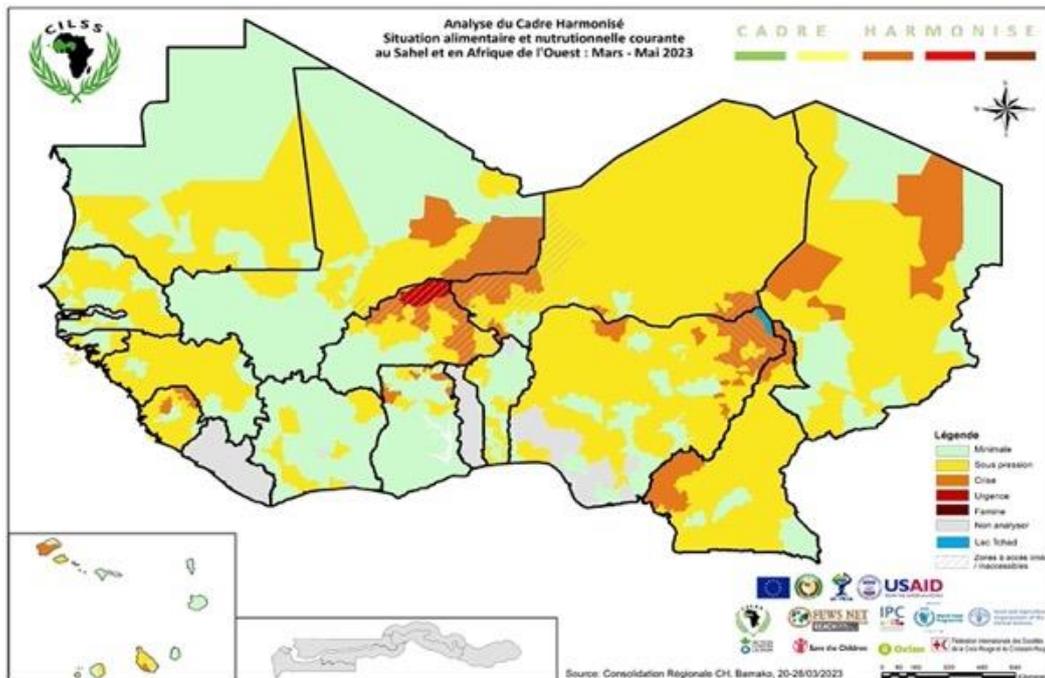
En situation courante, 117 unités sont classées en crise (Phase 3 du CH) et 4 unités en Urgence (Phase 4 du CH) dont trois dans la région du Sahel au Burkina Faso et une dans l'État de Borno au nord-est du Nigeria. En outre, 612 zones sont Sous Pression (Phase 2) et 515 en situation Minimale (Phase 1). Notons qu'il n'y a pas eu de zones classées en situation de Famine (Phase 5 du CH).



Carte 15 : Carte l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest pour la période Octobre-novembre-décembre 2022, analyse courante de novembre 2022

2.4.2. Situation de courante de mars 2023

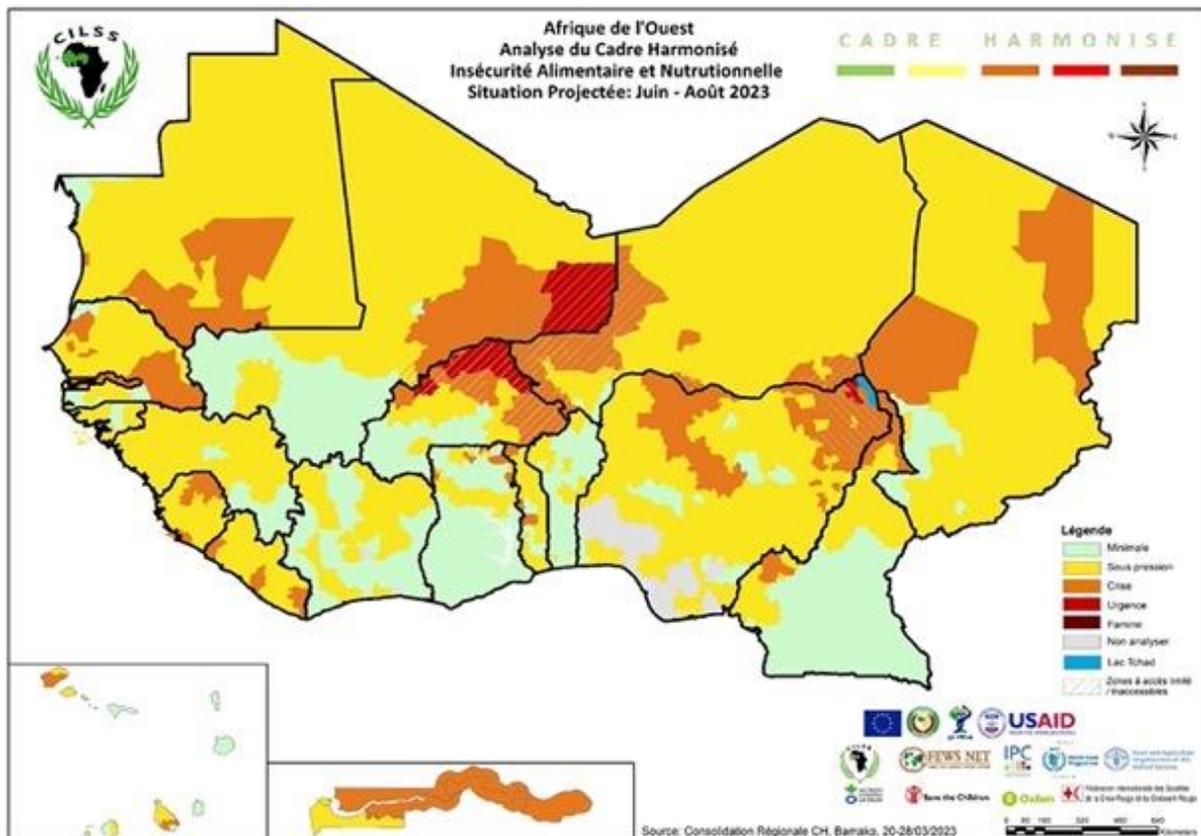
Pour la situation courante (mars-mai 2023), au total 1 203 zones (dont huit spécialement consacrées à des PDI au Burkina Faso et au Nigeria) ont été analysées dans 14 pays du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest et au Cameroun. Il faut noter que, par manque de données répondant aux normes du CH, l’analyse n’a pas été conduite en Gambie, au Libéria et au Togo. Les résultats révèlent que, 105 zones sont classées en Crise (Phase 3 du CH) et 4 unités d’analyse en Urgence (Phase 4 du CH) dans la région du Sahel au Burkina Faso. En outre, 679 zones sont classées en sous Pression (Phase 2 du CH) et 415 zones en situation Minimale (Phase 1 du CH). Il convient de souligner qu’aucune unité d’analyse n’est classée en situation de Famine (Phase 5 du CH).



Carte 16 : Carte l’insécurité alimentaire dans la région du Sahel et de l’Afrique de l’ouest pour la période mars-avril-mai 2023, Analyse courante de mars 2023.

2.4.3. Situation projetée

La situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader dans la région pendant la période projetée (juin-août 2023) qui correspond à la période de soudure dans la majorité des pays de la région, si les réponses ne sont pas appropriées. Ainsi 231 unités d’analyse seraient en Crise (Phase 3 du CH) et 13 en Urgence (Phase 4 du CH) dont 2 au Nigeria (Abadam, Guzamala), 1 zone au Mali (Ménaka) et 10 zones au Burkina Faso (Loroum, Oudalan, Séno, Soum, Sourou, Yagha et Komondjari). En outre, 751 zones seraient sous Pression (Phase 2 du CH) et 270 zones en situation Minimale (Phase 1 du CH). Cependant, aucune unité d’analyse ne sera en situation de Famine (Phase 5).



Carte 17 : Carte l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest projetée pour la période juin-juillet-août 2023, Analyse courante de mars 2023

2.5. Estimation des populations

2.5.1. Estimation de la population de l'analyse courante de novembre 2022

En situation courante (octobre - décembre 2022), sur une population totale analysée de 406,6 millions de personnes, 32,6 millions de personnes sont classées en phase Crise à pire représentant 8% de la population totale analysée dans l'ensemble des 17 pays. Il faut noter que le plus grand effectif vient du Nigeria (17 millions), du Cameroun (près de 3,6 millions), du Burkina Faso (plus de 2,6 millions) et du Niger (plus de 2 millions). L'analyse a révélé également que plus de 1,6 million de personnes sont en urgence (Phase 4) dont environ 780 000 au Nigeria, 341 000 au Burkina Faso et 240 000 au Cameroun. En particulier, il faut noter que près de 4 800 personnes vivant au Nigeria et au Burkina Faso sont en situation de catastrophe (Phase 5 du CH). Le tableau ci-dessous donne les détails de l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 5 : Populations estimées par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en novembre 2023

Countries	Population totale courante	Nombre de zones analysées	Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5
Bénin	7 756 065	58	45	13	0	0	0	6 534 986	1 039 495	181 584	-	-	181 584
Burkina Faso	22 227 578	51	16	18	14	3	0	14 933 877	4 675 064	2 275 170	341 650	1 817	2 618 638
Cote d'Ivoire	21 055 640	31	23	8	0	0	0	16 810 857	3 395 450	812 942	36 391	-	849 333
Gambie	2 444 250	8	2	5	1	0	0	1 651 834	584 750	201 062	6 604	-	207 666
Ghana	13 675 438	120	65	49	6	0	0	10 253 411	2 598 846	794 119	29 062	-	823 181
Guinée	11 469 684	33	10	23	0	0	0	8 485 903	2 334 622	649 159	-	-	649 159
Guinée Bissau	1 694 273	8	4	4	0	0	0	1 308 630	267 590	112 034	-	-	112 034
Libéria	4 799 779	15	2	11	2	0	0	3 406 982	1 019 566	365 748	7 483	-	373 230
Mali	22 293 390	56	43	12	1	0	0	18 926 981	2 734 725	616 820	14 864	-	631 684
Mauritanie	4 372 038	13	1	10	2	0	0	3 034 712	896 560	384 644	56 121	-	440 765
Niger	25 896 688	78	22	47	9	0	0	18 430 812	5 421 544	1 965 476	78 856	-	2 044 331
Sierra Leone	7 541 421	16	3	13	0	0	0	4 824 437	1 929 338	787 646	-	-	787 646
Sénégal	18 275 717	45	2	39	4	0	0	12 465 424	4 883 696	835 559	29 671	-	872 049
Tchad	16 232 473	69	38	31	0	0	0	12 941 542	2 481 694	809 237	-	-	809 237
Togo	6 056 287	37	5	28	4	0	0	4 124 806	1 362 819	533 348	35 313	-	568 661
Total	185 790 721	638	281	311	43	3	0	138 135 195	35 625 759	11 324 549	636 015	1 817	11 969 199
Nigeria	193 612 851	552	226	268	57	1	0	136 114 260	40 492 916	16 222 448	780 252	2 975	17 005 675
Cameroun	27 190 906	58	9	32	17	0	0	16825443	6768449	3356781	240233	0	3 597 014
Total SAO+CMR	406 594 478	1248	516	611	117	4	0	291 074 898	82 887 124	30 903 777	1 656 500	4 792	32 571 888

2.5.2. Estimation de la population de l'analyse courante de mars 2023

En situation courante (mars-mai 2023), sur une population totale analysée de 417 millions de personnes, près de 32,5 millions de personnes sont classées en phase Crise à pire dans l'ensemble des 15 pays soit un taux de 7,8% de la population. Le Nigeria vient en tête avec près de 17,7 millions au Nigeria, suivi du Cameroun avec près de 3 millions, ensuite le Niger avec environ 2,4 millions et le Burkina Faso avec près de 2,2 millions. Il ressort qu'environ un 1,3 million de personnes sont en urgence (Phase 4) dont 470 000 au Nigeria, 336 000 au Cameroun, et 291 000 au Burkina Faso.

Il faut noter que, près de 22 480 personnes dans la région du Sahel du Burkina Faso sont en Catastrophe (Phase 5 du CH). Le tableau ci-dessous donne plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 6 : Populations estimées par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en mars 2023

Countries	Total population analysed	Zones analysed	March - May 2023					Total population in Ph 1	Total population in Ph 2	Total population in Ph 3	Total population in Ph 4	Total population in Ph 5	Total population in Ph 3 to 5
			Number of Zones by phase in FNI										
			Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5						
Benin	13 028 208	70	37	33	0	0	0	10 610 762	1 870 025	532 943	14 479	-	547 422
Burkina Faso	22 298 823	51	18	18	11	4	0	15 825 479	4 277 587	1 882 044	291 233	22 480	2 195 758
Cabo Verde	483 628	22	9	11	2	0	0	356 912	83 061	40 838	2 816	-	43 655
Cote d'Ivoire	21 811 388	31	24	7	0	0	0	18 025 849	2 915 210	870 329	-	-	870 329
The Gambia													
Ghana	32 705 491	66	37	20	9	0	0	27 147 625	4 101 765	1 387 443	68 658	-	1 456 101
Guinea	11 469 685	33	9	24	0	0	0	8 774 173	2 198 730	496 782	-	-	496 782
Guinee Bissau	1 272 872	8	2	6	0	0	0	936 337	240 714	95 820	-	-	95 820
Libéria													
Mali	22 293 390	56	41	12	3	0	0	18 616 632	2 915 871	721 833	39 054	-	760 887
Mauritanie	3 543 688	23	0	23	0	0	0	2 622 893	648 826	270 830	1 139	-	271 969
Niger	25 879 767	78	10	54	14	0	0	17 027 353	6 398 060	2 366 036	88 318	-	2 454 354
Nigeria	193 612 892	552	148	362	42	0	0	126 096 787	49 844 407	17 201 829	455 507	-	17 671 698
Sierra Leone	7 541 421	16	2	12	2	0	0	4 425 109	2 227 086	889 225	-	-	889 225
Senegal	17 875 937	45	24	21	0	0	0	14 117 529	3 078 418	672 203	7 786	-	679 989
Chad	16 232 445	69	25	39	5	0	0	12 533 894	2 658 576	1 015 373	24 602	-	1 039 975
Togo													
Total SWA	390 049 636	1120	386	642	88	4	0	277 117 335	83 458 337	28 443 529	993 593	22 480	29 473 964
Cameroun	27 122 929	58	4	37	17	0	0	18 017 109	6 093 718	2 676 204	335 899	-	3 012 103
Total+CMR	417 172 566	1178	390	679	105	4	0	295 134 444	89 552 055	31 119 733	1 329 492	22 480	32 486 067

2.5.3. Estimation de la population de l'analyse projetée en juin - juillet - août 2023

En situation projetée (juin- août 2023), l'analyse révèle que plus de 44,8 millions de personnes seraient affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase Crise à pire, représentant 10,4% de la population analysée. Environ 24,8 millions de personnes viennent du Nigeria, 3,3 millions du Burkina Faso, 3,3 du Niger, environ 2,4 millions du Cameroun, près de 1,9 million du Tchad, plus de 1,3 million du Ghana, plus de 1,2 million du Mali et du Sénégal, près de 1,2 million de la Sierra Leone et plus de 1 million de la Côte d'Ivoire.

Dans la population totale de la région analysée (44,8 millions), environ 2,6 millions seraient en Urgence (Phase 4 du CH) soit 0,4%. Il faut relever aussi qu'il y'a environ 45 000 personnes vivant au Burkina Faso et au Mali classées en Catastrophe (Phase 5 du CH). Le tableau ci-dessous donne plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la situation allant de juin à août 2023.

Tableau 7: Populations projetées par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en juin juillet août 2023

Countries	Total population analysed	Zones analysed	June - August 2023										
			Number of Zones by phase in FNI					Total population in Ph 1	Total population in Ph 2	Total population in Ph 3	Total population in Ph 4	Total population in Ph 5	Total population in Ph 3 to 5
			Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5						
Benin	13 028 208	72	56	16	0	0	0	11 038 284	1 577 784	401 774	10 365	-	412 140
Burkina Faso	22 298 823	51	14	16	11	10	0	13 815 226	5 132 549	2 703 712	604 641	42 694	3 351 048
Cabo Verde	483 628	22	7	12	3	0	0	365 493	85 848	30 999	1 288	-	32 287
Cote d'Ivoire	21 811 388	31	17	14	0	0	0	17 337 572	3 456 017	1 017 799	-	-	1 017 799
The Gambia	2 444 250	8	0	3	5	0	0	1 352 046	772 577	300 101	19 527	-	319 628
Ghana	32 705 491	66	34	23	9	0	0	27 568 921	3 770 721	1 293 897	71 952	-	1 365 849
Guinea	11 469 685	33	8	25	0	0	0	8 173 274	2 586 897	697 390	12 124	-	709 514
Guinee Bissau	1 272 872	8	1	7	0	0	0	940 711	253 259	78 902	-	-	78 902
Libéria	4 799 779	15	0	11	4	0	0	2 883 503	1 385 008	509 913	21 354	-	531 268
Mali	21 696 914	56	30	18	7	1	0	16 940 745	4 090 567	1 183 337	76 234	2 507	1 262 078
Mauritanie	3 543 688	48	3	28	17	0	0	2 248 139	823 274	444 298	27 977	-	472 275
Niger	25 879 767	78	4	51	23	0	0	15 258 051	7 341 355	3 130 192	150 169	-	3 280 361
Nigeria	193 612 892	552	39	404	107	2	0	104 769 052	63 982 684	23 722 062	1 110 371	-	24 832 432
Sierra Leone	7 541 421	16	0	11	5	0	0	3 454 261	2 906 336	1 146 440	34 384	-	1 180 824
Senegal	17 875 937	45	8	28	9	0	0	12 251 238	4 361 411	1 206 111	57 177	-	1 263 288
Chad	16 232 445	69	9	43	17	0	0	10 769 803	3 598 343	1 757 306	106 993	-	1 864 299
Togo	6 056 287	37	10	22	5	0	0	4 224 239	1 344 729	447 653	39 666	-	487 319
Total SWA	402 753 476	1207	240	732	222	13	0	253 390 560	107 469 359	40 071 885	2 344 224	45 201	42 461 310
	-												
Cameroun	27 122 929	58	30	19	9	0	0	19 554 013	5 211 611	2 088 718	268 587	-	2 357 305
	-												
Total+CMR	429 876 405	1265	270	751	231	13	0	272 944 573	112 680 970	42 160 603	2 612 811	45 201	44 818 615



CHAPITRE III : BILAN DES ACTIONS REALISEES A TRAVERS LES PLANS NATIONAUX DE REPONSE AUX CRISES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES DANS LA REGION DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (PNR 2022)

En dépit des efforts consentis par les États et les partenaires, on a assisté en 2022 à une augmentation continue des populations vulnérables et en insécurité alimentaire dans les États concernés. En effet, les populations en besoin d'assistance en novembre 2022 sont évaluées à près de 32,6 millions de personnes, contre 26 millions en novembre 2021.

Cette situation est la résultante de la conjonction de plusieurs chocs (dégradation sécuritaire, extension des zones de conflit/insécurité, socio-économique, sanitaire, climatique...) qui fragilisent les moyens d'existence des ménages par le biais du renchérissement des coûts des intrants agricoles, des aliments de base et de l'énergie qui impactent le transport et l'irrigation. Elle pourrait tenir également de la faible couverture par les PNR des populations vulnérables et en insécurité alimentaire.

Pour l'année 2022, le cout total des PNR sur les 7 pays (Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal Tchad) est de 1004 milliards de FCFA. La répartition de ses besoins montre que 60% sont destinés à l'assistance alimentaire, 15% pour les moyens d'existence 15% pour la nutrition et le reste pour les activités de coordination. Les ressources nécessaires à ces besoins ont été mobilisées à hauteur de 66%, comme indiqué sur le graphe qui suit.

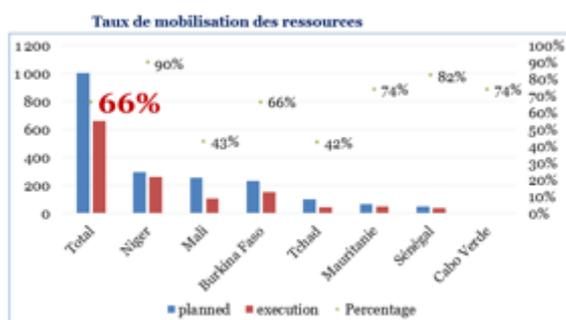


Figure 32 : Réalisations financières par pays

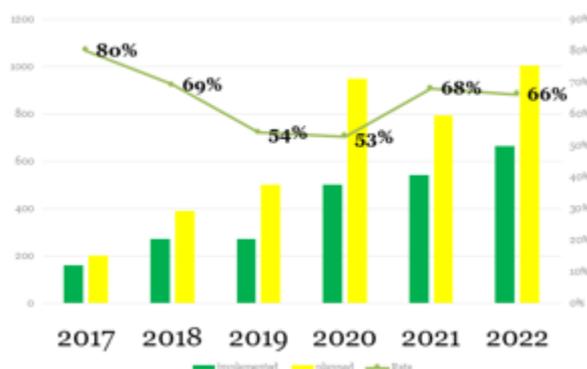


Figure 33 : Évolution des besoins en lien avec les taux d'exécution



SYNTHESE PAYS

BÉNIN : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023



de personnes soit 4% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023



personnes soit 3% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La campagne agricole a été globalement satisfaisante et caractérisée par une bonne pluviométrie en dépit des quelques séquences sèches enregistrées, d'attaques des chenilles et sauteriaux et des cas d'inondation qui n'ont pas impacté significativement les résultats obtenus. Les perspectives alimentaires sont globalement bonnes ; il en est de même pour la situation pastorale avec des conditions d'alimentation et d'abreuvement du bétail globalement satisfaisantes et une santé animale sous contrôle.

Le niveau actuel d'approvisionnement des marchés agricoles est satisfaisant avec une légère baisse des prix des produits agricoles locaux. Toutefois, une tendance à la hausse des prix des produits alimentaires importés est toujours observée sur les marchés. Cette situation limite l'accès des ménages à l'alimentation surtout les pauvres et très pauvres dans certaines zones.

Les 72 communes sur les 77 que compte le Bénin qui ont été analysées regroupent 547 422 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2023. En période projetée juin à Aout, ce chiffre pourrait atteindre 412 140 personnes si aucune assistance n'est mise en œuvre.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses faites du 27 février au 03 mars 2023 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par 24 analystes issus des structures de l'Etat, des organisations de Nations Unies (PAM, FAO, UNICEF) et des ONGs. Ce sont 72 communes sur les 77 que compte le Bénin qui ont été analysées ; soit 05 communes non couvertes par l'analyse par manque de données (indicateurs de résultat de la SAN). Les indicateurs de résultats utilisés sont issus de l'enquête sur la nutrition et sécurité alimentaire dans les départements du Couffo et de l'Atlantique d'une part et de l'enquête sur l'analyse de la résilience (module complémentaire RNA 2022) d'autre part. Quant aux facteurs contributifs, ils regroupent les résultats de la campagne agricole 2022-2023, les données de suivi des marchés et la situation nutritionnelles.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023

547 422 personnes	Phase 1	10,4 millions de personnes
= 4 % de la population analysée sont en situation de crise (Phases 3-5)	Phase 2	1,8 million de personnes
	Phase 3	532 943 personnes
	Phase 4	14 479 personnes
	Phase 5	aucune

Légende

- Phase 1 : minimale
- Phase 2 : sous pression
- Phase 3 : crise
- Phase 4 : urgence
- Phase 5 : famine
- Non analysé
- Zones partiellement inaccessibles

Facteurs déterminants



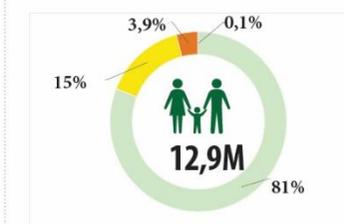
Dysfonctionnement des marchés

Malgré un bon niveau d'approvisionnement de marchés, l'inflation et les hausses de prix des produits importés en lien avec le contexte régional et international limite l'accès des ménages pauvres et très pauvres aux denrées alimentaires de base dans certaines zones

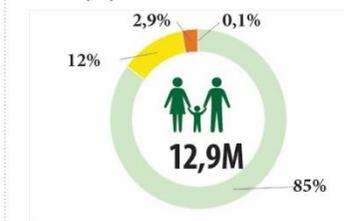
Chocs climatiques

Des séquences sèches, les attaques des chenilles et sauteriaux et les cas d'inondation

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires financiers



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023

412 140 personnes	Phase 1	11 millions de personnes
= 3% de la population analysée risque d'être en situation de crise (Phases 3-5)	Phase 2	1,5 million de personnes
	Phase 3	401 774 personnes
	Phase 4	10 365 personnes
	Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit de l'ÉTAT et ses Partenaires Techniques et Financiers :

- ▶ Mettre en œuvre dans les meilleurs délais des actions d'assistance humanitaire et de protection des moyens d'existence des populations en phase Crise à pire ; ;
- ▶ Entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en phases « Sous Pression » et « Minimale » pour protéger leurs moyens d'existence ;

A l'endroit du CILSS et des partenaires :

- ▶ Poursuivre le renforcement des capacités techniques des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du CH sur le manuel CH2.0 ;
- ▶ Accompagner la CT-SAGSA pour l'élaboration du plan national de réponse

BURKINA FASO : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023

2,2 millions

de personnes soit 9,8 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023

3,4 millions

de personnes soit 15% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La production céréalière nationale définitive de la campagne agricole 2022-2023 est estimée à 5 179 059 tonnes. Comparée à celle de la campagne agricole 2021-2022 et à la moyenne quinquennale, elle est en hausse respectivement de 11,11% et de 7,79%.

Les marchés agricoles connaissent un dysfonctionnement dans les régions à fort défis sécuritaires avec une tendance à la baisse des disponibilités liée aux difficultés d'approvisionnements dans les régions qui font face aux défis sécuritaires.

Les 45 zones (y compris 2 zones urbaines) analysées regroupent environ 2,2 millions de personnes dans le besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2023. Ce chiffre pourrait atteindre 3,4 millions (dont 604 641 personnes en urgence et 42 694 en catastrophe) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2023 (Juin-Août 2023).

L'analyse des groupes de PDI a été réalisée pour 06 provinces (Séno, Oudalan, Soum, Sanmatenga, Gourma et Komandjoari) où l'effectif des PDI représente au moins 20% et dont les données y afférant sont disponibles.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus de l'analyse qui s'est déroulée du 13 au 18 mars 2023 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par 109 participants (dont 22 femmes) de la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs, des organisations de la société civile et des organisations du système des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF). Les données sur les principaux indicateurs de résultats proviennent de l'enquête nationale de sécurité alimentaire et la nutrition (ENISAN) réalisée sur toute l'étendue du territoire sur la période du 12 au 26 février 2023. La collecte des données a été réalisée en "face à face" par des enquêteurs habitués de cette opération dans les zones accessibles et par des enquêteurs endogènes de certains partenaires de mise en œuvre qui interviennent dans les provinces à accès difficile. Les indicateurs HEA ont été fournis par l'analyse outcome réalisée en début mars. Quant aux données de nutrition, les résultats de l'analyse IPC nutrition (novembre 2022) et de ENISAN ont été utilisés.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

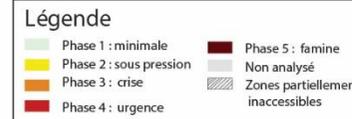
Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023



Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

La tendance haussière des prix des céréales de base constatée sur les marchés durant toute l'année de consommation précédente se poursuit actuellement malgré une hausse de la production dans la majorité des provinces. Cette situation constitue une barrière pour les achats locaux et l'accès difficile des ménages



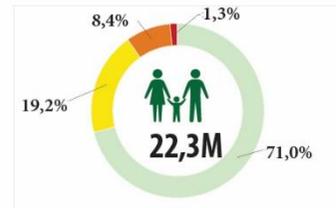
Insécurité civile

Dégradation continue de la situation sécuritaire occasionnant un déplacement massif des populations dans les zones plus favorables. Environ 2 millions de personnes déplacées internes (PDI). On dénombre de nombreuses pertes en vie humaine ainsi que des localités actuellement "sous blocus" dans les régions à fort défis sécuritaire.

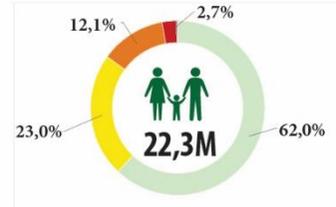
Chocs climatiques

Le disponible fourrager de la campagne 2022/2023 est estimé à 12 831 422 TMS soit une couverture de 74% pour un besoin de 17 433 962 tonnes de matière sèche (TMS). Cette situation révèle un déficit de couverture des besoins fourragers sur le plan national. En effet, plus de la moitié des provinces sont déficitaires dont 11 très déficitaires et 19 déficitaires.

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires financiers



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Recommandations

- ### A l'endroit du Gouvernement et ses Partenaires Techniques et Financiers :
- ▶ Apporter une assistance alimentaire immédiate dans les localités qui enregistrent des populations en catastrophe ;
 - ▶ Assurer une meilleure coordination de la réponse en faveur des populations vulnérables ;
 - ▶ Assurer un financement pérenne pour la collecte de données et l'organisation des sessions d'analyse du Cadre Harmonisé.
 - ▶ Conduire des enquêtes SMART rapides dans les provinces difficiles d'accès.
- ### A l'endroit du CILSS :
- ▶ Poursuivre le renforcement des capacités du dispositif central et régional sur l'outil Cadre Harmonisé ;
 - ▶ Améliorer l'adaptation du protocole spécifique des zones à accès limité au contexte actuel marqué par l'impossibilité de conduire certaines enquêtes

©Maitresse /Communication CILSS /AGRHYMET

CABO VERDE : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023



43 000 personnes soit 9,0 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023



32 000 de personnes soit 6,7% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La campagne agricole 2022/2023 a été caractérisée par un début de pluie précoce et une fin normale et une bonne production agricole (maïs, haricots et pâturages) en comparaison avec les 5 dernières années.

En ce qui concerne la situation phytosanitaire a été calme par rapport aux dernières années. Cependant, une attaque modérée de Spodoptera frugiperda (Lagarta de cartucho de milho) sur la culture du maïs a été observée.

La hausse des prix des denrées alimentaires de base, des biens et des services, en raison de la crise russo-ukrainienne rend difficile l'accès économique à la nourriture, malgré un bon niveau de disponibilité des produits alimentaires de base sur les marchés grâce aux importations commerciales.

Les 22 municipalités analysées comptent environ 43 000 personnes ayant besoin d'une assistance immédiate (phase 3-5) entre mars et mai 2023. Ce nombre, indiqué, pourrait diminuer à 32 287 personnes entre juin et août 2023, si des mesures de renforcement de la résilience sont mises en œuvre avant cette période.

Méthodologie

Le cycle national d'analyse du Cadre Harmonisé (CH) s'est déroulé du 13 au 17 mars 2023 à Praia. Les travaux ont été coordonnés par la Cellule Nationale qui a regroupé une vingtaine d'experts issus des structures gouvernementales, des institutions des Nations Unies (FAO, UNICEF) et de ONGs.

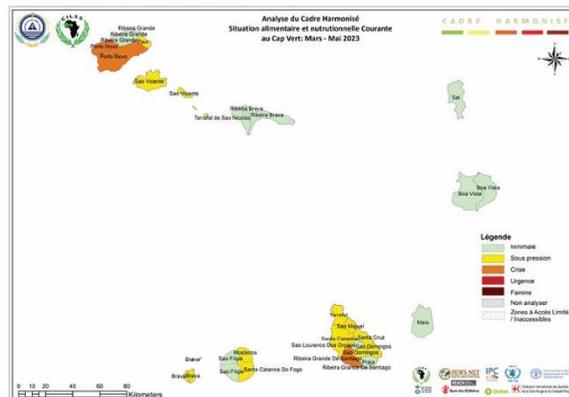
L'analyse était basée sur deux indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire, en particulier la consommation alimentaire (SCA, HHS et rCS) et l'évolution des moyens d'existence des ménages, ainsi que d'autres facteurs contributifs : la production agricole, la disponibilité des pâturages, le prix des denrées alimentaires de base, la consommation alimentaire des femmes en âge de procréer, l'accès à l'eau potable, les comportements extrêmes, etc. Les données utilisées proviennent du système d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition (National Survey on Household Food and Nutrition Vulnerability, SIMPA, etc.), de la Banque centrale (transferts de fonds des émigrants), du secteur agricole (rapport de campagne agricole, etc.), du secteur de la pêche (IMAR, etc.) et de l'Institut national de la statistique (démographie). L'analyse a porté sur les 22 municipalités du Cap-Vert; soit au total 483 628 personnes analysées.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023



43 000 personnes
= 9 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	356 912 personnes
Phase 2	83 061 personnes
Phase 3	40 838 personnes
Phase 4	2 816 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



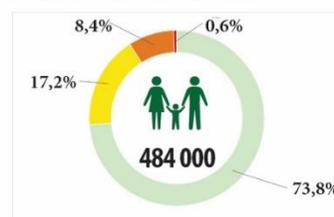
Dysfonctionnement des marchés

Augmentation généralisée des prix des produits alimentaires de base (Variation : 24% pour le riz à 67% pour l'huile de cuisine)

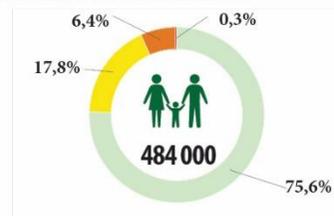
67,0% du revenu des ménages consacré à l'alimentation.

25,2 % des ménages ont réduit leurs dépenses de santé et d'éducation.

Situation courante : Mars-Mai 2023



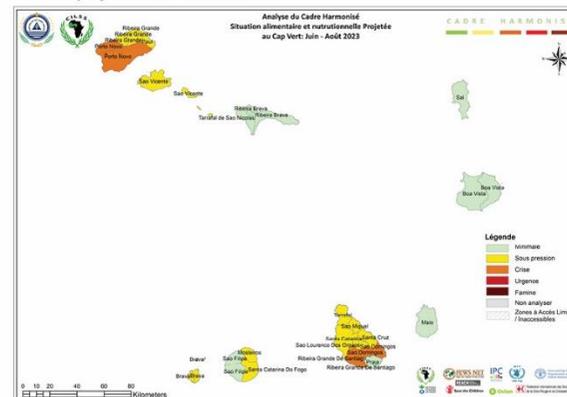
Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires financiers



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



32 000 personnes
= 6,7 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	365 493 personnes
Phase 2	85 848 personnes
Phase 3	30 999 personnes
Phase 4	1 288 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires:

- Renforcer le soutien aux ménages les plus vulnérables (Phase 3 à pire) par le biais d'une aide alimentaire immédiate;
- Protéger et renforcer les moyens d'existence en soutenant les activités productives de la campagne agricole 2022/2023, en particulier pour les familles vivant dans les zones arides;
- Renforcer les stocks d'aliments de base afin de réduire l'impact des augmentations des prix et de la vie chère;
- Renforcer les capacités nationales et des membres dans la production de données de qualité dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Communication CILSS / AGRHYMET

CÔTE D'IVOIRE : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023

870 329

personnes soit 4% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phase 3)

Situation projetée : Juin-Août 2023

1 million

personnes soit 4,7% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phase 3)

Points saillants

Pour la campagne 2022/2023, les productions vivrières sont en hausse de 4,83% par rapport à la campagne 2021/2022 et en hausse de 11,9% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La production des tubercules connaît une hausse de 5% par rapport à la campagne précédente notamment pour le manioc (8%) et le taro (3%). La production des céréales est légèrement en hausse de 2% par rapport à la campagne précédente (2021/2022) notamment le riz (3%) et le maïs (5,2%).

Les marchés sont relativement approvisionnés en produits agricoles nationaux et les importations. Toutefois, les prix des produits vivriers sont globalement à la hausse (le riz 90% dans le Tonkpi par rapport à la même période de l'année précédente). Le prix bord champs de l'anacarde a baissé de 4,06%, tandis que ceux du café, du cacao et de l'hévéa sont en hausses respectivement de 15% et 2% et 26% par rapport à la moyenne des trois dernières années.

Les 31 régions du pays qui ont été analysées regroupent 870 329 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en mars-mai 2023. En période projetée juin à août 2023, ce chiffre pourrait atteindre plus d'un(1) million de personnes soit 4,7% de la population analysée si aucune assistance n'est mise en œuvre.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses faites en mars 2023 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par la Cellule Nationale d'Analyse au cours d'un atelier tenu du 12 Mars au 19 Mars 2023 à l'hôtel Grand Roi de Jacqueville et qui a regroupé une quarantaine de personnes dont 26 hommes et 17 femmes provenant des structures étatiques et non étatiques. L'analyse a porté sur les 31 régions du grâce aux résultats de l'enquête sécurité alimentaire (MEMINADER/DPVSA), Mars 2023 des résultats de l'enquête de suivi des paramètres clés de l'économie des ménages (CONACILSS), Mars 2023; et de plusieurs autres sources de données sur les facteurs contributifs.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023

870 329 personnes	Phase 1 18 millions de personnes
= 4% de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phase 3)	Phase 2 2,9 millions de personnes
	Phase 3 870 329 personnes
	Phase 4 aucune
	Phase 5 aucune

Légende	Phase 5 : famine
Phase 1 : minimale	Non analysé
Phase 2 : sous pression	Zones partiellement inaccessibles
Phase 3 : crise	
Phase 4 : urgence	

Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023

1 million de personnes	Phase 1 17,3 millions de personnes
= 4,7% de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phase 3)	Phase 2 3,4 millions de personnes
	Phase 3 1 million de personnes
	Phase 4 aucune
	Phase 5 aucune

Facteurs déterminants



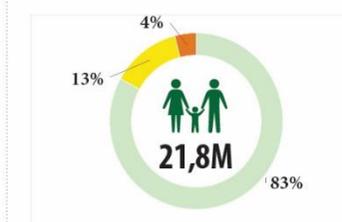
Dysfonctionnement des marchés

Malgré un niveau d'approvisionnement relativement satisfaisant des marchés en produits agricoles nationaux (riz local, igname, banane plantain, cultures maraichères, etc.) et les importations (riz, blé, oignon, poisson, bétail, viande congelée), les prix connaissent une hausse généralisée.

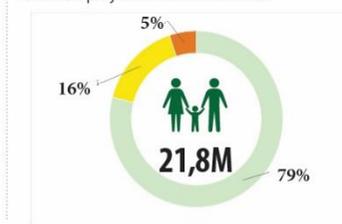
Inflation

des hausses de prix des produits de première nécessité à cause de l'inflation et du contexte régional et international. Malgré un bon niveau d'approvisionnement des marchés, les prix des produits vivriers sont globalement à la hausse par rapport à la même période de l'année précédente.

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires financiers



Recommandations

A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires :

- Elaborer et mettre en œuvre des actions d'urgence pour la prise en charge des personnes en situation de crise ;
- Engager des programmes de renforcement de la résilience pour soutenir les moyens d'existence des populations en phase sous pression ;
- Engager des actions pour soutenir les moyens d'existence des populations en sous pression ;
- Garantir la pérennisation d'un système permanent de collecte de données pour les analyses du Cadre Harmonisé ;
- Prévoir un atelier de formation des membres de la Cellule Nationale du CH pour la maîtrise du nouveau manuel ;

A l'endroit du CILSS

- Appuyer le processus de renforcement de capacités des acteurs nationaux sur les procédures du CH version 3.0 pour les sessions à venir ;
- Appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre du DISSA et la tenue régulière des enquêtes agricoles et de sécurité alimentaire ;
- Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur la formulation des scénarii.

Communication CILSS / AGRHYMET

GAMBIA : FOOD AND NUTRITION SECURITY SITUATION



Key figures

Current situation:
October-December 2022



207,666
people or 8.5% of the population
analyzed in crisis or worse
(Phases 3-5)

Projected situation:
June-August 2023



319,628
people or 13% of the population
analyzed in crisis or worse crisis or
worse (Phases 3-5)

Highlights

The cereal production has increased to 3% in compared to 2021 and 1% compared to 5-year average. Cash crop production has also increased by 7% compared to last year and by 34% compared to the 5-year average. The increase is attributed to the availability and evenly distribution of rainfall and intervention of projects by providing seeds, fertilizer and ploughing services in their intervention areas. Despite the current availability of food stocks from farmers own stock, these are expected to decline during the lean season (June – August 2023).

Even though it is harvest period, there is an increase in prices of basic food commodities across the regions. Cereals increased 35.81% compared to last year and 36.97% compared to the five-year average. The increase in prices is attributed to depreciation of the Dalasi and inflation, as well as the disruption of global supply chain which greatly impacted the local/domestic economy. Prices of basic food commodities are expected to further increase in the projected period thereby limiting access to food by the households.

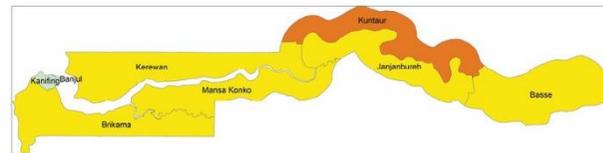
The eight (8) regions of the country that have been analyzed account for 207,666 people in need of immediate assistance (phase 3-5) in October-December 2022. This figure could rise to 319,628 people by June-July-August 2023 if no assistance is provided.

Methodology

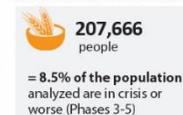
The methodology adopted for the analysis includes the data inventory, data analysis considering the level of administration and reliability scores consistent with the harmonized framework manual CH V2.0 with the participation of various national and international organizations. The main outcomes of the analysis were based on the results of the National Food Security Survey 2022 (NFSS), the Sentinel Survey at Community Level and Household Economy Analysis (HEA). Data from the crop assessment report and other sources from other organizations such as WFP, FAO, Action Against Hunger (AAH), Safe the Children International (SCI). Most of the data was collected at the national level with regional disaggregation. The analysis covered all the 8 regions of the country.

These results were subject to quality review and validation by the Cadre Harmonisé Regional Technical Committee (CT-CH) in Cotonou, Benin, from 14 to 22 November 2022. The work was coordinated by the CILSS with the support of technical partners (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, WFP and Save the Children International).

Current situation: October-December 2022



Current situation: October-December 2022



Phase 1	1,6 million people
Phase 2	584,750 people
Phase 3	201,062 people
Phase 4	6,604 people
Phase 5	None

Légende

Phase 1 : Minimal	Phase 5 : Famine
Phase 2 : Under pressure	Not analyzed
Phase 3 : Crisis	Partially inaccessible areas
Phase 4 : Emergency	

Determining factors



Inflation

Depreciation of the Dalasi and inflation resulting in high prices of basic commodities in the country.

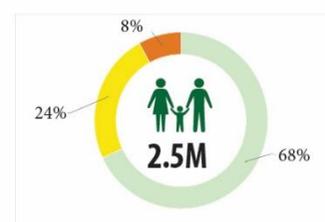


Market malfunction

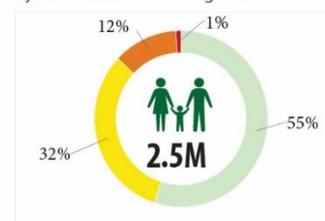
High food prices, the domestic economic downfall as well as the disruption of global supply chain which greatly impacted the local/ domestic economy have negative impact on household's access to sufficient and nutritious food.

Hazards and Vulnerability: loss of employment, flash-flood, windstorm which led to the reduction of purchasing power of households and destruction of houses and farmlands were the major risk factors reported in all the Regions analyzed.

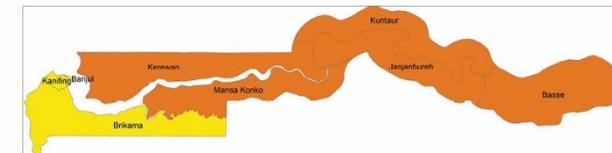
Current situation: October-December 2022



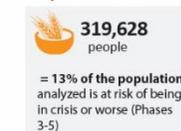
Projected situation: June-August 2023



Projected situation: June-August 2023



Projected situation: June-August 2023



Phase 1	1,3 million people
Phase 2	772,577 people
Phase 3	300,101 people
Phase 4	19,527 people
Phase 5	None

Recommendations

To Decision Makers:

- Provide immediate assistance for the 207,666 people or 8.5% of the analyzed population in crisis or worse (Phases 3-5);
- Promote recovery and resilience interventions to improve self-reliance and reduce dependence on food and nutrition assistance as well as prevent further deterioration of the food and nutrition security situation during the lean season (June–August 2023) and beyond;
- Use the results of CH analysis for planning and formulation of appropriate policies for the food and nutrition insecure populations and zones;
- To improve data availability for CH analysis, funds should be made available for the conduct of Food and Nutrition Security Assessments, especially at District levels for all the Regions.

To Technical and Financial Partners

- Technical partners should work in synergy with one another, guided by the outcome of the CH analysis to avoid duplication of efforts in humanitarian interventions;
- Continue to support the cell members through training and capacity building for improved mastery of the CH process;
- To develop a wider and higher-level dissemination plan for the CH results to reach important food and nutrition security stakeholders and the public.

Partners in the Cadre Harmonisé Analysis



Financial partners

GUINÉE : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023



personnes soit 4% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023



de personnes soit 6% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La production agricole de la campagne 2022/2023 est globalement satisfaisante suite à une bonne pluviométrie enregistrée sur l'ensemble du territoire national. Consécutivement à la hausse enregistrée de la production agricole cette année, le niveau d'approvisionnement en céréales et des tubercules est jugé satisfaisant sur les marchés plus particulièrement au niveau des marchés des zones minières dû à l'accroissement de la population et stable pour les autres préfectures. Les besoins fourragers sont partiellement couverts avec une réduction des superficies pastorales due à la prolifération des exploitations minières industrielles et artisanales dans certaines préfectures. En effet, des déficits fourragers sont observés en cette période de saison sèche dans la plupart des zones des régions pastorales.

Malgré un bon approvisionnement des marchés, les prix des denrées alimentaires sont globalement en hausse par rapport à leur niveau de 2022 en raison de la crise internationale. En perspectives, ces prix pourraient se maintenir voire connaître une hausse en raison de la diminution des stocks paysans en période de soudure. Cela pourrait défavoriser l'accès des ménages aux denrées alimentaires de base notamment le riz local étuvé.

Les 33 préfectures du pays qui ont été analysées regroupent 496 782 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en mars-mai 2023. En période projetée juin à août 2023, ce chiffre pourrait atteindre 709 514 personnes soit 6% de la population analysée si aucune assistance n'est mise en œuvre.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses faites en mars 2023 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par la Cellule Nationale d'Analyse rassemblant les experts nationaux provenant des structures étatiques et non étatiques. L'analyse a porté sur les 33 préfectures du pays tant en situation courante qu'en projetée grâce aux résultats de l'enquête mVAM réalisée par le PAM-Guinée en janvier-février 2022, l'enquête SMART réalisée par le Ministère de la Santé et Partenaires ainsi que les données des facteurs contributifs issus des services pourvoyeurs d'informations sur la SAN. Il convient également de souligner que la zone spéciale de Conakry n'a pas été prise en compte.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023

496 782 personnes	Phase 1	8,7 millions de personnes
= 4% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)	Phase 2	2,1 millions de personnes
	Phase 3	496 782 personnes
	Phase 4	aucune
	Phase 5	aucune

	Phase 1 : minimale		Phase 5 : famine
	Phase 2 : sous pression		Non analysé
	Phase 3 : crise		Zones partiellement inaccessibles
	Phase 4 : urgence		

Facteurs déterminants



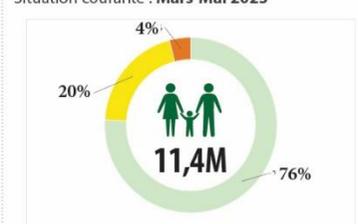
Dysfonctionnement des marchés

l'inflation et le contexte régional et international avec des hausses de prix des produits de première nécessité. Malgré un niveau d'approvisionnement satisfaisant des marchés, les prix des denrées alimentaires restent élevés par rapport à leur niveau de 2021, de 2022 et à la moyenne quinquennale dans tout le pays.

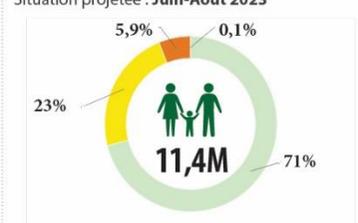
Chocs climatiques

attaques des cultures, pertes sur la production agricole surtout les cultures pérennes (café, cacao, agrumes, palmier à huile, manguiers, anacardier, etc.) et des inondations

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires financiers



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023

709 514 de personnes	Phase 1	8,1 millions de personnes
= 6% de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)	Phase 2	2,5 millions de personnes
	Phase 3	697 390 personnes
	Phase 4	12 124 personnes
	Phase 5	aucune

Recommandations

- A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires:**
- ▶ Mettre en place d'un plan de réponse afin d'apporter une assistance immédiate aux 496 782 personnes en insécurité alimentaire et renforcer la résilience des ménages en phase 2 face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
 - ▶ Appuyer la réalisation des enquêtes de vulnérabilité avant la tenue de chaque atelier national du cadre harmonisé ;
 - ▶ Rendre opérationnel le SAP-Guinée ;
 - ▶ Financer la réalisation des 11 Baselines des zones de moyens d'existence de la Guinée ;
 - ▶ Prendre en charge les sessions nationales d'analyse du Cadre Harmonisé.
- A l'endroit du CILSS**
- ▶ Poursuivre le renforcement des capacités des cadres nationaux de la CNA-CH et des appuis techniques spécifiques ;
 - ▶ Faire un plaidoyer auprès des décideurs pour la réalisation des Baselines des onze (11) zones de moyens d'existence du pays ;
 - ▶ Appuyer l'opérationnalisation des dispositifs de suivi de la SAN (SAP-SAN, GTP, CNA-CH, GTHEA, SIM, Missions conjointes)

Communication CILSS / AGRHYMET

GUINÉE BISSAU : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023



personnes soit 8% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023



personnes soit 6% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La situation agropastorale 2022/2023 est globalement satisfaisante dans l'ensemble du pays. La production céréalière totale (riz, maïs, sorgho, mil, fonio) est estimée à 300.809 tonnes, soit une hausse de 7,5% par rapport à la campagne 2021/2022 et de 27,2% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Sur le plan pastoral, l'état du couvert herbacé est satisfaisant dans toutes les régions du pays ; les points d'eau sont également bien remplis dans l'ensemble du territoire national. Ceci a marqué la fin de la transhumance et la situation zoo-sanitaire reste calme dans l'ensemble.

Les marchés sont globalement bien approvisionnés en céréales (riz et céréales sèches) et autres produits alimentaires notamment le sucre, l'oignon, l'ail, la farine de blé, l'huile alimentaire, le vinaigre même si par ailleurs les prix restent très élevés. La commercialisation de la noix de cajou en 2022, a été relativement bonne par rapport à celle de l'année 2021 ; ce qui augure des bonnes perspectives pour la campagne de commercialisation de 2023.

Les huit (8) régions du pays qui ont été analysées regroupent 95 820 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en mars-mai 2023. En période projetée juin à août 2023, ce chiffre pourrait connaître une légère diminution, soit 78 902 personnes soit 6% de la population analysée.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses faites en mars 2023 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) sous la coordination de la Direction des Statistiques Agricoles et du CONACLSS, et la participation de tous les acteurs nationaux et internationaux de la Cellule Nationale d'Analyse du CH. Pour cette analyse, les données des indicateurs des résultats utilisés sont issues des enquêtes SISSAN 2022. Les données des facteurs contributifs proviennent des rapports du GTP, de la Mission conjointe d'évaluation des récoltes, de suivi des marchés par le PAM, de la protection civile pour les inondations, etc.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Situation courante : Mars-Mai 2023



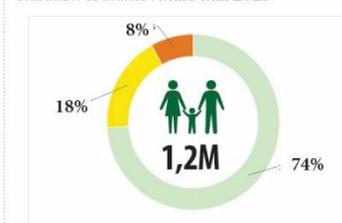
Situation courante : Mars-Mai 2023



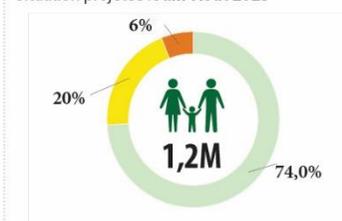
Légende

- Phase 1 : minimale
- Phase 2 : sous pression
- Phase 3 : crise
- Phase 4 : urgence
- Phase 5 : famine
- Non analysé
- Zones partiellement inaccessibles

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires financiers



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Recommandations

A l'endroit du Gouvernement :

- ▶ Mettre en place d'un plan de réponse afin d'apporter une assistance immédiate aux 95 820 personnes en insécurité alimentaire et renforcer la résilience des ménages en phase 2 face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- ▶ Assurer une meilleure appropriation du SISSAN par le gouvernement afin d'assurer la continuité ;
- ▶ Appuyer la réalisation de l'enquête de vulnérabilité à l'insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des ménages ;
- ▶ Faire une inscription budgétaire pour la prise en charge des futurs cycles d'analyse de CH.

A l'endroit des partenaires régionaux et internationaux

- ▶ Appuyer le financement du plan national gouvernement/partenaires de réponse aux urgences ;
- ▶ Soutenir les efforts de l'Etat dans la conduite régulière de l'enquête permanente agricole et le recensement national de l'agriculture et de l'élevage ;
- ▶ Apporter des appuis techniques et financiers pour assurer la collecte de données régulières et fiables permettant d'améliorer les analyses nationales du Cadre Harmonisé ;

Communication CILSS / AGRHYMET

GHANA : FOOD AND NUTRITION SITUATION



CADRE HARMONISÉ

Key figures

Current situation :
March-May 2023



of people, which 5% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Projected situation :
June-August 2023



of people, which 4% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Key figures

The 2022-2023 food production was relatively good as all the commodity groups increased significantly against their 5-year averages. Legumes had the highest increase (21.93%), followed by cereals (18.59%) and starchy staples (17.29%). The fish production also increased by 32.5% as compared to the 5-year average

The overall increase in food prices continues to impair optimal food access especially for market reliant households, due to weakened purchasing. The high price levels of food commodities are partly attributable to high fuel prices and the consequential hike in transportation fares. Other factors include the soaring prices of agricultural inputs such as seeds and fertilizers. This situation is further compounded by the poor condition of major trunk roads connecting rural and urban markets.

The 66 districts analyzed account for about 1.5 million people, representing 4.5% of the population in need of immediate assistance (phase 3-5) in March-May 2023. During the projected period (June to August 2023), the number of food insecure people is expected to decline slightly to 1.3 million people (4.2% of the population), due to the arrival of early harvests from some food crops, engagement of the citizenry in off-farm livelihood activities and social protection programs to enable them to withstand economic shocks.

Methodology

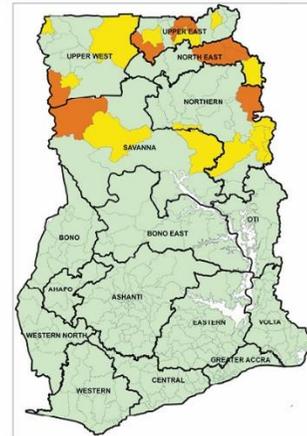
The methodology adapted and used for the march 2023 CH analysis is the new version 2.0 of the CH manual by members of the TWG from Government agencies and International Organizations such as World Food Program (WFP) and USAID. The March 2023 Cycle of the CH analysis covered 66 analysis units. All 55 districts in the five regions in northern belt of Ghana were analyzed at the district level while 65 districts out of 206 across 11 regions in the southern part were analyzed at the regional level. Data was collected on two food security outcomes (food consumption and livelihood change) as well as five key drivers and contributing factors namely, hazards and vulnerability, food availability, food access, food utilization and stability. Outcome level data for nutrition was not available for the CH analysis during the period under review.

These results were subject to quality review and validation by the Cadre Harmonisé Regional Technical Committee (CT-CH) in Bamako, Mali, from 20 to 28 march 2023. The work was coordinated by the CILSS with the support of technical partners (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, WFP and Save the Children International).

CH partners



Current situation : March-May 2023



Current Situation : March-May 2023



Legend



Determining factors



Market dysfunction

Prices of food commodities showed upward trends over the last 5 years (maize: 278%, plantain: 250%, cassava: 187%, cowpea 240%). The key challenges includes the unfavorable terms of trade, transportation increase, fuel price increase, despite the slight increase in the production

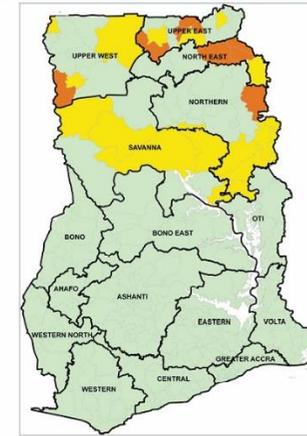
Inflation

Depreciation of local currency and inflation as a result the global and regional context; the food inflation witnessed a record high year-on-year figure of 59.1% in February 2023 as against 17.4% same period in 2022, due to Russia-Ukraine crisis on the national economy

Hazards and Vulnerability

such as wind/rainstorm, bush fires and domestic/commercial fires, high cost of agricultural inputs, high food prices, high fuel or transportation prices, sudden price fluctuations. The overall impact of the hazards on food production and livelihoods is significant as the affected population and croplands increased by 19% and 37% respectively compared to the 5-year average.

Projected situation : June-August 2023



Recommendations

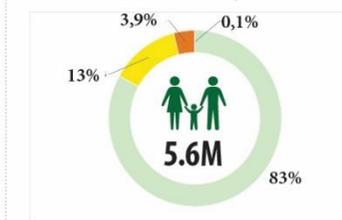
For Action by Policy Makers :

- Government should collaborate with relevant Development Partners to explore opportunities to prioritize vulnerable food insecure people for inclusion in social protection programmes (e.g. LEAP) to support their capacity to withstand economic shocks;
- Leverage and/or upscale developmental interventions to support people under stress (CH phase 2) to reinforce resilience, preserve livelihoods and forestall slip to deeper levels of vulnerability and food insecurity;
- To curtail the fluctuations and spike in prices of food commodities especially staples, Government should intervene by intensifying its efforts in the construction of warehouses across the country through the "One District One Warehouse" initiative;
- Government should resource the Technical Working Group (TWG) of the Cadre Harmonisé to enable regular meetings to compile and collate data well ahead of future Cadre Harmonisé workshops.

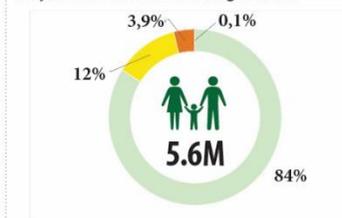
For Action by Development, Technical and Financial Partners:

- To capture all the districts in the country and increase representativeness, there is the need for more financial and technical support especially from Development Partners, particularly those interested in food and nutrition insecurity, to expand the coverage of the Food Security and Nutrition Monitoring System (FSNMS) and facilitate its regular conduct;
- Broaden the scope of financial and technical support from National (WFP, FAO, UNICEF, etc.) and regional (CILSS) partners to the TWG of the Cadre Harmonisé, including the establishment of decentralized regional CH cells, especially due to the current plans to upscale the CH activities to all districts in the country.

Current situation : March-May 2023



Projected situation : June-August 2023



Financial partners



Communication CILSS / AGRHYMET

LIBERIA : FOOD AND NUTRITION SITUATION



CADRE HARMONISÉ

Key figures

Current situation :
October-December 2022

373,230

people, which 8% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Projected situation :
June-August 2023

531,268

of people, which 11% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Key figures

Generally, the availability of locally produced food commodities remains good during the current period which coincides with the harvest season of the main staple food (rice) though the country recently experienced low availability of imported rice in the market due to disruptions in the supply chain.

The country remains a net importer of food, and the locally produced does not last for more than three months thus making majority of the population dependent on market for accessing staple food. This is coupled with a situation of food price hikes that decreases the purchasing power of the most vulnerable population, which are only marginally able to meet their food needs. According to the food security survey conducted in the country access to food remains a challenge due to bad conditions of roads connecting counties and high fuel prices that led to hikes in food prices.

The fifteen (15) counties of the country that have been analyzed account for 373,230 people in need of immediate assistance (phase 3-5) in October-December 2022. This figure could rise to 531,268 people by June-July-August 2023 if no assistance is provided.

Methodology

The Cadre Harmonisé Version 2.0 methodology was used for the analysis. A review of the available data, analysis and filling in data and information by region in working groups and thereafter consolidated the data in a plenary session. The participants in the analysis were drawn from key institutions or organizations involved in food and nutrition security. Most of the data used comes from the latest Liberia Rapid Food Security, Livelihoods, Nutrition and Markets Assessment.

These results were subject to quality review and validation by the Cadre Harmonisé Regional Technical Committee (CT-CH) in Cotonou, Benin, from 14 to 22 November 2022. The work was coordinated by the CILSS with the support of technical partners (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, WFP and Save the Children International).

CH partners



Current situation : October-December 2022



Current Situation : October-December 2022

373,230 persons	Phase 1 3,4 millions of persons
= 8% of the analysed population are in crisis and above (Phases 3-5)	Phase 2 1 million of persons
	Phase 3 365,748 persons
	Phase 4 7,483 persons
	Phase 5 none

Legend

Phase 1 : Minimal	Phase 5 : Famine
Phase 2 : Under pressure	Not analyzed
Phase 3 : Crisis	Partially inaccessible areas
Phase 4 : Emergency	

Determining factors

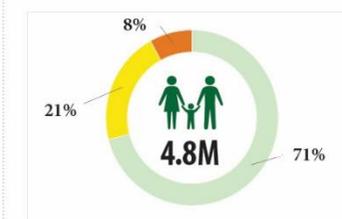


Market dysfunction

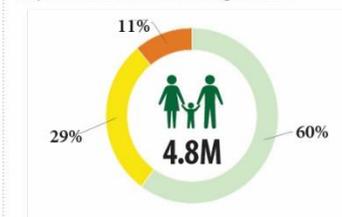
Bad roads generally remain a challenge in the country especially in the rainy season, coupled with increase in the price of petroleum products, thereby increasing transportation costs which have rippling effects on the prices of basic food commodities. This is coupled with a situation of food price hikes that decreases the purchasing power of the most vulnerable population, which are only marginally able to meet their food needs.

Depreciation of local currency and inflation as a result the raging Russia-Ukraine crisis which is having a huge toll on the already fragile economy of Liberia that is recovering from the global COVID-19 pandemic

Current situation : October-December 2022



Projected situation : June-August 2023



Financial partners



Projected situation : June-August 2023



Projected situation : June-August 2023

531,268 persons	Phase 1 2,8 millions of persons
= 11% of the analysed population at risk of crisis and above (Phases 3-5)	Phase 2 1,3 millions of persons
	Phase 3 509,913 persons
	Phase 4 21,354 persons
	Phase 5 none

Recommendations

To Government and partners

- Government and partners should engage on resource mobilization to support especially those populations in phase 3 (crisis) and phase 4 (emergency);
- The government and its partners should reawaken and strengthen resilience-building programs (seeds systems development, irrigation schemes, short duration crops, social safety net, range land development, access to finance, establishment of food banks) of people in phase 2
- Government and partners should lend much support to the agriculture sector in order to boost local food diversifications and increase food production;
- This will decrease dependency on imported food and mitigate the issues of market price fluctuations;
- The government and its partners should assess the nutritional status particularly among children and women;
- Strengthen information systems to obtain the required data and information during the different analysis cycles, including nutrition;
- Strengthen the capacities of the national institutions to partake in the Harmonized Framework exercise;
- Support the establishment of an early warning system for better food security monitoring and reporting.

Communication CILSS / AGRHYMET

MALI : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023

761 000

de personnes soit 3,4 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023

1,3 million

de personnes soit 5,7 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La production globale de céréales légèrement supérieure à la moyenne quinquennale d'environ 5%, on s'attend à une disponibilité céréalière moyenne et suffisante pour les demandes de consommation de mars à août 2023.

Des prix des céréales, supérieurs à la moyenne quinquennale sur la plupart des marchés aussi bien en situation courante qu'en période projetée, affectent négativement (moyen à fort) l'accessibilité des ménages pauvres aux vivres qui ont alors recours à des stratégies d'adaptation atypiques.

L'insécurité au Centre et au Nord du pays a entraîné des pertes de superficies cultivables, des enlèvements de bétail, des pillages et des destructions de biens et de récoltes et surtout des déplacements inhabituels de populations, particulièrement dans la région de Ménaka où 37% de la population est déplacée.

Les 59 zones (dont 3 zones inaccessibles) analysées regroupent environ 761 000 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2023. Ce chiffre pourrait atteindre 1,3 million (dont 76 300 personnes en urgence et 2 500 en catastrophe) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2023 (Juin-Août 2023).

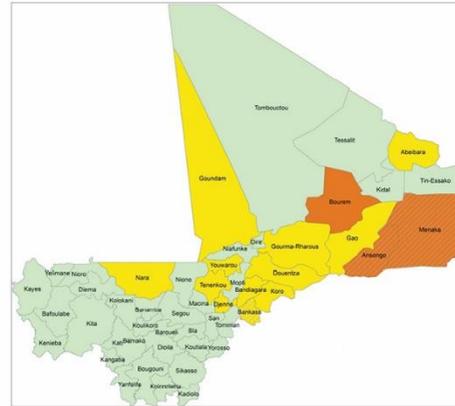
Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses faites en mars 2023 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par 89 membres (dont 7 femmes) de la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs, des organisations de la société civile et des organisations du système des Nations Unis (FAO, PAM).

Les données prises en compte dans les analyses sont essentiellement issues des Enquêtes sécuritaires alimentaires, (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages), des analyses d'économie des ménages (HEA), des enquêtes agricoles, suivi des marchés, les données agroclimatiques, les données sur les risques de catastrophe, sur la vulnérabilité, sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité)...

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023

761 000 personnes

= 3,4 % de la population analysée est en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	18,7 millions de personnes
Phase 2	2,9 millions de personnes
Phase 3	722 000 personnes
Phase 4	4 800 personnes
Phase 5	aucune

Légende

- Phase 1 : minimale
- Phase 2 : sous pression
- Phase 3 : crise
- Phase 4 : urgence
- Phase 5 : famine
- Non analysé
- Zones partiellement inaccessibles

Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

L'inflation des prix, en raison d'un environnement national, sous régional et international (crise russo-ukrainienne) toujours défavorable, affectera négativement les moyens d'existence des ménages particulièrement dans les centres urbains.



Insécurité civile

Insécurité au Centre et au Nord du pays a entraîné des pertes de superficies cultivables, des enlèvements de bétail, des pillages et des destructions de biens et de récoltes et surtout des déplacements inhabituels de populations.



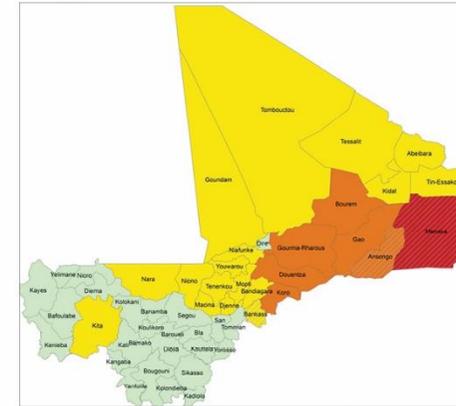
Nombre élevé de déplacés internes

412 000 personnes déplacées internes (PDI) soit une augmentation de plus de 200% par rapport à novembre 2022.

Chocs climatiques

Les inondations dues aux pluies diluviennes et à la forte crue des fleuves ont entraîné des dégâts matériels importants, des pertes de superficies agricoles emblavées et de bétail. Au total, 72 025 personnes ont été affectées à travers le pays.

Situation projetée : Juin-Août 2022



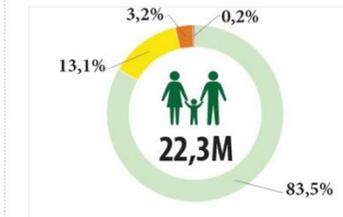
Situation projetée : Juin-Août 2023

1,3 million de personnes

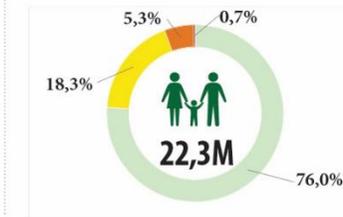
= 5,7 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	17 millions de personnes
Phase 2	4 millions de personnes
Phase 3	1,2 million de personnes
Phase 4	76 300 personnes
Phase 5	aucune

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Recommandations

Actions urgentes :

- Apporter une assistance humanitaire d'urgence dans la région de Ménaka durement éprouvée par la crise sécuritaire ;
- Fournir une assistance alimentaire en faveur des 1,2 million de personnes en phase 3 et pire, soit 5,7% de la population du pays pendant la période de soudure juin-août 2023 ;
- Appuyer la reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et réfugiées, et celles de retour dans leurs terroirs ;
- Engager des actions de résilience (cash transfert, Vives Contre Travail, Vives Contre Actifs, Vives Contre Formation, reconstitution de cheptel, aménagements de proximités, ...) dans les cercles en insécurité alimentaire (phase sous pression) pour 4 000 000 personnes soit 17,94% de la population totale du pays ;
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition qui est un problème préoccupant dans l'ensemble du pays,

A L'ENDROIT DU CILSS ET DE SES PARTENAIRES :

- Poursuivre l'appui financier à l'organisation des ateliers CH ;
- Renforcer les capacités du comité national d'analyse sur la nouvelle version 3.0 du CH ;
- Poursuivre l'appui technique au comité d'analyse pendant les ateliers CH.

Partenaires de l'analyse du Cadre Harmonisé



Partenaires financiers



Communication CILSS / AGRHYMET

MAURITANIE : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023

272 000 personnes

soit 7,7% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023

472 300 personnes

soit 13,3% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les bonnes conditions de l'hivernage se sont répercutées favorablement sur la situation agropastorale du pays. En effet, les prévisions de production agricole font état d'une production céréalière en augmentation de 10% par rapport à l'année dernière et de 35% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

La situation pastorale est globalement bonne, caractérisée par un bon développement des pâturages et une disponibilité abondante d'eau pour l'abreuvement du bétail. Toutefois, les pâturages varient d'une zone à l'autre.

Les prix des principales denrées alimentaires importées ont connu une forte hausse par rapport à la même période de l'année passée et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Particulièrement, le prix du blé, qui est la denrée la plus consommée, a connu une hausse de 63% par rapport à la moyenne des 5 dernières années à la même période.

Les 48 Moughataa analysées regroupant environ 272 000 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2023. Cette situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader et atteindre environ 472 300 personnes en période de soudure (juin-août 2023).

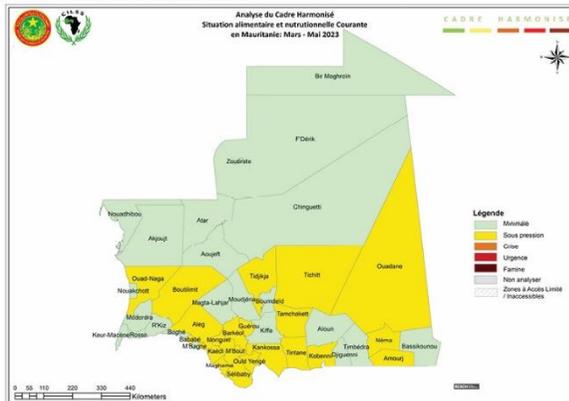
Méthodologie

La session d'analyse de la sécurité alimentaire à travers le Cadre Harmonisé (CH) s'est tenue du 13 au 18 mars 2023 dans la salle de réunion de l'hôtel Sunset à Nouakchott (Mauritanie).

L'atelier avait réuni les représentants des services nationaux et les représentants des partenaires internationaux : le PAM, la FAO, l'UNICEF, l'Action Contre la faim et Oxfam, le CILSS.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023

272 000 personnes

= 7,7% de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase	Nombre de personnes
Phase 1	2,7 millions de personnes
Phase 2	649 000 personnes
Phase 3	271 000 personnes
Phase 4	1 100 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



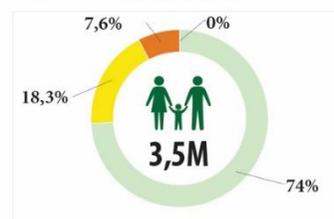
Dysfonctionnement des marchés

Malgré un bon niveau d'approvisionnement des marchés, la cherté des prix des produits alimentaires de base amorcée depuis l'année dernière persiste encore à cause de la crise du marché international.

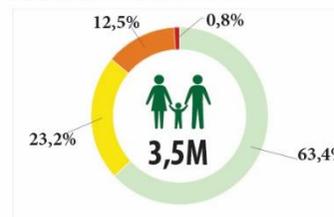
Situation climatique

L'hivernage 2022-2023 s'est caractérisé par une bonne pluviométrie dans la quasi-totalité des wilayas du pays accompagnée d'une bonne répartition spatiotemporelle. La situation pluviométrique est normale à excédentaire sur environ 89 % des postes pluviométriques par rapport à la moyenne (1981-2010). Ces bonnes conditions de l'hivernage se sont répercutées favorablement sur la situation agropastorale du pays.

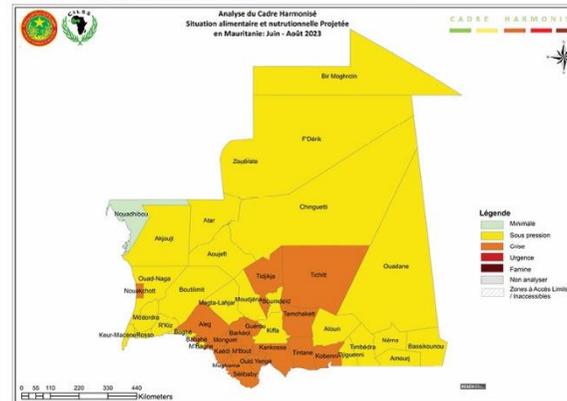
Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023

472 300 personnes

= 13,3% de la population analysée risquent d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase	Nombre de personnes
Phase 1	2,3 million de personnes
Phase 2	824 000 personnes
Phase 3	445 000 personnes
Phase 4	28 000 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires :

- Renforcer et élargir les programmes sociaux visant à soutenir les pouvoirs d'achat des populations les plus démunies, Boutiques TEMWIN, AGR etc ;
- Apporter une assistance aux ménages vulnérables à travers un plan de réponse concerté ;
- Mettre en œuvre des programmes de prévention et de traitement de la malnutrition au niveau des régions les plus affectées ;
- Assurer le suivi rapproché de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale dans les zones à risque ;
- Renforcer les capacités des services pourvoyeurs d'information dans la collecte et l'analyse des données au niveau Moughataa ;

A l'endroit du CILSS

- Renforcer le programme de formation des membres de la cellule Nationale sur le nouveau Manuel CH3.0

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Partenaires financiers



Communication CILSS / AGRHYMET

NIGER : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023

2,4 millions

de personnes soit 9,4 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023

3,2 millions

de personnes soit 12,6 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Des productions agricoles définitives relativement bonnes, en hausse comparées à celles de la campagne précédente et la moyenne quinquennale sont observées.

Sur le plan pastoral, une production fourragère jugée mauvaise et marquée par un déficit énorme sur le plan national couvrant seulement 63,30% des besoins du cheptel.

Sur le marché agricole, des niveaux de prix supérieurs à ceux de l'année passée et ceux de la moyenne des cinq dernières années pour les principaux produits agricoles sont observés. Toutefois, une tendance à la hausse des prix des animaux sur pieds avec des variations selon les catégories sont observés sur le marché à bétail avec des TDE globalement favorables (1 bouc pour 131 kg de mil) aux éleveurs.

Les 75 zones (y compris 8 zones urbaines et 16 zones inaccessibles) analysées regroupent environ 2,4 millions de personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2023. Ce chiffre pourrait atteindre 3,2 millions (dont 150 169 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2023 (Juin-Août 2023).

La présence des déplacées internes estimées à 361 593 personnes notamment au niveau des régions de Tillabéri, Diffa, Maradi et Tahoua au 01 janvier 2023 pour fait d'insécurité civile.

Méthodologie

L'analyse a été faite sur la base de la version 2.0 du cadre Harmonisé. Cette année l'analyse a mobilisé 135 participants dont 23 femmes issus des services étatiques et leurs partenaires. Le cycle d'analyse de mars 2023 est caractérisé par une disponibilité relative des données requises pour dérouler le processus, mais aussi par l'insuffisance des preuves directes plus récentes (non-déroulement de l'enquête EVIAM février 2023).

Pour les facteurs contributifs, à part certains issus de l'enquête sites sentinelles de novembre 2022, l'accent a été mis sur l'utilisation des nouvelles données pour mieux construire la convergence de preuve, démontrant une actualisation de la situation de chaque groupe de facteurs contributifs en termes de son évolution en sens d'amélioration ou de détérioration.

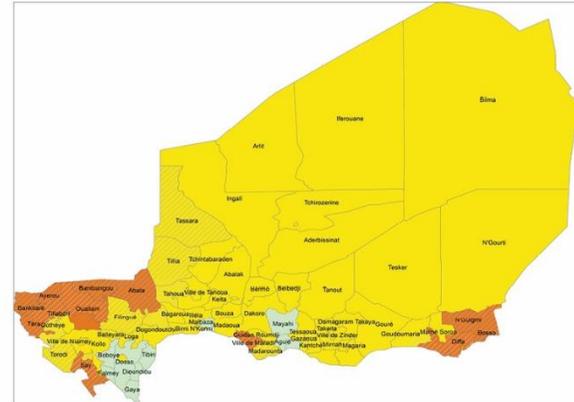
Pour les indicateurs de résultats, comme les données sont collectées en octobre, ils sont maintenus dans la partie RESULTAT, mais en faisant la mise à jour de l'analyse par la contextualisation et en veillant bien à la prise en compte de l'inférence des facteurs contributifs.

Concernant la nutrition, les résultats IPC AMN ont été valorisés pour la majorité des zones, à l'exception des 14 zones. Pour ces dernières, la plupart soit des villes, soit situées dans une situation d'insécurité. Aussi, il manque de données sur la mortalité dans toutes les zones.

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023



Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

La hausse/flambée des prix des denrées alimentaires par rapport à la moyenne quinquennale;

Un choc économique lié surtout à la nouvelle politique monétaire du Nigéria (changement de la NAIRA), affectant les régions de Diffa, Zinder, Maradi et Tahoua.

Chocs climatiques

Des inondations dues aux crues ayant occasionné 38095 personnes sinistrées dans les régions de Tillabéri et Diffa avec 1176 ha de cultures inondées à Tillabéri et 4.977 maisons effondrées à Diffa.

Des feux de brousse devenus récurrent dans les zones de bonnes productions.



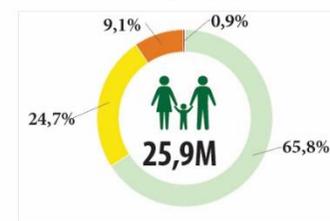
Insécurité civile

Une persistance de la perturbation du fonctionnement des marchés dans certaines zones localisées des régions de Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi en lien avec l'insécurité civile, engendrant des hausses importantes des prix des denrées alimentaires.

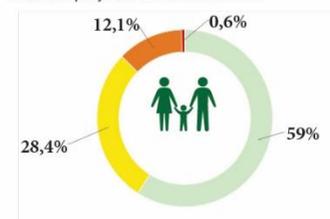


Nombre élevé de déplacés internes 361 593 personnes déplacées internes (PDI) dans le pays fuyant les zones d'insécurité

Situation courante : Mars-Mai 2023



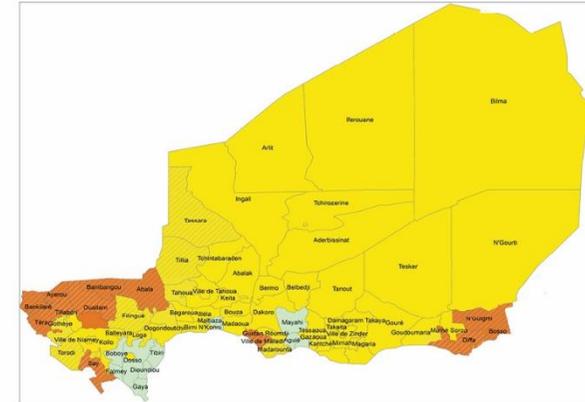
Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires financiers



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Recommandations

Actions urgentes :

- ▶ Renforcer l'assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux personnes en urgence et crise alimentaire ;
- ▶ Appuyer immédiatement les personnes sinistrées à la suite des inondations dues aux crues pour la reconstitution de leurs moyens de subsistance ;
- ▶ Accélérer la mise en œuvre du Plan National de Réponses à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- ▶ Accélérer et renforcer l'opération « vente des céréales et aliment bétail à prix modéré » pour les populations en sous pression afin de leur éviter de basculer en insécurité alimentaire sévère ;
- ▶ Renforcer le dispositif de stock d'aliments pour bétail sur le territoire national ;
- ▶ Renforcer l'accès humanitaire dans les zones affectées par l'insécurité (Tillabéri, Tahoua, Maradi et Diffa)
- ▶ Renforcer des activités de filets sociaux de sécurité au profit des vulnérables pour leur garantir une consommation alimentaire acceptable et protéger leurs moyens d'existence, avec un accent particulier sur les femmes et les groupes à besoins spécifiques;
- ▶ Renforcer les systèmes de collecte de données avec des financements assurés essentiellement par l'Etat.

@Mainassara /Communication CILSS /AGRHYMET

NIGERIA: Cadre Harmonisé Fiche - Acute Food and Nutrition Insecurity Analysis

Current (March – May 2023) and Projected (June – August 2023)



Food and Agriculture Organization of the United Nations

CADRE HARMONISE



Key Figures



24.8M

About 24.8 million people including 18,000 IDPs in 26 States and FCT of Nigeria are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2023.

Overview

Main results for zones affected by food and nutrition insecurity in the 26 States and the FCT.

Food Consumption: Food consumption level has remained inadequate and below the desired threshold across most of the States. In some LGAs in Adamawa, Borno and Yobe, food consumption is largely critical that most of the LGAs fall under the crisis phase. The impact of naira re-design and cashless policies equally took its toll on the consumption potentials of the most households across the nation.

Evolution of Livelihoods: During the current analysis period, most of the households in the analyzed areas adopted crisis to worse level livelihood coping measures. The implication is that most households had irreversibly disposed of their livelihood assets to meet their food and non-food needs. This is most common in the insurgency affected states of Adamawa, Borno and Yobe, where the number of affected LGAs stand at 4, 13, and 10 respectively.

Nutrition: The nutrition situation deduced from the IPC Acute Malnutrition projection for January to April, 2023 covering Adamawa, Borno and Yobe (North East) and Sokoto and Zamfara (North West) shows prevalence of crisis to worse nutrition situation across the states. Borno State has about 16 LGAs whose nutrition status is classified in phase 3 and same for 6 LGAs in Yobe. The LGAs of Adamawa State are largely classified under pressure (Phase 2). In the North West States of Katsina and Zamfara, 17 and 10 LGAs respectively are in phase 3, while LGAs in Sokoto State are largely classified under phase 2. In some inaccessible areas of Borno State, the prevalence of global acute malnutrition has reached very critical levels (Phase 4 and Phase 5).

Mortality: During this current analysis period, there were no evidences to enable the objective analysis of mortality. Thus, across states, mortality outcome was not analyzed. However, past trend indicates a steady reduction in Under five Crude death rate (CDR) across the states.

Key Drivers



Conflict and Insecurity

Insecurity, especially insurgency in the NE states particularly in Borno, Adamawa and Yobe States still persists; armed banditry and kidnapping for money ransom in some NW states such as Katsina, Sokoto and Kaduna states as well as North Central states of Benue and Niger which have also lingered.

Fuel Scarcity

Prolonged scarcity of petroleum motor spirit (PMS), commonly called petrol, and the associated hike in pump price across the states led to astronomical rise in transport fares and cost of food products in Nigerian markets.

Naira Re-design and Cashless Policy

The monetary policy of the Central Bank of Nigeria (CBN) geared towards the redesign of the currency notes and withdrawal of the old notes form circulation created serious bottleneck to households' ability to access cash as well as food commodities.

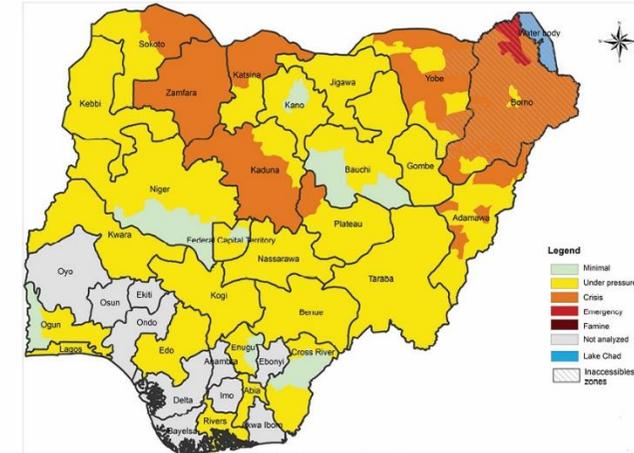
High Inflation

Consistent rising price of food commodities and agricultural inputs across Nigerian markets is one of the drivers of food insecurity. The general consumer price index shows an increase from 15.7% in February 2022 to 21.9% in February 2023 (that is 39.49% point increase) year-on-year.

Partners in the analysis



Projected: Acute Food and Nutrition Insecurity | June - August 2023

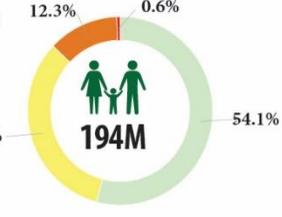


Projection: Acute Food and Nutrition Insecurity June - August 2023

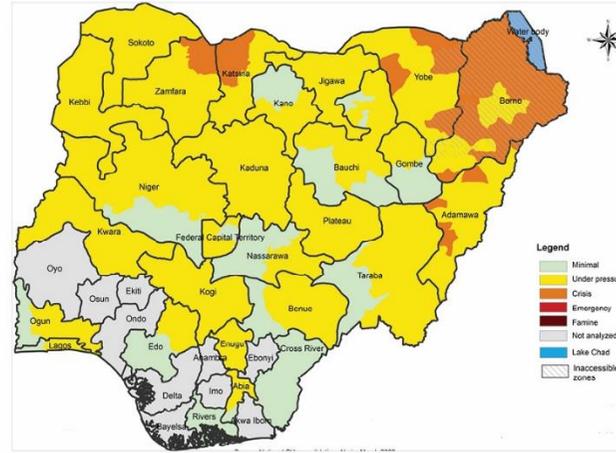


24.8

About 24.8 million people including 18,000 IDPs in 26 States and FCT of Nigeria are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2023.



Current: Acute Food and Nutrition Insecurity | March - May 2023

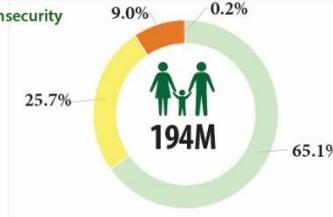


Current: Acute Food and Nutrition Insecurity March - May 2023



17.7M

About 17.7 million people including 14,000 IDPs in 26 States and FCT of Nigeria are in Crisis (CH Phase 3) or worse through May 2023.

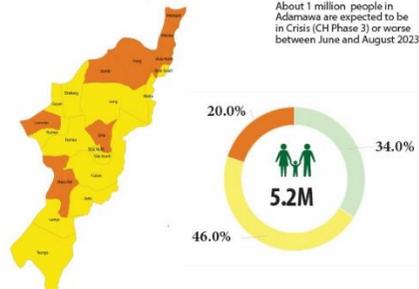


ADAMAWA STATE CH Classification June - August 2023



1M

About 1 million people in Adamawa are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2023.

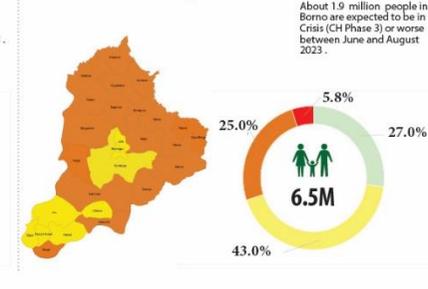


BORNO STATE CH Classification June - August 2023



1.9M

About 1.9 million people in Borno are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2023.

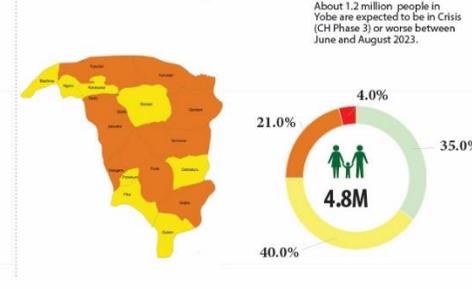


YOBE STATE CH Classification June - August 2023



1.2M

About 1.2 million people in Yobe are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2023.



Donors



SÉNÉGAL : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023

680 000

personnes soit 3,8 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023

1,3 million

de personnes soit 7,1% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La production céréalière de la campagne agricole, indique une hausse de 23% par rapport à la moyenne des 5 dernières années, au niveau national. Concernant les légumineuses, on note une hausse légère (6%) de la production arachidière et une baisse de 19% sur le niébé.

On observe une hausse des prix des denrées de base et de légumineuses de l'ordre de 50% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les 45 zones (y compris 4 zones urbaines) analysées regroupant environ 680 000 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2023. Ce chiffre pourrait atteindre 1,3 million de personnes (dont 57 000 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2023 (Juin-Août 2023).

Méthodologie

L'analyse du cadre harmonisé a été organisée en mars 2023 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par les membres de la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs, des organisations de la société civile et des organisations du système des Nations Unis (FAO, PAM).

Les données sont essentiellement issues des Enquêtes de sécurité alimentaire (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages), le suivi des marchés agricoles et de bétails, les données agroclimatiques, les données sur les risques de catastrophe, sur la vulnérabilité, sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité).

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Bamako, du 20 au 28 mars 2023. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023

Phase	Personnes
Phase 1	14,1 millions de personnes
Phase 2	3,1 millions de personnes
Phase 3	673 000 personnes
Phase 4	7 800 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

Des hausses des prix des céréales et des légumineuses. Des perturbations d'approvisionnement en produits alimentaires importés de grande consommation.

Chocs climatiques

Des inondations, les feux de brousse et les attaques des ennemies des cultures ont été les causes principales des déficits de production agricole et fourragère dans certains départements.

Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023

Phase	Personnes
Phase 1	12,3 millions de personnes
Phase 2	4,4 millions de personnes
Phase 3	1,2 million de personnes
Phase 4	57 000 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

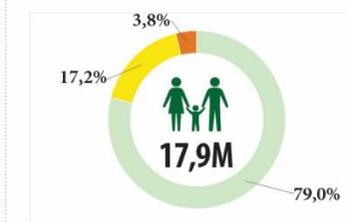
A l'endroit du Gouvernement et de ses partenaires:

- Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 1,3 million de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans le pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence et sauver les vies humaines;
- Assister les ménages pauvres et très pauvres des zones où il y a des populations en crise afin d'apporter des appuis différenciés et ciblés;
- Assister les ménages pauvres et très pauvres des zones où il y a des populations en crise afin de leur apporter des appuis différenciés et ciblés;
- Accompagner l'Etat dans la conduite d'une enquête qui va permettre de cibler et assister les ménages qui sont en situation d'insécurité alimentaire;

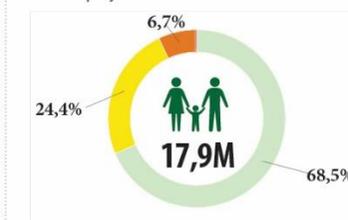
A l'endroit du CILSS

- Renforcer les capacités des membres des CNA-CH sur le manuel 3.0 à travers des sessions de formation

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Partenaires financiers



Communication CILSS / AGRHYMET

SIERRA LEONE : FOOD AND NUTRITION SITUATION



CADRE HARMONISÉ

Key figures

Current situation :
March-May 2023

889,225

people, which 12% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Projected situation :
June-August 2023

1,1 Million

of people, which 16% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Key figures

The 2021 total cereal production is at (1,504,191), while 2022 total cereal production is (1,836,100 Mt). This shows an increase in the production of cereals by 23 percent. When compared to the 5 years average the production trend shows an increase decrease of 46.89 percent. The basic commodities were well supplied across all the districts monitored. The supply of imported rice increased across all the districts analyzed since supply is not dependent on seasonality

Access to food across the 16 districts analyzed is challenging due to increase in commodity prices and reduction in household stock level, negative Terms of Trade, increase transportation due to increase in fuel price, devaluation of the local currency and other economic factors on food distribution and supply chains Generally, the availability of locally produced food commodities remains good during the current period which coincides with the harvest season of the main staple food (rice) though the country recently experienced low availability of imported rice in the market due to global disruptions in the supply chain.

The MUAC across the 16 districts improved significantly owing to improvement in programs such as family planning, malarial elimination, maternal and newborn, child health care and nutrition, community health influencers and promotion including Integrated Management of Childhood Illness have stabilized the situation of Global Acute Malnutrition (GAM).

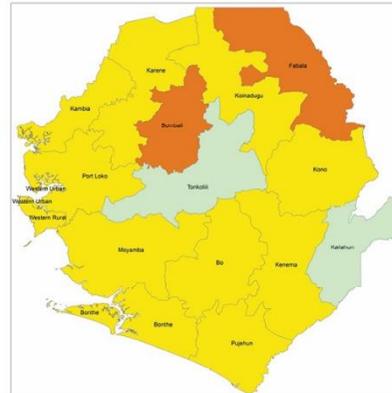
The sixteen (16) districts analyzed account for 889, 225 people in need of immediate assistance (phase 3-5) in March-May 2023. This figure could rise to 1, 180, 824 people or 16% of the analyzed population by June-July-August 2023 if no assistance is provided.

Methodology

The methodology adapted and used for this round of analysis is the new version 2.0 of the CH manual with an excel base tool. The analysis includes the data inventory, data analysis considering level of administration and reliability scores as per the harmonized framework new manual. Participants in the analysis included representatives of Government agencies, partners, and NGOs at the country level. Data presented were, analyzed and reviewed by the group as well as the contributing factors that have impacted on the food security situation (current and projected). There was consensus building among the group members on the classification, phasing and estimation of population. The main limitation is the availability of mortality and stock data.

These results were subject to quality review and validation by the Cadre Harmonisé Regional Technical Committee (CT-CH) in Bamako, Mali, from 20 to 28 march 2023. The work was coordinated by the CILSS with the support of technical partners (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, WFP and Save the Children International).

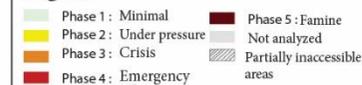
Current situation : March-May 2023



Current Situation : March-May 2023



Legend



Determining factors

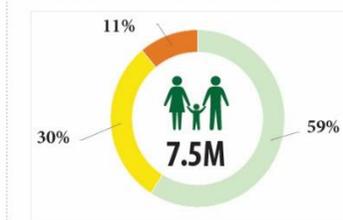


Market dysfunction

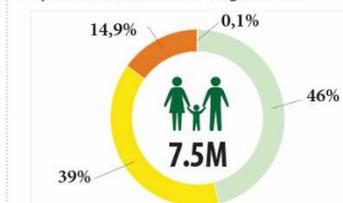
The key challenges includes the unfavorable terms of trade, market price increase, transportation increase, fuel price increase, despite the slight increase in the production.

Depreciation of local currency and inflation as a result the global and regional context due to Russia-Ukraine crisis on the national economy

Currente situation : March-May 2023



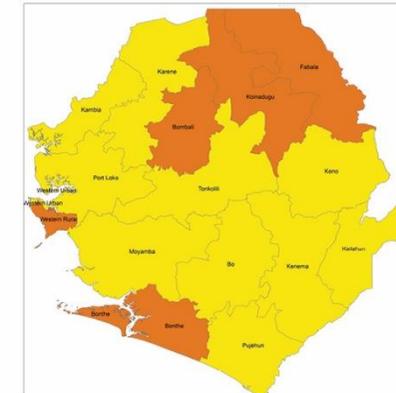
Projected situation : June-August 2023



Financial partners



Projected situation : June-August 2023



Projected situation : June-August 2023



Recommendations

SIERRA LEONE GOVERNMENT

- ▶ Provide immediate assistance to save lives protect livelihood of people in phase 3 to 5
- ▶ Undertake actions to support livelihood assets of the population in phase 2
- ▶ Strengthen Sierra Leone capacities in the area of Early Warning Systems and Food Security Monitoring;
- ▶ Strengthen collaboration with partners for technical and financial support for the conduct of the CH Analysis
- ▶ Provide regular Budget for data collection and CH and other Food Security Analysis
- ▶ To continue providing technical and financial support for timely data collection, especially for the CH Analysis
- ▶ To support capacity building trainings for the National CH Task force members (Level 1 and level 2 trainings)

TECHNICAL AND FINANCIAL PARTNERS

- ▶ Continue to provide technical support to Sierra Leone National Task force;
- ▶ To continue building the capacity of members of the task force especially level 1 for the new members and level 2 for members with level 1;
- ▶ Provide training on different data analysis for specific data sets

CH partners



Communication CILSS / AGRHYMET

TCHAD : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante : Mars-Mai 2023

1 million

de personnes soit 6,4 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée : Juin-Août 2023

1,8 million

de personnes soit 11,5 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

La production céréalière de la campagne agricole 2022/2023 est évaluée à 2 798 642 tonnes, soit une hausse de 6,8% par rapport à l'année dernière et une relative baisse de 1,2% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le bilan céréalier définitif dégage un déficit brut de 445 543 tonnes.

La situation pastorale est caractérisée par une bonne disponibilité fourragère et en eau dans la majeure partie du pays. Cette situation qui a permis d'améliorer l'embonpoint des animaux et aux transhumants de passer plus de temps dans leurs zones d'attache.

Les prix des denrées alimentaires de base en février 2023 sont globalement en hausse par rapport à ceux de l'année dernière et à la moyenne de cinq dernières années. Cette hausse est essentiellement due aux déficits de productions liés aux inondations, aux perturbations des approvisionnements en produits importés à cause du conflit russo-ukrainien et aux fortes demandes soudanaises en céréales et autres produits agricoles.

Les 69 zones analysées regroupent environ 1 million de personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2023. Ce chiffre pourrait atteindre 1,8 million (dont 1 066 993 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2023 (Juin-Août 2023).

Méthodologie

Cet atelier a regroupé une cinquantaine de membres de la cellule nationale d'analyse (CNA) dont huit (08) femmes des services étatiques et des partenaires. Les données utilisées pour l'analyse sont issues de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA), de l'analyse des résultats HEA, des proxys caloriques, des productions agricoles, de l'analyse IPC, de l'Enquête SMART, du suivi des marchés, des rapports de missions de suivi de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale, des rapports des points focaux provinciaux du SISAAP et des estimations des populations.

Les travaux d'analyses ont été faits en travaux de groupes et en plénière. En effet, six (6) groupes composés chacun de 8 à 10 experts ont été constitués. Ces groupes ont terminé l'inventaire des preuves par les données complémentaires et ont effectué des analyses pendant quatre (04) jours.

Utilisant toutes les données existantes (indicateurs de résultats et facteurs contributifs), les différents groupes ont tiré des conclusions qui ont permis d'aboutir au phasage global et à l'estimation des populations de 69 départements pour les périodes courante et projetée. Les restitutions des travaux des groupes ont été faites en plénière durant trois (03) jours.

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation courante : Mars-Mai 2023

1 million de personnes

= 6,4 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	12,6 millions de personnes
Phase 2	2,7 millions de personnes
Phase 3	1 million de personnes
Phase 4	24 602 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

Les prix des denrées alimentaires de base en février 2023 sont globalement en hausse par rapport à ceux de l'année dernière et à la moyenne de cinq dernières années.

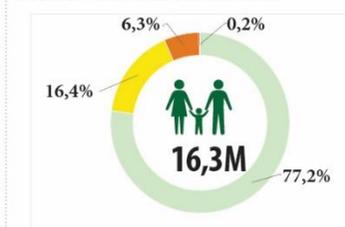


Nombre élevé de déplacés internes
400 000 personnes déplacées internes (PDI) dans le pays fuyant les zones d'insécurité.

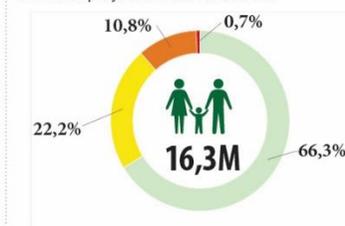
Chocs climatiques

Des fortes inondations ayant occasionnées des déficits de productions et des pertes en vies humaines.

Situation courante : Mars-Mai 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation projetée : Juin-Août 2023

1,8 million de personnes

= 11,5 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	10,8 millions de personnes
Phase 2	3,6 millions de personnes
Phase 3	1,8 million de personnes
Phase 4	106 993 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit de l'ETAT et ses Partenaires Techniques et Financiers :

- Elaborer un Plan National des Réponses pour :
 - Apporter une assistance alimentaire aux 1,8 million de personnes vulnérables en phase crise et urgence par des programmes de transfert monétaire, des ventes à prix modérés et d'aides alimentaires gratuites ;
 - Apporter une assistance immédiate aux personnes victimes d'inondation
- Prévenir et prendre en charge les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes malnutries ;
- Entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et aussi pour les populations en phase sous pression et minimale pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Assister les éleveurs en compléments aliments bétail et intrants vétérinaires dans les zones déficitaires.

Assurer la mobilisation à temps des ressources pour assurer la collecte des données qui alimentent l'analyse Cadre Harmonisé

A l'endroit du CILSS et des partenaires :

- Continuer à renforcer les capacités techniques des membres de la cellule nationale d'analyse du Cadre Harmonisé ;
- Continuer à appuyer techniquement la Cellule Nationale d'Analyse pour la mise en œuvre des cycles d'analyse (coaching et facilitation).

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Partenaires financiers



@Mainasara /Communication CILSS /AGRHYMET

TOGO : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Octobre-Novembre 2022



personnes soit 9% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phase 3)

Situation projetée :
Juin-Août 2023



personnes soit 8% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phase 3)

Points saillants

Les productions agricoles de la campagne 2022/2023 sont globalement moyennes à bonnes avec une production céréalière estimée à 1 432 985 tonnes soit une hausse de 2,10% par rapport à la campagne agricole 2021/2022 et de 5,86% comparativement à la moyenne quinquennale ; celle des racines et tubercules à 2 235 296 tonnes soit une hausse de 1,91% par rapport à la campagne passée et en hausse de 9,36% comparativement à la moyenne quinquennale et des légumineuses et oléagineux à 518 008 tonnes avec une hausse de 40,60% comparativement à la moyenne quinquennale.

L'approvisionnement des marchés agricoles est satisfaisant. Toutefois, les prix des denrées alimentaires pour sont globalement en hausse par rapport à leur niveau de 2021 et à la moyenne quinquennale (allant dans l'intervalle de 20 à plus de 50%).

Les 37 préfectures du pays qui ont été analysées regroupent 568 661 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en octobre-décembre 2022. En période projetée juin à août 2023, ce chiffre connaît une légère diminution soit 487 319 personnes ou 8% de la population analysée mais pourrait être détériorée dans la partie septentrionale à cause de la soudure marquée par une diminution des stocks alimentaires et la hausse saisonnière des prix.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses faites du 09 au 13 Novembre 2022 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par la Cellule Nationale rassemblant les experts nationaux provenant des structures étatiques et non étatiques. L'analyse a couvert 37 préfectures du pays excepté les préfectures de Golfe et d'Agoué-Nyivé. Cette analyse s'est essentiellement basée sur les indicateurs de résultats tirés de l'enquête de la sécurité alimentaire et nutritionnelle financé conjointement par le CILSS et le FSRP-Togo et des données des facteurs contributifs tirés des rapports de suivi de la campagne 2022-2023 des structures du Groupe de Travail Pluridisciplinaires (GTP) ou d'autres organes nationaux similaires (DSID, SIM, Météo, Nutrition, ANPC...).

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Cotonou, du 14 au 22 novembre 2022 à Cotonou au Bénin. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

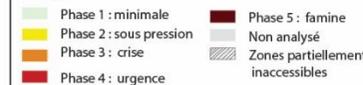
Situation courante : Octobre-Décembre 2022



Situation courante : Octobre - Novembre 2022



Légende



Situation projetée : Juin-Août 2023



Facteurs déterminants



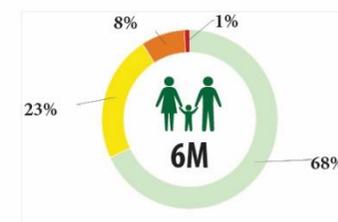
Dysfonctionnement des marchés

l'inflation et les effets de la crise russo-ukrainienne ont provoqué le ralentissement voire l'arrêt des activités économiques (activités génératrices de revenus, commerce, emploi temporaire, échanges commerciaux) et une flambée des prix des produits de première nécessité. Malgré les mesures prises par le gouvernement, les prix des denrées alimentaires restent élevés par rapport à leur niveau de 2021 et à la moyenne quinquennale atteignant 20% à plus de 50% dans certaines préfectures.

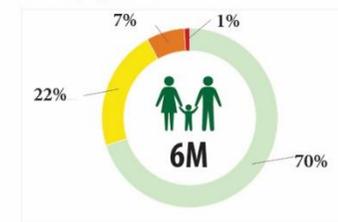
L'insécurité civile

Surtout dans les Savanes avec le déplacement des populations (12 078 de PDI et 12 788 de personnes en provenance du Burkina Faso soit un total de 24 866 Personnes dont 6 177 hommes, 7 547 de femmes et 10 811 enfants) impacte significativement les moyens d'existence des ménages très pauvres et pauvres

Situation courante : Octobre-Novembre 2022



Situation projetée : Juin-Août 2023



Recommandations

A l'endroit de l'ÉTAT et ses Partenaires Techniques et Financiers :

- ▶ Apporter une aide d'urgence pour les populations en crise et urgence ; Soutenir en intrants agricoles les ménages vulnérables pour la campagne à venir ;
- ▶ Améliorer la situation alimentaire des femmes notamment par l'appui à la diversité de production agricole (maraichage et culture des aliments bio fortifiés) ;
- ▶ Faire la promotion des mets locaux à travers la proposition de recettes culinaires au profit des femmes en âge de procréer ;
- ▶ Rendre opérationnel le groupe de travail pluridisciplinaire (GTP) et le système d'alerte précoce (SAP) sur la sécurité Alimentaire et nutritionnelle ;

A l'endroit du CILSS et des partenaires :

- ▶ Appuyer le Togo dans la mise place du plan national de réponse et la prise en charge des personnes vulnérables ;
- ▶ Poursuivre l'accompagnement pour la collecte, le traitement et l'analyse des données sexo-spécifique pour le CH afin de consolider les acquis ;
- ▶ Accompagner davantage le pays dans la collecte des données de SAN tant sur le plan technique que financier

Partenaires de l'analyse du Cadre harmonisé



Partenaires financiers



Communication CILSS / AGRHYMET

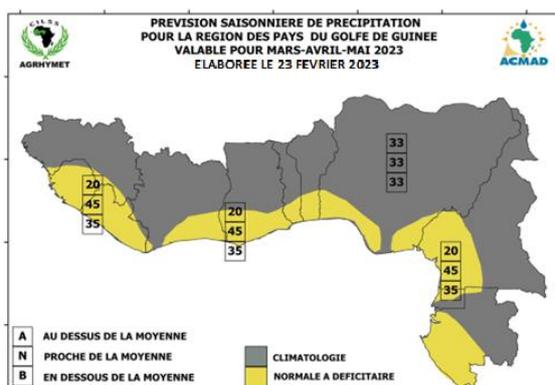
CHAPITRE IV : PERSPECTIVES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES 2022/2023

2.3. 4.1. Perspectives climatiques saisonnières de la région

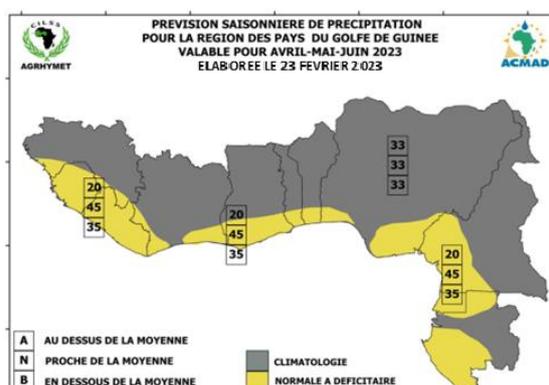
Le forum sur les Prévisions Saisonnières des caractéristiques Agro-hydro-climatiques de la grande saison des pluies pour les zones Soudanienne et Sahélienne (PRESASS - 2023) tenue en avril 2023 à Niamey au Niger, prévoit une saison des pluies 2023 globalement moyenne à humide est attendue au Sahel, avec des dates de démarrage précoces à normales, des dates de fin tardives à normales, des séquences sèches moyennes dans la partie Ouest et à tendance plus longues dans la partie Est et des écoulements globalement excédentaires à moyens dans les principaux bassins fluviaux du Sahel.

2.3.1. Cumuls pluviométriques pour la grande saison des pluies des Pays du Golfe de Guinée

Des quantités de pluies globalement moyennes à déficitaires sont attendues pour les périodes de Mars-Avril-Mai et Avril-Mai-Juin 2023 sur le sud-ouest du Cameroun, les parties sud du Nigéria, du Bénin, du Togo, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et sur le Libéria.



Carte 18: Prévision des cumuls de précipitations pour la période de Mars-Avril-Mai 2023 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée.



Carte 19: Prévision des cumuls de précipitations pour la période d'Avril-Mai-juin 2023 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée

2.3.2. Cumuls pluviométriques pour les zones sahélienne et soudanienne

S'agissant des quantités de pluies attendues, pour la période de Mai à juin 2023, il est prévu des cumuls de précipitation :

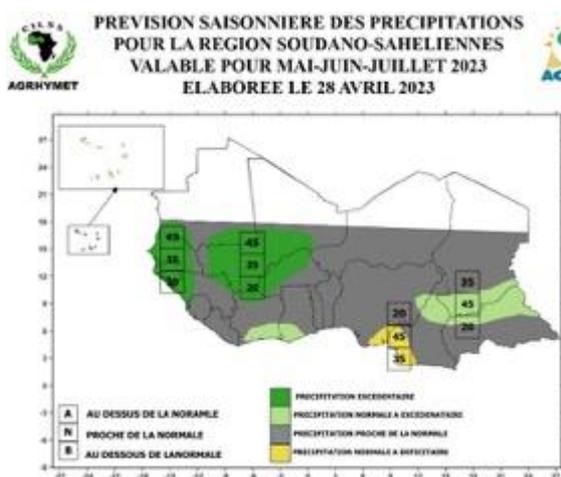
- **Excédentaires à équivalents** aux moyennes sur les îles du Cap vert, sur l'extrême Ouest du Sahel (le Sud-Ouest de la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau et l'Ouest de la Guinée);
- **Équivalents à excédentaires** sur le Sud du Tchad, le Nord du Cameroun, les littoraux de la Côte d'Ivoire et l'Ouest du Ghana ;
- **Équivalents à déficitaires** sur le littoral Est du Nigéria et le littoral Nord-est du Cameroun.
- Ailleurs une situation climatologique est attendue.

Pour la période de **Juin à Août 2023**, une situation humide est globalement attendue dans le Sahel et le Nord des pays du golfe de Guinée. De façon spécifique, des cumuls de précipitation :

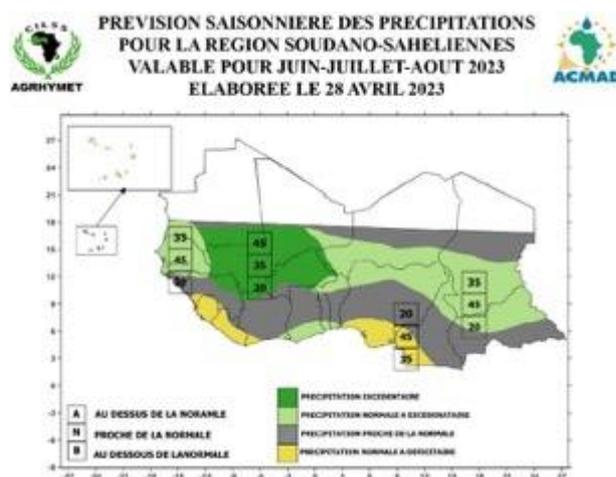
- **Équivalents à excédentaires** sont attendus sur les îles du Cabo Verde, l'extrême Ouest du Sahel (le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la partie Ouest de la Guinée et le Sud-Ouest de la Mauritanie), l'Est du Sahel (Niger, Tchad), le Nord du Togo, du Bénin, du Nigéria, et l'extrême Nord du Cameroun, de même que sur le littoral Est de la Côte d'Ivoire, le littoral du Ghana, du Bénin et du Togo
- **Excédentaires à moyens** sont prévus sur le Centre du Sahel (le centre et l'Ouest du Mali, la quasi-totalité du Burkina Faso)
- **Équivalents à déficitaires** sont attendus sur le littoral Est de la Guinée, la Sierra Léone, le Libéria, le littoral du Nigéria et du Nord-est du Cameroun.
- Ailleurs, une situation climatologique est attendue.

Pour la période **Juillet à Septembre 2023**, la poursuite des conditions humides sur la bande Sahélienne et le Nord des pays du Golfe de Guinée est attendue. Plus spécifiquement, les cumuls de précipitation seraient :

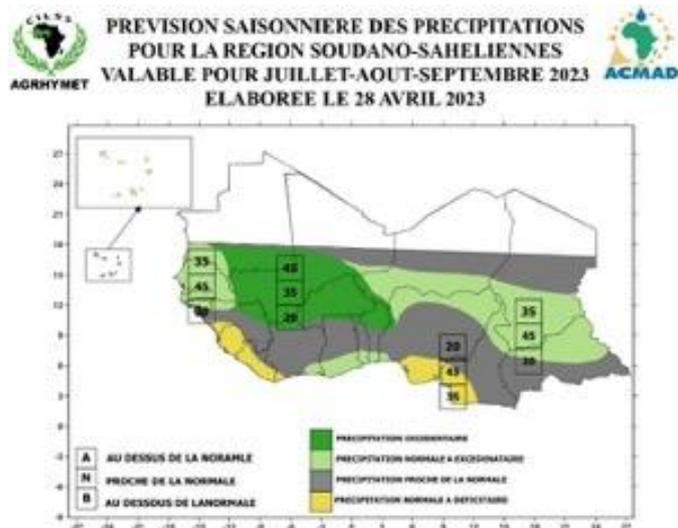
- **Équivalents à excédentaires** sur les îles du Cap vert, l'extrême Ouest du Sahel (le Sénégal, la partie Ouest de la Guinée et le Sud-Ouest de la Mauritanie), le Centre et l'est du Sahel (Niger, Tchad), le Nord du Nigéria et du Cameroun et par endroits sur les littoraux des pays du golfe de Guinée (ouest de la Côte d'Ivoire Ghana, du Bénin, Togo et extrême Ouest du Nigéria).
- **Excédentaires à normaux** sur le Centre du Sahel (le Centre et l'Ouest du Mali, la quasi-totalité du Burkina Faso, l'extrême Ouest du Niger), l'extrême Nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo et le Nord du Bénin ;
- **Équivalents à déficitaires** sur le littoral Est de la Guinée, sur la Sierra Léone, le Libéria, les littoraux du Nigéria et du Nord-est du Cameroun.
- Ailleurs, des cumuls de précipitation proches de la normale sont attendus.



Carte 20: Prévision des cumuls pluviométriques pour la période de Juin-Juillet-Août 2020 dans les zones sahéennes et soudaniennes de l'espace



Carte 21: Prévision des cumuls pluviométriques pour la période de Juillet-Août-Septembre 2022 dans les zones sahéennes et soudaniennes



Carte 22: Prévision des cumuls pluviométriques pour la période de Juillet-Août-Septembre 2022 dans les zones saheliennes et soudaniennes

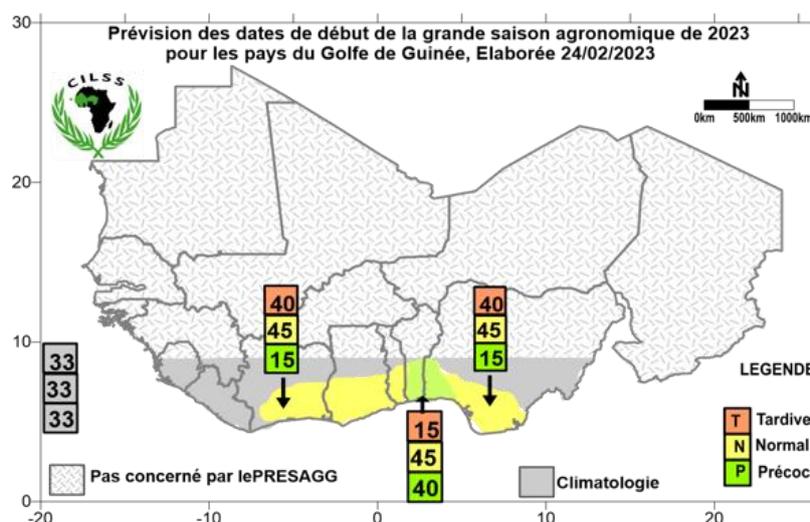
2.4. Perspectives agro-climatiques de la région

2.4.1. Prévision Saisonnière des caractéristiques Agro-Climatiques pour la grande saison des pluies des Pays du Golfe de Guinée

Pour la grande saison des pluies de 2023 dans les pays du Golfe de Guinée, Il est attendu un démarrage normal de la saison ; une fin normale à tardive et des séquences sèches moyennes à courtes.

2.4.2. Dates de début de saison

Les dates de début de saison agricole seront globalement normales à tardives sur la bande sud des pays du Golfe de Guinée, allant du sud-centre de de la Côte d'Ivoire au sud-ouest du Nigeria. Néanmoins, le sud du Benin et l'extrême sud-ouest du Nigeria connaissent un démarrage moyen à précoce.

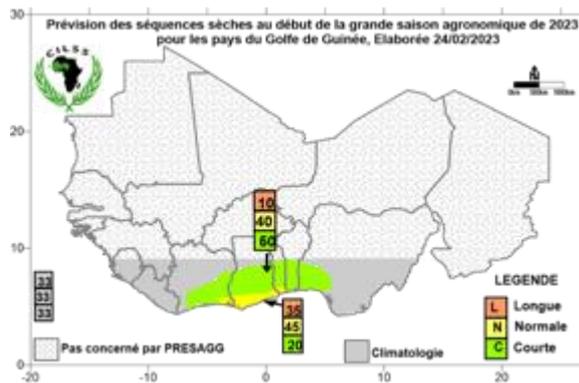


Carte 23: Prévision des dates de début de la grande saison des pluies 2023 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée. Comparaison faite aux dates moyennes de début de saison sur la période 1991-2020.

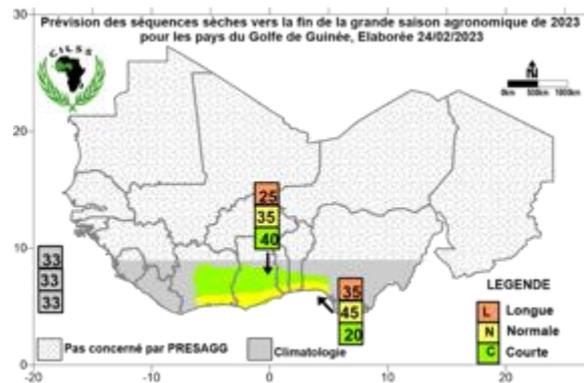
2.4.3. Durées des séquences sèches en début et vers la fin de la saison

Des durées de séquence sèche en début de saison courtes à moyennes sont prévues sur la bande sud des pays du Golfe de Guinée allant du Centre de la Côte d'Ivoire au sud-ouest du Nigeria. Cependant, des durées de séquence sèche moyennes à longues sont attendues sur les littoraux sud-est de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo.

Vers la fin de la saison, des durées de séquence sèche courtes à moyennes sont attendues sur la bande allant du Centre de la Côte d'Ivoire au sud-ouest du Nigeria. Par ailleurs, sur le littoral allant de la Côte d'Ivoire au sud-ouest du Nigeria, des durées de séquence sèche moyennes à longues sont très probables.



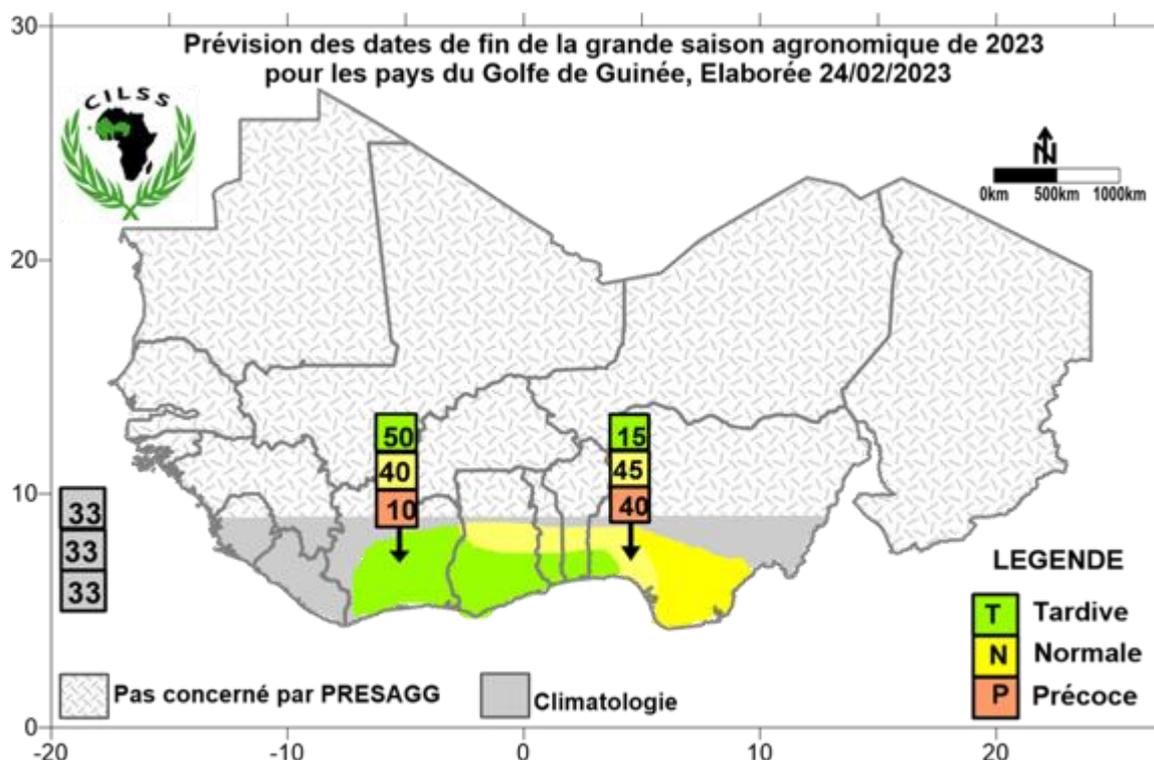
Carte 24: Prévion de la durée des séquences sèches maximales en début de la grande saison des pluies 2023 dans les pays du Golfe de Guinée.



Carte 25: Prévion de la longueur des séquences sèches vers la fin de la grande saison des pluies 2023 dans les pays du Golfe de Guinée.

2.4.4. Dates de fin de saison

Des dates de fin de saison agricole tardives à moyennes sont attendues sur les moitiés sud de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin et d'extrême sud-ouest du Nigeria. Par contre, dans la bande de transition allant du Centre du Ghana, du Togo, du Bénin et le sud du Nigeria des dates de fin moyennes à tardives sont très probables.



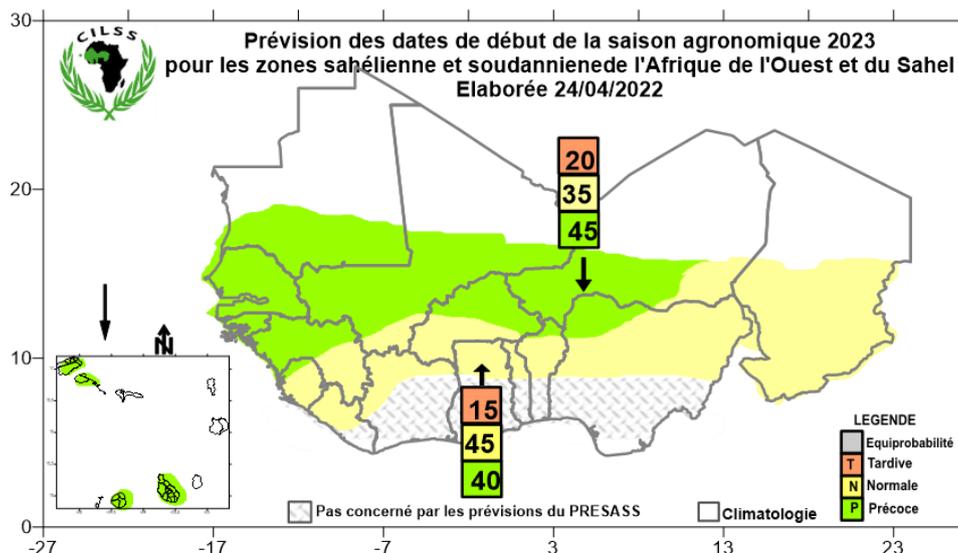
Carte 26: Prévision des dates de fin de la grande saison des pluies de 2023 dans les pays du Golfe de Guinée

2.4.5. Prévision saisonnière des caractéristiques agro-climatiques pour les zones sahéliennes et soudaniennes

Pour la saison des pluies de 2023, une saison des pluies 2023 avec des dates de démarrage précoces à normales, des dates de fin tardives à normales et des séquences sèches moyennes dans la partie Ouest et à tendance plus longues dans la partie Est est attendue.

2.4.6. Dates de démarrage de la saison de pluies

Il est attendu que les dates de début de la saison agricole soient globalement précoces à moyennes sur le Sahel Ouest (le sud de la Mauritanie, du Mali, le sud-ouest du Niger, le Sénégal, la Guinée Bissau, la moitié Nord de la Guinée, y compris les îles du Cap Vert), et le Sahel Central (du Burkina Faso, l'extrême Nord du Bénin et l'extrême Nord-ouest du Nigeria). Sur le Sahel Est (sud-est Niger et Tchad) et la bande soudanienne (extrême Sud du Mali, Sud du Burkina Faso, dans les parties sud de la Sierra Leone, de la Guinée, du Mali, du Burkina Faso, du Tchad, sur l'extrême Est du Niger et les sur les parties Nord du Libéria, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigéria, elles seraient plutôt moyennes à précoces.

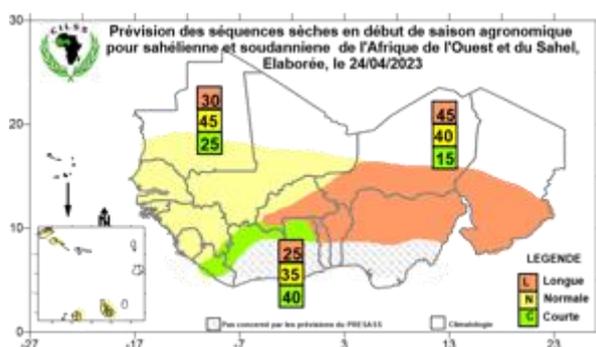


Carte 27: Prévision des dates de début saison agricole 2023 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l’espace CILSS/CEDEAO.

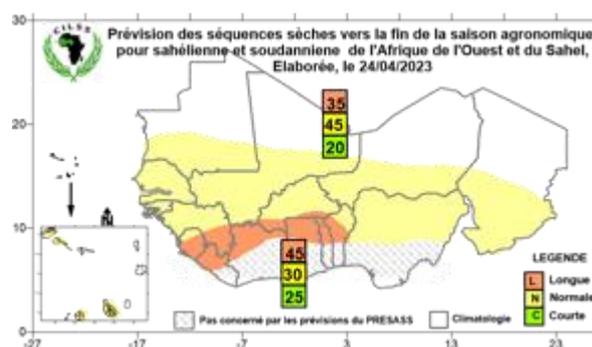
2.4.7. Séquences sèches en début et vers la fin de la saison

Les prévisions indiquent qu’en début de saison, les pauses pluviométriques les plus longues (ou séquences sèches les plus longues) seront équivalentes à plus longues que les moyennes de la période de référence sur les bandes sahélienne et soudanienne de l’Afrique de l’Ouest et du Tchad. Toutefois, une forte probabilité d’observer des pauses pluviométriques plus longues est prévue sur la moitié Est de ces bandes couvrant le sud Burkina Faso, presque sur toute la bande agricole et pastorale du Niger et du Tchad et les parties Nord du Togo, du Bénin et du Nigéria. Par contre, dans les parties Nord du Ghana, de la Côte d’Ivoire et du Libéria, elles seraient plutôt courtes à moyennes.

S’agissant des durées de séquences sèches attendues au cours de la deuxième moitié de la saison des pluies, elles seraient probablement équivalentes à plus longues que les moyennes de la période de référence sur la majeure partie de la bande sahélienne, le Nord-est des pays du Golfe de Guinée, et sur les îles de Cap Vert. Par contre, sur le Nord-ouest des pays du Golfe de Guinée (Sierra Leone, Liberia, Sud Guinée, extrême Sud Burkina Faso, Nord Cote d’Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin), ces durées séquences sèches pourraient être longues à normales.



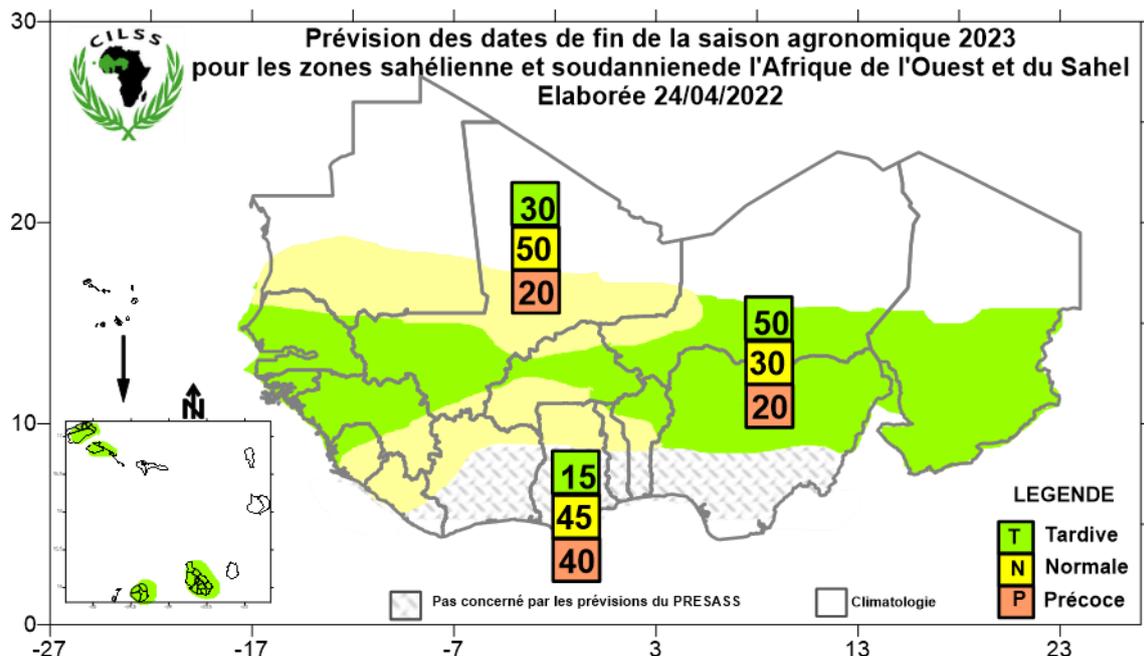
Carte 28: Prévision de la durée des séquences sèches en début de saison des pluies 2023 dans les zones sahéliennes et soudaniennes



Carte 29: Prévision de la durée des séquences sèches vers la fin de la saison des pluies 2023 dans les pays des zones sahéliennes et soudaniennes

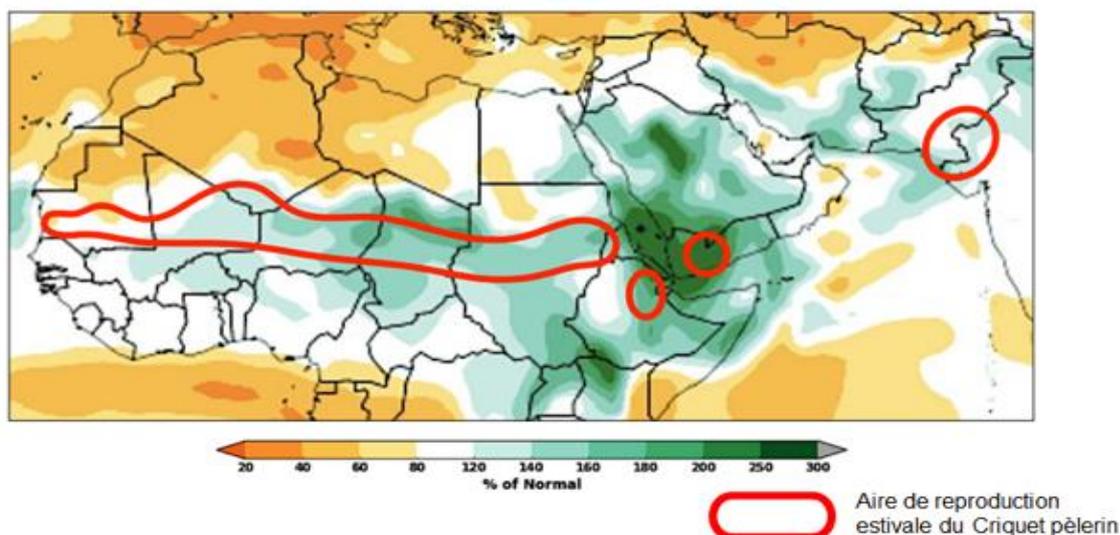
2.4.8. Dates de fin de saison

Pour les dates de fin de la saison agronomique, il est prévu qu'elles soient : tardives à équivalentes aux moyennes sur la bande sahélienne allant du Sénégal au Tchad ; normales à précoces sur les Nord-ouest des pays du Golfe de Guinée (Nord Côte d'Ivoire, Nord Ghana, Nord Togo, et centre Bénin) et au sud de la Guinée, du Mali et du Burkina Faso, de même que sur le Nord-ouest et le centre du Sahel, notamment sur les moitiés sud de la Mauritanie, le Nord du Sénégal, le centre et l'est du Mali, et les Nord-ouest de la bande agricole et pastorale du Niger.



Carte 30: Prévision des dates de fin de la saison des pluies 2023 dans les zones sahéliennes et soudanienne de l'espace CILSS/CEDEAO

2.5. Perspective phytosanitaire



Carte 31: Prévisions saisonnières des anomalies des précipitations dans les aires de reproduction estivale du Criquet pèlerin (Source : World Climate Service & DLIS/FAO)

Sur la base des prévisions saisonnières issues de huit modèles (CFSv2, ECMWF, et Copernicus [CMCC, DWD, ECCO, JMA, Météo-France, UKMO]) pour la période de reproduction estivale, il est attendu des précipitations excédentaires sur l'ensemble de la zone septentrionale. À l'exception de la Mauritanie, ces prévisions augurent des conditions écologiques favorables au développement et à la reproduction du Criquet pèlerin dans les pays de la ligne de front du Sahel. Des opérations de surveillance doivent être entreprises dès le début de la saison estivale (juillet) par les équipes de surveillance des unités de lutte antiacridienne des pays de la ligne de front.

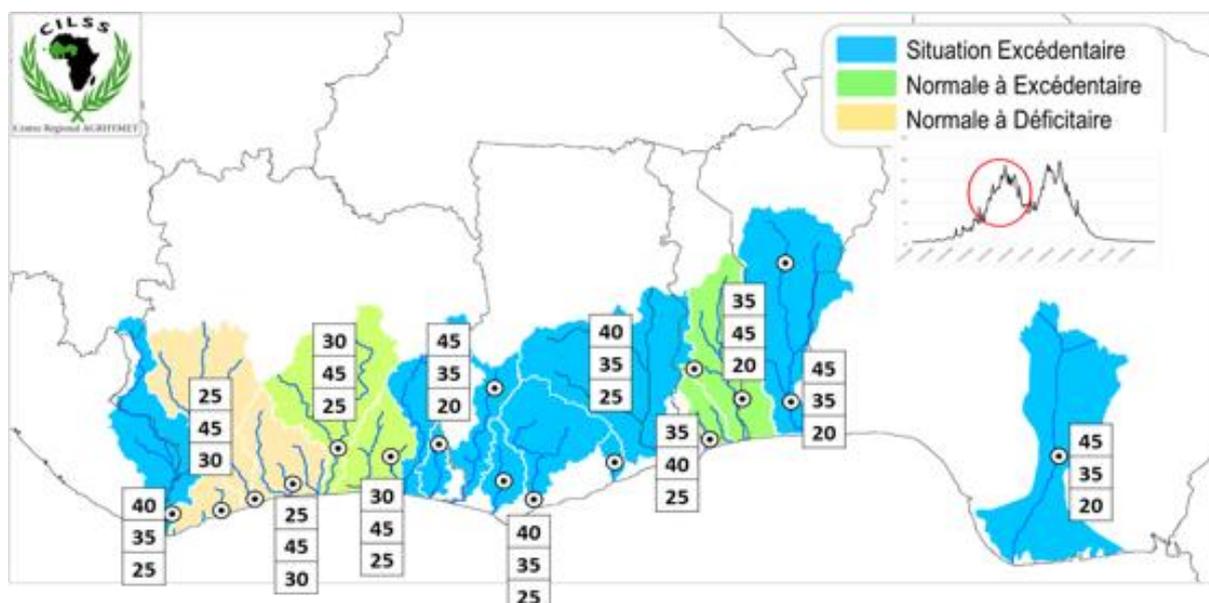
Les prévisions saisonnières du golfe de Guinée indiquent des séquences sèches longues après le démarrage de la saison. Ces pauses pluviométriques pourraient favoriser la prolifération de certains ennemis des cultures et en particulier de la chenille légionnaire sur la culture du maïs en phase végétative dans les pays de la zone soudanienne et du golfe de Guinée. Des mesures d'anticipation doivent être mises en œuvre pour prévenir toute prolifération de ce ravageur.

2.6. Perspective Hydrologique

2.6.1. Perspective pour les bassins fluviaux des pays du Golfe de Guinée

Des écoulements globalement équivalents à supérieurs sont attendus dans les bassins situés à l'Est et équivalents à inférieurs dans les bassins situés à l'Ouest du Golfe de Guinée.

De façon spécifique, des écoulements à tendance excédentaire sont attendus dans les bassins de l'Ouémé (au Bénin), de la Volta Inférieure (au Ghana), de Densu, Tano, Ankobra et Pra (au Ghana), de Cavally, Comoé et Bia (en Côte d'Ivoire), ainsi que, dans le Delta Inférieur du fleuve Niger (au Nigéria). Par contre, des écoulements équivalents à légèrement supérieurs à la normale sont attendus dans les bassins du Bandama, Agneby (en Côte d'Ivoire), du Mono (au Togo et Bénin) et du Lac-Togo. Enfin, des écoulements déficitaires sont attendus dans le bassin inférieur de laassandra, les bassins côtiers de Boubo et San Pedro (en Côte d'Ivoire).



Carte 32: Prévision des écoulements dans les bassins côtiers des pays du Golfe de Guinée, pour la grande saison des pluies de 2023.

2.6.2. Perspective pour les bassins fluviaux des zones sahélienne et soudanienne

Les prévisions saisonnières hydrologiques pour les zones sahélienne et soudanienne des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel portent sur les principaux bassins fluviaux suivants : Bassins du Niger, du Sénégal, de la Gambie, de la Volta, de la Comoé, de la Bandama, du Sassandra, du Cavally, du Mono, de l'Ouémé et du système du Lac-Tchad (Chari, Logone et Komadougou Yobé). Pour la saison 2023, des écoulements globalement équivalents à supérieurs à la moyenne de la période de référence 1991-2020, sont attendus dans les hauts bassins sahéliens et des écoulements équivalents voire inférieurs à la moyenne, sont attendus dans les parties inférieures desdits bassins.

De manière spécifique, des écoulements excédentaires sont attendus dans le bassin de la Gambie, le bassin de la Falémé (affluent du Sénégal), le Delta Intérieur du fleuve Niger au Mali, le bassin moyen du fleuve Niger, la Komadougou Yobé, le moyen Chari, le bassin inférieur du Chari-Logone. Le Haut bassin du fleuve Niger (en Guinée, Côte d'Ivoire et Mali), le haut bassin du Chari, le Niger Inférieur, les sous bassins de Bafing et de Bakoye (bassin du Sénégal), les bassins de Mono (Togo et Bénin) et de l'Ouémé (Bénin), le haut et la partie ouest du bassin de la Volta, connaîtraient des écoulements moyens à excédentaires. Des écoulements moyens à déficitaires seraient observés dans les bassins du Sassandra et du Bandama (en Côte d'Ivoire), la Comoé Inférieure, le haut bassin du Logone et la partie orientale de la Volta (Togo et Ghana). Enfin, dans le bassin du Cavally (Côte d'Ivoire), la portion libérienne du bassin du Mano, les bassins de Saint-John et Saint-Paul (au Liberia), du fait de la faiblesse des signaux, aucune tendance ne se dégage et par conséquent, il est attendu une situation climatologique.

Ainsi, si ces prévisions se confirment, elles pourront avoir comme impacts :

Au niveau du bassin de la Gambie, du bassin de la Falémé (affluent du Sénégal), du Delta Intérieur du fleuve Niger au Mali, du bassin moyen du fleuve Niger, de la Komadougou Yobé, du moyen Chari, du bassin inférieur du Chari-Logone : au vu des prévisions excédentaires attendues, des niveaux élevés de risque d'inondation sont à considérer. A cet effet, il est recommandé un suivi rapproché des seuils d'alerte et surtout une forte collaboration entre les services hydrologique et météorologique afin de permettre la gestion anticipative des inondations dans les zones concernées.

Au niveau du haut bassin du fleuve Niger (en Guinée, Côte d'Ivoire et Mali), du haut bassin du Chari, le Niger Inférieur, des sous bassins de Bafing et de Bakoye (bassin du Sénégal), des bassins de Mono (Togo et Bénin) et de l'Ouémé (Bénin), du haut et de la partie ouest du bassin de la Volta : les prévisions normales à excédentaires attendues permettraient de satisfaire les différents besoins en eau et permettraient le développement des cultures irriguées dans les plaines inondables au Nigeria dans la zone du Delta et au Sénégal en aval du barrage de Manantali. Toutefois, des risques d'inondation sont à craindre par endroit.

Au niveau des bassins du Logone et de la partie orientale de la Volta (Togo et Ghana) : au vu des tendances moyennes à déficitaires attendues, une gestion rationnelle des ressources en eau est nécessaire, afin de satisfaire les différents usages. Les barrages situés dans cette zone contribueront à réguler les excédents provenant des hauts bassins pour soutenir les écoulements en période d'étiage.

CONCLUSION

La production céréalière de la campagne agricole 2022-2023 s'élève à 77,2 millions de tonnes soit en hausse de 6% et 8% respectivement à la campagne précédente et à la moyenne des 5 dernières années. Il en est de même pour les productions des cultures de rente qui ont enregistré des hausses aussi bien comparativement à l'année passée qu'à la moyenne des 5 dernières années sauf les productions de coton et de la banane plantain qui ont connu un repli annuel au cours de cette année à cause de la forte infestation aux Jassidés qu'a connue la production du coton au Burkina Faso, au Mali et en Côte d'Ivoire.

La situation pastorale est marquée par une bonne disponibilité fourragère, des conditions satisfaisantes pour l'abreuvement du bétail, une situation zoo sanitaire globalement bonne et un bon état d'embonpoint des animaux. La production fourragère est globalement supérieure à celle de l'année 2021 et à la moyenne des cinq dernières années en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, et au Tchad. Toutefois, elle est inférieure à celle de l'année 2021 et à la moyenne des cinq dernières années dans les zones pastorales au Niger et au Mali. L'insécurité civile persistante continue de limiter fortement l'accès aux ressources pastorales (eau, pâturages, infrastructures et services vétérinaires) dans la zone de Liptako Gourma et dans certaines zones du Nord-est du Nigéria.

De même, l'insécurité civile affecte considérablement le fonctionnement des marchés dans la région, notamment dans les zones inaccessibles ou à accès limité. Par ailleurs, il a été observé une inflation de 18% au mois de septembre 2022 contre 16,4% en août de la même année. Les plus fortes inflations ont été observées au Ghana (40%), au Nigeria (21%) et en Sierra Léone (29%). Toutefois, l'inflation au niveau des produits alimentaires est plus importante soit 22% contre une inflation générale de 18%. Des inflations des produits alimentaires dépassant 30% ont été enregistrées au Tchad (34%), en Sierra Léone (48%) et au Ghana (59%). Ces tendances inflationnistes seront davantage exacerbées du fait de l'augmentation de la demande en période de soudure et aux effets de la crise en Ukraine. Sur les marchés à bétail, les prix des animaux restent toujours en hausse dans l'ensemble par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Toutefois, les termes de l'échange entre le bétail et les céréales restent en défaveur des éleveurs dans les pays du Sahel, compte tenu des niveaux élevés des prix des céréales. La nouvelle politique monétaire au Nigeria impacte fortement sur l'économie locale avec la faible disponibilité des nouveaux billets de Naira. Cette situation affecte les échanges transfrontaliers surtout avec les pays frontaliers comme le Niger et le Bénin où il y a une forte intégration avec les marchés nigériens. Cette situation perturbe l'approvisionnement des marchés et par conséquent l'accès des ménages aux denrées alimentaires.

La situation nutritionnelle reste aussi préoccupante dans les pays du Sahel et au Nigéria malgré les efforts déployés par les États et leurs partenaires. Ainsi, il est observé une tendance haussière de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, avec des taux au-delà du seuil d'urgence (15%), notamment, dans certaines zones au Sénégal (28% à Louga, 23% à Matam), en Mauritanie (19,1% à Gorgol, 19,7% à Guidimaka), au Nord-Est du Nigéria (18,1% à Yobe et 17,2% au nord Borno), au Niger (16,1% à Dogon Doutchi). Aussi, plusieurs zones présentent des prévalences supérieures au seuil d'alerte de 10% notamment dans les zones des trois frontières (Burkina Faso, Mali et Niger) et aussi dans le bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria et Tchad).

La **situation alimentaire et nutritionnelle** est globalement détériorée malgré les bonnes productions agricoles enregistrées cette année. En effet, en situation courante (mars-mai 2023), près de 32,5 millions de personnes sur une population totale de 417 millions personnes analysée sont classées en phase crise à pire du CH dans l'ensemble des 15 pays soit un taux de 7,8% de la population. Près de 22 480 personnes dans la région du Sahel du Burkina Faso sont en Catastrophe (Phase 5 du CH). En situation projetée (juin- août 2023), plus de 44,8 millions de personnes seraient affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire, soit 10,4% de la population analysée. Le principal facteur déterminant de cette situation est la persistance de l'insécurité civile dans la région qui continue d'engendrer des déplacements massifs des populations et limite le commerce, l'accès aux facteurs de production et la main-d'œuvre spécifiquement dans les zones inaccessibles ou à accès limité. Le contexte international, notamment la guerre russo-ukrainienne, marqué par la flambée des prix des produits agricoles, des hydrocarbures et des fertilisants constitue également un véritable risque d'aggravation de la crise alimentaire et nutritionnelle dans la région.

En **perspectives**, les prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques 2023-2024 prévoit une saison des pluies globalement moyenne à humide au Sahel, avec des dates de démarrage précoces à normales, des dates de fin tardives à normales, des séquences sèches moyennes dans la partie Ouest et à tendance plus longues dans la partie Est et des écoulements globalement excédentaires à moyens dans les principaux bassins fluviaux du Sahel. Des quantités de pluies globalement moyennes à déficitaires sont attendues pour les périodes de Mars-Avril-Mai et Avril-Mai-Juin 2023 sur le sud-ouest du Cameroun, les parties sud du Nigéria, du Bénin, du Togo, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et sur le Libéria.

Contact : Dr Issoufou Baoua, Expert Cadre Harmonisé, Coordonnateur PRA/SAN,
issoufou.baoua@cilss.int
CILSS/AGRHYMET, administration.agrhymet@cilss.int

Mise en page: Boubacar Mainassara Abdoul Aziz, Unité Communication /AGRHYMET



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

